

g.

2

Gallgen. 660

DE LA CAISSE
D'ESCOMPTE.

R

DE LA CAISSE

D'ESCOMPTE

DE
LA CAISSE
D'ESCOMPTE.

Par le Comte de MIRABEAU.

*Jam dabitur , jam , jam ; donec deceptus , & exspes
Nec quicquam fundo suspiret nummus in imo.*

PERS. SAT. II, v. 50 , 51.



M. DCC. LXXXV.



DE
LA CAISSE
D'ESCOMPTE.

Par le Comte de MIRABEAU.

Non deditur, non, non; donec despons, & caput
Nec quicquam fando fessit autem in me.

Paris. 24. 11. 1789.



M. DEC. LXXXV.

Bayerische
Staatsbibliothek
München



C'est à Londres que j'ai recueilli les matériaux de cet ouvrage. J'étois dans cette ville chez un homme considérable, lorsque la conversation y tomba sur notre caisse d'escompte. Les papiers publics parloient des circonstances qui ont amené l'arrêt du conseil d'état du 16 & celui du 24 Janvier de cette année. Le résultat de tout ce que j'entendis alors & de tout ce qu'on a dit sur ce sujet dans ce pays peu indulgent pour nos légèretés, c'est que le défaut d'esprit public rend tout-à-fait impossible en France l'établissement des banques de secours.

J'examinai à mon propre tribunal cette sentence sévère, pour m'assurer si elle étoit ou n'étoit pas sans appel, lorsque le hasard m'a procuré les détails de tous les débats qui ont divisé les actionnaires de la caisse d'escompte.

Alors je me suis pleinement confirmé dans l'opinion où je suis depuis long-tems, que les philosophes dédaignent beaucoup

trop de porter leurs regards sur les événemens journaliers du commerce , & de saisir les occasions d'éclairer ses principes , ses calculs , sa morale , en un mot , les rapports de ses divers effets avec la chose publique & le bonheur des sociétés.

Si les philosophes sont les tuteurs du genre humain , pourquoi ne surveillent-ils pas leur pupille dans toutes ses occupations ? Auroient-ils aussi cet esprit du commerce qui veut donner peu & recevoir beaucoup , ou bien cet antique mépris que professerent nos peres pour le commerce qu'ils ne connoissoient pas , retiendrait-il jusqu'à la plume des philosophes ?

Ce mépris , dont nous ne sommes point encore aussi corrigés qu'on affecte de le penser , est un des effets les plus frappans de notre inattention , pour ne pas dire de notre inconséquence , puisque l'on convient enfin que le métier de la guerre , c'est-à-dire , l'art de nous désoler premièrement nous-mêmes , de nous exterminer en tout sens , nous & notre postérité , pour désoler & pour exterminer les autres , que ce

métier , le plus noble de tous , comme on dit , n'est qu'une spéculation de commerce , depuis les politiques & les rois , qui en sont les entrepreneurs , jusques aux militaires , qui en sont les facteurs & les ouvriers.

Je fais tout ce que l'on peut écrire contre la manie universelle de ce commerce politique , conquérant & navigateur qui infeste les deux hémisphères ; mais de cette frénésie contagieuse au commerce proprement dit , à celui qui existe nécessairement par-tout où les hommes se rassemblent , il y a sans doute une extrême distance. Ce sont les principes , les procédés , les mœurs , c'est l'esprit du commerce envisagé sous la notion générale & abstraite d'échange , dont je parle ; c'est de l'état de choses qu'il produit , qu'il prépare , qu'il nécessite chaque jour , dont il faudroit s'occuper.

Et pour faire entendre en un mot ce que je voudrois exprimer , je prierai que l'on me dise qui , dans la société , n'est pas commerçant ? Qui ne cherche pas à échanger avec avantage , selon sa maniere de voir , ce qu'il peut donner contre ce qu'il vou-

droit recevoir ? Qui n'emploie pas dans cet échange toutes les ruses, tout le savoir-faire, tout le manège, tranchons le mot, toute la cupidité cauteleuse dont nous nous faisons des motifs pour mépriser par air le commerce & les commerçans ? On commerce à la cour, à la ville, à l'armée, dans les sociétés les plus respectables ; tout s'y fait par échange, & c'est toujours le desir réciproque de rendre ses échanges avantageux à soi-même, qui, contenant un intérêt par l'autre, fixe tous les prix & règle le taux des services.

Une seule classe d'hommes peut-être échappe à la disposition générale, mais non pas injuste, de ne donner qu'en recevant. Ce sont les agriculteurs, à qui l'expérience apprend qu'on fait encore de meilleurs marchés en prodiguant des avances & des travaux dont il faut attendre le fruit. Chacun portant dans sa conduite l'esprit relatif aux objets dont il s'occupe, la morale des agriculteurs, aidée de l'innocence des mœurs hospitalières de la campagne, & de l'habitude des services journaliers d'homme à

homme qu'appellent les travaux champêtres, doit être plus aimable & mieux entendue que celle des commerçans. Ceux-ci vont bien jusqu'à un échange de bienfaits, & n'ont que la valeur de leur mise : les autres répandent généreusement les bons procédés, les services, les secours, pour une récolte souvent incertaine ; mais aussi décuplent-ils la semence quand ils trouvent un bon terrain, & fertilisent-ils quelquefois même les sols arides & les cœurs ingrats. Si les écrivains qui ont cherché à faire influer sur la politique, sur la philosophie, sur les mœurs, ces principes agricoles avoient eu autant d'esprit & de talent qu'ils avoient de lumières & de bonnes intentions, ils feroient comptés parmi les premiers bienfaiteurs du genre humain.

Mais ils ont peu connu l'art de se faire écouter. Les maximes ordinaires du commerce ont prévalu. Elles sont utiles, elles sont universelles, elles ne sont point méprisables ; & peut-être ne faudroit-il que peu d'efforts aujourd'hui pour ennoblir dans son usage cette action continuelle que nous exerçons les

uns sur les autres , qui précisément est le commerce , & qui n'est aussi que la définition du mot *Société* , pour l'ennoblir , dis-je , par l'éducation (1) , par le respect , par un préjugé honorable qui , tendant à épurer les principes , les vues , les habitudes de cette *action* , la rendroient franche , loyale , bienveillante , & laisseroient toujours au cœur du commerçant cette honorable sensibilité d'où naissent l'humanité & le patriotisme , c'est-à-dire , une disposition généreuse à mettre au nombre de ses gains le sentiment d'en avoir abandonné quelques-uns pour le bien public.

Que les philosophes , après s'être élevés aux généralités d'où leur vue doit planer

(1) Peut-être , si l'on s'occupoit des moyens de donner aux commerçans une éducation appropriée à leur état , on parviendrait à réprimer cette vanité bizarre & contagieuse qui nous fait mépriser ce que tout homme est au fond , & ce qu'il sera toujours , sous quelque décoration qu'il figure dans la société. Cette vanité s'est tellement saisie des commerçans eux-mêmes , qu'ils consentent à cette espèce de mépris ; ils le sanctionnent , si je puis parler ainsi , en travestissant leur costume de marchand , aussi-tôt qu'ils imaginent avoir acquis de quoi s'en passer. Et n'avons-nous pas vu un de nos plus célèbres négocians qui a cru mieux s'illustrer en fondant une école militaire qu'une école de commerce ?

sur les hommes & sur les choses , descendent donc à l'examen de tous les effets de l'industrie humaine ; qu'ils suivent cette industrie dans la maniere dont elle s'applique à tous les objets ; qu'ils en découvrent les effets moraux ; qu'ils ne négligent point les détails dans lesquels périssent si souvent les meilleurs projets , les plus utiles tentatives ; les plus excellentes choses ; qu'ils nous apprennent à mépriser , autant par prudence que par amour-propre , l'égoïsme étroit & aride , à revêtir les combinaisons de l'intérêt des formes les plus favorables aux rapports qu'elles doivent avoir avec le bien général , à les débarrasser de celles qui tendent à exalter la corruption , dont la source est presque toujours dans l'ignorance de quelque vérité utile.

Au reste , qu'ils ne s'effraient pas des détails que je leur propose. Il n'y a de vraiment ennuyeux que ce dont on sent l'inutilité , & il n'est pas aussi difficile qu'on le pense de découvrir la vérité dans les objets même dont on s'est le moins occupé. La logique du bon sens & l'attention donnent des lumieres à qui veut les acquérir. C'est

à l'aide de ces instrumens qu'avec des moyens bien foibles & dans une situation très-pénible, je crois être parvenu à développer, apprécier & mettre en ordre des idées fort étrangères à mes études habituelles. Ces idées me paroissent saines & utiles. Si j'ai raison, il restera prouvé qu'un homme de sens peut tout entendre, tout analyser, tout juger ; & cela n'en feroit pas moins vrai, si je m'étois trompé : car ce seroit faute d'attention ou d'intelligence, & il n'en faudroit pas conclure qu'un autre à ma place n'eût pas fait un meilleur ouvrage.

Pourquoi l'ai-je entrepris ? Je me suis fait cette question à moi-même. D'abord (ou du moins je le croyois à Londres) pour venger l'esprit national du reproche de légèreté & d'incurie qu'on ne cesse de lui adresser. D'autres motifs sont venus se joindre à celui-là que j'avois presque oublié, je dois en convenir, au moment où une circonstance inattendue m'a décidé à rendre public cet ouvrage.

Fatigué d'une vie orageuse, & persuadé

que le repos & la paix sont les seuls biens purs & sans mélange que le ciel ait accordés à l'homme (1), je quittois la fiere Albion, ce pays pour tout autre plus digne d'estime & de curiosité que d'affection & de regrets, mais où j'ai trouvé, moi, les amis les plus vrais & les plus dévoués qui soient sur la terre, & j'allois dans le seul séjour auquel le sort m'ait laissé des droits, lorsque passant à Paris, j'ai appris qu'on s'occupoit de nouveaux réglemens sur la caisse d'escompte; j'ai cru que cette circonstance rendoit nécessaire un ouvrage qui fixât & mît à la portée de tout le monde les bons principes sur ce sujet. Il m'a paru que c'étoit le seul moyen de préserver cette banque très-utile, & dont la stabilité est devenue de la plus grande importance, d'une

(1) Il faut que cette vérité soit bien frappante : car on la trouve aux deux poles de l'esprit humain, si je puis parler ainsi :

On lit dans Newton : *Quietem, rem prorsus substantialem.*

On lit dans La Fontaine :

Le repos, le repos, trésor si précieux,
Qu'on en fit autrefois le partage des Dieux.

nouvelle révolution qui ne sauroit être indifférente à la considération & au crédit national ; & j'ai livré cet ouvrage à la presse, non sans me dépiter contre le mouvement intérieur qui me rend incapable de résister à une forte persuasion.

Peut-être il eût été utile d'y joindre une histoire abrégée du système de Law & de ses suites. Quoique de bons écrivains se soient occupés de cette matière, on ne l'a point encore traitée avec cette clarté de style, cette précision dans les définitions, cet enchaînement de faits & d'observations nécessaires pour donner une juste idée de ces opérations absurdes. Elles ressemblent, il est vrai, aux rêves les plus extravagans & les plus bizarres que puissent faire des imaginations malades ; mais il est impossible de s'exagérer combien, lorsque la cupidité & l'ignorance s'enflamment par des objets que l'imagination seule apprécie, toutes les absurdités de ce genre deviennent possibles en quelque tems que l'on soit, & de quelques lumières dont un siècle se vante.

Nous ne manquons pas d'écrivains très-capables

bles de rajeunir ce sujet & de l'approprier aux circonstances. Pour moi, qui n'aspire plus qu'au repos, j'abandonne la carrière à des hommes plus heureux, & sur-tout plus indépendans, si ce n'est par leurs sentimens & leur courage, du moins par leur situation. Qu'il me soit permis d'ajouter un mot que m'arrachent la justice & la vérité, bien plus que le ressentiment & l'orgueil.

En moins de quatre années, & plaidant à la fois pour ma tête, pour mon pays, pour ma liberté, pour mon honneur, seul & sans appui, livrant des combats à des ennemis étrangers, à des ennemis d'intérêt, à des ennemis littéraires, &c., &c., &c., j'ai trouvé le tems d'écrire un ouvrage *sur les lettres de cachet & les prisons d'Etat*, des *Considérations sur l'Ordre de Cincinnatus*, un livre sur la situation actuelle des affaires politiques de l'Europe, & ces réflexions sur la caisse d'escompte. Voilà ce qu'on peut avec des talens très-médiocres, mais une volonté forte & un penchant naturel à étudier le vrai & l'utile. Que ceux qui, com-

me moi, auroient eu le malheur d'armer la
calomnie par les erreurs de leur jeunesse,
se vengent aussi comme moi.

Paris, 8 Mai 1785.



DE LA CAISSE D'ESCOMPTE.

CHAPITRE PREMIER.

De l'utilité des Caisses d'Escompte.

S'il est une différence remarquable entre la politique des anciens & la nôtre, il faut la chercher surtout dans les opérations de finances, dont nous avons fait une science très-compiquée, & que nous ne voyons pas qu'ils aient connue; soit que ces opérations ayant toujours été méprisées des philosophes, qui, presque seuls, écrivoient alors, ils aient dédaigné d'en parler dans leurs livres; soit qu'elles fussent moins nécessaires dans ces tems où il n'y avoit que des républiques, ou des tyrans. La liberté des unes, plus entière, plus généreuse, prodiguoit plus d'efforts, que secondoient d'ailleurs à peu de frais les travaux d'une multitude d'esclaves domestiques

qui ne recevoient point de solde. L'autorité plus absolue des autres arrachoit des tributs plus excessifs, & prenoit tout à volonté, sans mesure & sans calcul.

Quoi qu'il en soit, & quelque opinion que l'on doive se former des systèmes de la politique ancienne & moderne, quelque possible qu'il fût peut-être d'établir & de mettre en pratique une théorie également éloignée des uns & des autres; la science de la finance est devenue l'une des plus importantes études des administrateurs de nos jours; & les banques publiques, qui fournissent aux nations emprunteuses & obérées un moyen de ressource & d'économie; leurs billets de confiance (1), qui représentent à volonté de la manière la plus commode, la moins onéreuse, la plus transportable, un numéraire qui ne possédera jamais au même degré aucun de ces avantages, sont aujourd'hui l'un des principaux instrumens de la puissance.

Une des grandes utilités de ces institutions ingénieuses, mais délicates, est de faciliter les échanges

(1) Nous appellons *billets de confiance* ceux de la caisse d'escompte connus dans le public sous le nom de *billets noirs & rouges*. Ils diffèrent du *papier-monnaie* en ce que le public est forcé de recevoir celui-ci, au lieu qu'il peut refuser les autres. La défiance accompagne ordinairement le *papier-monnaie*: les *billets de confiance* au contraire n'ont besoin que d'appartenir à un bon régime, pour jouir du plus grand crédit.

en multipliant les signes représentatifs des nécessités & de la richesse.

Cette facilité des échanges par la multiplication des signes est plus loin que jamais d'être indifférente, graces au mauvais système des monnoies qui gouverne l'Europe. Plus le commerce s'étend, plus il faut de monnoie pour la commodité des spéculations. Plus la population s'accroît, plus aussi il faut de monnoie, puisqu'il est impossible de concevoir dans nos sociétés un individu qui n'ait pas besoin de quelqu'argent pour échanger ce qu'il est en état de fournir, contre ceux de ses besoins pour lesquels il ne peut se passer d'autrui.

Mais la monnoie renferme deux choses; l'une variable, & c'est la valeur de l'or & de l'argent, considérés comme marchandises; l'autre invariable, & c'est la dénomination numérique du métal monnoyé.

Si le métal devient rare à proportion des besoins, il renchérit comme marchandise, & sa valeur intrinsèque perd son rapport avec la valeur numérique ou dénomminative du métal monnoyé. La différence devient plus considérable à proportion que cette rareté, relative aux besoins de la monnoie & du luxe, est plus grande, jusqu'à ce qu'une insuffisance absolue se fasse sentir. Telle est précisément aujourd'hui la situation des choses.

Le besoin d'augmenter par - tout la masse des métaux monnoyés, & les consommations du luxe

toujours croissant, excèdent de beaucoup la proportion qui existoit entre les sources des métaux & leur distribution, lorsqu'on fixa la valeur des monnoies. Ainsi, par exemple, on ne peut plus avoir pour 24 liv. la quantité d'or nécessaire pour faire un louis; & s'il ne s'ouvre pas quelque nouvelle mine d'or & d'argent, & qu'il faille absolument frapper des louis, il faudra diminuer le titre, c'est-à-dire, la valeur intrinsèque de l'espece, ou hausser sa valeur numérique; ce qui revient au même.

Mais cette opération est très-délicate: on la retarde tant qu'on peut, non qu'elle soit injuste, mais parce qu'elle est toujours regardée comme telle par un effet naturel & nécessaire, soit de l'ignorance sur le vrai rapport des choses, soit des préjugés qui naissent à la suite de l'ignorance, & qu'on prend pour la science, & aussi parce qu'on se rappelle toujours avec effroi les vexations dont cette opération a trop souvent été le prétexte.

D'ailleurs, on est long-tems incommodé de la rareté des especes avant que de connoître distinctement la cause de ce qu'on éprouve. On regarde la disette du numéraire comme momentanée; & ce n'est qu'après en avoir long-tems souffert que l'on cherche à y remédier. Or, les caisses d'escompte ont au moins la propriété de retarder beaucoup ces époques embarrassantes, puisqu'elles suppléent à la monnoie par des billets de confiance, qui valent autant lorsque cette confiance a une base soli-

de. Les établissemens de ce genre sont donc nécessaires sous ces rapports.

Ils ne le sont pas moins pour entretenir l'intérêt de l'argent à un taux plus bas & plus uniforme qu'il ne l'étoit avant leur établissement, & cette opération de premiere importance est également favorable à l'agriculture, aux manufactures, au commerce & aux finances. Graces au bas prix de l'intérêt de l'argent, l'agriculture est encouragée (1); les manufactures, sans augmenter leurs charges, emploient de plus grands capitaux (2); le commerce s'ouvre de nouvelles branches dont le haut prix

(1) Entre plusieurs considérations qui démontrent cette vérité, il en est une qui doit frapper tous les esprits par sa simplicité. Si un terrain en friche demande 1000 liv. par exemple, pour le rendre susceptible d'un produit net de 50 liv. par an, & que l'argent soit à 6 pour 100, le propriétaire ne l'entreprendra probablement pas : car il perdrait au défrichement. S'il est à 5, il n'y gagneroit rien; s'il est à 4 pour 100, il gagnera 10 liv. par an sur chaque 1000 liv. qu'il emploiera : il préférera donc le défrichement à un placement d'argent.

(2) Qu'une manufacture emploie un capital de 100,000 liv. l'argent à 5 pour 100, c'est 5000 liv. par an qu'il lui en coûte. Que l'argent tombe à 4, l'entrepreneur de la manufacture pourra faire à son choix de deux choses l'une : ou il diminuera d'autant le prix de ses productions, & profitera de l'augmentation de débit, occasionnée par la diminution du prix; ou bien il portera son capital de 100,000 liv. à 125,000 liv. sans augmenter ses charges.

de l'argent l'avoit exclus jusqu'alors (1), & les gouvernemens acquierent des moyens de soulager le peuple sans nuire à leurs revenus (2).

Ces grandes considérations, & même celles relatives à la facilité que la réduction de l'intérêt donne aux souverains d'emprunter, en augmentant plus lentement, si ce n'est en diminuant la dette publique, nous paroissent faites pour plaire aux bons esprits. Il y a tant d'inconvéniens, tant de désastres de tout genre & vraiment effroyables, attachés aux

(1) Qu'un négociant de France fasse de compte à demi avec un négociant de Hollande une entreprise quelconque en commerce étranger; qu'ils établissent chacun 100,000 liv. de fonds; que l'argent coûte au négociant François 5 pour 100, au Hollandois 3; que le bénéfice, au bout de l'an, soit de 8000 liv.: c'est 4000 liv. pour chacun. Mais à quoi aura abouti leur industrie mutuelle, si ce n'est à enrichir le commerçant de Hollande de 1000 liv. aux dépens de celui de France? Et n'est-ce pas une branche de commerce perdue pour l'Etat? car personne ne consentira jamais à faire le commerce à ses dépens.

(2) Dans tous les emprunts publics, à quelque usage qu'on les destine, il faut charger le peuple en raison de l'intérêt payé pour ces emprunts. Si cent millions coûtent 6 pour 100, voilà 6 millions annuels dont il faut augmenter les impôts; mais si l'on ne paie que 4 pour 100, il ne faudra imposer que 4 millions au lieu de 6, ou bien, avec ces mêmes 6 millions d'imposition, on pourra emprunter 150 millions au lieu de 100, & cela sans que les revenus publics soient plus grevés dans un cas que dans l'autre.

principes dans lesquels beaucoup d'hommes légers, & peut-être aussi quelques hommes profonds, mais peu sensibles, n'attendent le remède du mal que de son excès, que tout ce qui peut l'adoucir fera toujours préféré par les esprits modérés & les cœurs bien faits. — Les caisses d'escompte sont donc, sous bien des aspects, des établissemens précieux qui méritent intérêt & faveur.

Mais plus ils en sont susceptibles par l'utilité dont ils peuvent & doivent être au public, & plus il importe qu'ils soient administrés d'après des règles invariables qui en perpétuent les avantages, & qui en écartent les abus. Nous examinerons dans cet ouvrage ceux auxquels la caisse d'escompte établie à Paris se trouve exposée par la nature des choses; & nous chercherons les moyens de les prévenir ou d'y remédier. Commençons par donner une idée succincte mais précise de sa constitution, & par établir quels sont les droits du public sur cette banque.



C H A P I T R E I I.

Institution de la Caisse d'Escompte. Quels sont les droits du Public sur cette banque.

La caisse d'escompte est un établissement formé pour avancer sous la déduction de l'intérêt le montant des lettres de change qui ont encore du tems à courir avant leur échéance. C'est cette déduction qu'on appelle *Escompte*.

Le fonds de cette banque a été fait par actions. Il fut d'abord de douze millions (1) ; c'est-à-dire , du produit de quatre mille actions pour chacune desquelles on remit à la caisse 3000 liv.

Ce fonds a été augmenté depuis de 5,500,000 l. savoir : deux millions provenans des bénéfices mis

(1) La compagnie qui demanda au gouvernement d'autoriser l'entreprise de la caisse d'escompte, s'étoit engagée à lui prêter 10 millions à 4 pour 100, remboursables en treize ans. Outre ces fonds qu'elle devoit fournir au trésor royal, le premier Juin 1776, la caisse en destinoit un de 5 millions, soit pour l'escompte, soit pour faire le commerce des matieres d'or & d'argent. Le prêt des 10 millions n'ayant point été effectué; le fonds de 15 millions fut réduit à 12. Au reste, la caisse d'escompte n'a point de privilege exclusif. Voy. *Pieces justificatives*, N^o. I, II & III.

en réserve par les anciens actionnaires, & de trois millions $\frac{1}{2}$ provenans d'une création nouvelle de 1000 actions de 3500 liv. chacune, création faite à la suite d'une crise dont nous aurons occasion de parler. Le fonds actuel (1) de la caisse d'escompte est donc de dix-sept millions & demi de liv. appartenans aux porteurs de 5000 actions, chacune de 3500 liv.

La caisse d'escompte jouit de la faculté d'acquitter les valeurs qu'on lui donne avec des billets de confiance payables aux porteurs en écus à l'instant où ils le desirent. Ces billets circulent dans le public comme des especes; mais personne ne peut être contraint à les recevoir de qui que ce soit en paiement.

Enfin la caisse d'escompte reçoit & paye pour les commerçans, ou pour les particuliers qui jugent à propos d'y tenir leurs fonds; & cette banque est sous ce point de vue un dépôt où chacun peut tenir gratuitement son argent.

Ainsi les bénéfices de la caisse résultent de l'escompte qu'elle retient sur les lettres de change non échues, que les banquiers, ou tous autres porteurs desirent d'y convertir en argent comptant. Ces bénéfices sont d'autant plus grands qu'elle met en circulation plus de billets de confiance, & que l'argent déposé dans

(1) Ce fond a été entamé d'un peu plus de 100,000 liv. par le dividende exagéré de 150 liv. résultat du partage au dernier semestre.

les coffres par les particuliers devient plus considérable ; parce que cet argent n'en sortant pas au même instant où il y est apporté , fait partie de la masse générale d'espèces & de billets dont la caisse retire des intérêts par le moyen de l'escompte.

On présente tous les fix mois à l'assemblée générale des actionnaires le compte détaillé des bénéfices ; & l'on forme de ces bénéfices un dividende dont se fait alors la répartition. Ce dividende est l'intérêt que chaque action rapporte tous les fix mois à son propriétaire.

*Pieces
justificat.,
Nº. I.*

*Voy. Pie-
ces justif.,
Nº. XI.*

La caisse d'escompte est soumise à des statuts homologués par le conseil d'état. Ces statuts sont consignés dans divers arrêts successifs. Les autres regles d'administration plus particulièrement relatives au mécanisme de ses opérations ont été déterminées par l'assemblée des actionnaires ; elles sont renfermées dans des réglemens intérieurs auxquels l'autorité n'est point intervenue , que le public ne connoît pas , & qui se trouvent à la fin de cet ouvrage.

On voit au premier coup-d'œil que les titres de la caisse d'escompte à la faveur générale sont fondés sur son utilité , & qu'ainsi le public a plusieurs droits sur cette banque : il est aisé de déterminer ces droits.

Qu'est-ce que la caisse d'escompte ? Nous l'avons dit : une caisse de secours. Quels sont ces secours ? Des moyens de faciliter les paiemens dans le commerce , ou , si l'on veut , les échanges. Tout le

commerce , en général , doit donc avoir part à ces secours , à ces facilités ; & c'est une obligation d'autant plus étroite pour la caisse , que tout le commerce en général partage les risques auxquels elle peut exposer ceux qui sont porteurs de ses billets.

Cette obligation ne seroit pas remplie , si l'on concentroit les secours de la caisse dans la classe des gens à grandes affaires , sous le prétexte qu'ils doivent jouir d'une préférence , attendu l'opinion qu'on a de leur solidité , & que d'ailleurs ils reversent ces secours sur les commerçans & les marchands d'un ordre inférieur.

Sans examiner encore la véritable acception du mot *solidité* en affaires de commerce , nous dirons seulement ici qu'une telle préférence seroit contraire aux devoirs de la caisse & au but de son institution. Par un effet ordinaire de l'intérêt personnel , sans lequel il n'y auroit point de commerce , les gros négocians n'aident les petits qu'en leur vendant leurs services. Les faveurs de la caisse seroient donc pour les premiers un vrai privilege exclusif qui priveroit de ses secours la classe des gens d'affaires qui en a le plus besoin , & qui doit y puiser dans la proportion qu'assigne à chacun sa solidité. Nous ne balançons donc pas à mettre au premier rang des devoirs de la caisse d'escompte , celui de répandre directement ses secours sur tous les commerçans ou les particuliers dignes de confiance auxquels ils peuvent être utiles.

Non-seulement la caisse d'escompte doit au commerce cette impartialité & cette bienveillance universelle dans la distribution de ses secours ; mais elle les lui doit encore à un bas intérêt , puisque telle est la condition , & , pour ainsi dire , le gage de son existence. Suivant l'article III de l'arrêt du Conseil du 7 Mars 1779 concernant l'administration de la caisse , l'escompte a été fixé à 4 p. $\frac{2}{3}$ en tems de paix & 4 $\frac{1}{2}$ en tems de guerre.

Sur quoi nous observerons en passant que l'on ne voit pas bien clairement pour quelle raison l'escompte doit être plus cher en tems de guerre. L'effet de la guerre sur le commerce est de rendre tout plus dangereux , plus difficile , plus dispendieux. Pourquoi renchérir les secours au commerce dans une circonstance où ses frais augmentent ? Est-ce parce que les risques de la caisse sont plus grands ? Mais ce n'est pas en augmentant les frais des commerçans qu'on les rend plus solides. D'ailleurs , ce n'est pas ce surhaussement d'intérêt qui fait la sûreté de la caisse dans les tems critiques. C'est une plus grande attention dans le choix des lettres de change , une diminution de l'échéance à laquelle on les reçoit , &c. ; & comme le gouvernement est sur les rangs pour les besoins d'argent , ne faut-il pas au contraire redoubler d'industrie pour en faire baisser l'intérêt ? Est-ce dans un tems où les dépenses sont infinies qu'il faut en aggraver le fardeau ?

Quoi qu'il en soit , 4 pour $\frac{2}{3}$ en tems de paix &

4 $\frac{1}{2}$ en tems de guerre ; tel est l'escompte statué par l'arrêt du 7 Mars 1779 (1). Sans doute il est de justice étroite , & même il est de l'intérêt évident de la caisse que le public jouisse de cet avantage , puisque la diminution du prix de l'argent est ce qui doit principalement concilier à cette banque la faveur du gouvernement & de la nation.

Le public a droit encore de demander à la caisse d'escompte d'examiner tellement la nature des opérations qui se font sous ses yeux & par son crédit , qu'ils ne concourent jamais à des spéculations étrangères aux dépens de l'industrie nationale ; ce qui arriveroit infailliblement si cette banque étoit dirigée par des administrateurs marchands , ou plutôt agioteurs , avant d'être citoyens.

Enfin le public a droit d'exiger que la caisse d'escompte ne perde jamais de vue la solidité de ses opérations , & même qu'elle y sacrifie toute autre considération. Cette banque possède en dépôt la fortune d'une multitude de particuliers. Elle a mis

(1) Celui du 23 Novembre 1783 n'y a point dérogé dans l'article v , où il prononce que l'escompte ne pourra excéder 4 p. $\frac{2}{3}$ pour les lettres à 30 jours , & 4 $\frac{1}{2}$ pour celles de 30 à 90 jours. Au reste , nous dirons ici , de peur de n'en pas retrouver la place , qu'il étoit tems de faire jouir le public depuis un an de l'escompte à 4 p. $\frac{2}{3}$, & que l'administration le devoit d'autant plus que les actions étoient parvenues à un prix bien supérieur à leur capital primitif.

dans des milliers de mains de tout rang , de tout état & de toute espece de facultés , des papiers qui représentent les propriétés , les moyens de subsistance de tous les individus qui lui ont livré leur confiance. Cette banque peut donc , par une mauvaise administration , par une soif ardente de bénéfices rapides , causer les plus grands malheurs dans l'état. Dès lors tout cède à la nécessité d'un régime , qui , autant que la puissance humaine puisse s'étendre , rende ces malheurs improbables , pour ne pas dire impossibles.

Certainement les actionnaires eux - mêmes n'ont pas un autre intérêt véritable ; mais quand des spéculations séduisantes inviteroient à une théorie plus relâchée sur les devoirs de la caisse ; c'est à ceux qui sont ou qui veulent devenir actionnaires à sentir , que cette banque se doit avant tout au public , & à mesurer d'après ce principe fondamental de son existence quelle doit être la valeur des actions. S'ils y manquent , si le lucre du moment les aveugle ; s'ils sont sans esprit public dans une chose que l'esprit public a seul produit , & qu'il doit seul diriger , quels regrets , quels égards , quel intérêt méritent-ils ? A quel titre pourroient-ils exiger qu'on livrât la fortune publique , & le crédit de la nation à la merci des suggestions de leur cupidité ?

La caisse d'escompte n'est pas , elle n'a jamais été destinée à doter les actionnaires de la fortune , que , dans les délires de leurs spéculations individuel-

les, ils pourroient desirer. En préparant des gains légitimes à ceux qui concourroient de leurs fonds & de leur industrie à une institution utile, comment auroit-on eu dessein de travailler exclusivement pour quelques hommes qui se succedent rapidement les uns aux autres par le trafic des actions ? Les actionnaires de la caisse d'escompte ne sont pour le gouvernement & pour le public qu'une abstraction, &, pour parler ainsi, qu'une personne morale constamment la même, dont le premier intérêt est que la caisse soit solide & durable, c'est-à-dire, utile. Or les bénéfices les plus modérés sont incontestablement ceux qui conviennent le mieux à ce but ; & ils n'en sont pas moins la source d'une richesse immense dans leur perpétuité.

Examinons dans quelles erreurs les administrateurs de la caisse d'escompte peuvent tomber, & à quels dangers ils exposeroient la banque dont la direction leur est confiée, s'ils considéroient les actionnaires sous un autre point de vue.



C H A P I T R E III.

Des erreurs qui peuvent diminuer l'utilité de la Caisse d'Escompte, ou même rendre cette Banque dangereuse.

Nous venons de voir que la vraie destination de la caisse d'escompte est d'accorder des crédits soit aux commerçans, soit aux particuliers, en escomptant des lettres de change qui ont du tems à courir. Nous allons montrer que ces crédits, la nature de ces lettres, le choix qu'en font les administrateurs seroient une source d'erreurs, d'abus & de fautes, s'ils ne consultoient que l'impatiente avidité des actionnaires.

Il ne faut pas oublier que les actionnaires, ou plutôt les marchands d'actions; (c'est-à-dire ceux qui les vendent & les achètent sans cesse; car pour mériter le nom d'actionnaire ou de co-propriétaire de la caisse, il faudroit avoir pour principe invariable de conserver ses actions;) il ne faut pas oublier, dis-je, que les marchands d'actions ont intérêt à en faire monter le prix pour en rendre le commerce lucratif, & qu'ils n'ont par conséquent dans leurs rapports individuels, d'autre desir à former que d'obtenir de forts dividendes; c'est-à-dire de voir augmenter les bénéfices, ou d'accréditer l'opinion qu'ils seront considérables; puisque le dividende de
chaque

chaque semestre se détermine sur ces bénéfices , & que le public évalue l'action d'après ce dividende.

On voit donc au premier coup-d'œil que les intérêts du bien général peuvent être très-contraires à l'intérêt momentané des marchands d'actions. On voit que si les administrateurs de la caisse d'escompte épousoient en ce sens les passions & les vœux des actionnaires , & qu'ils fussent plus occupés de hausser les actions & de faire vanter à ce prix leur administration , que de la ramener sans cesse à l'esprit public, qui doit en être le guide éternel , on voit qu'ils s'exposeroient à de grandes erreurs. Leur attention presque entièrement portée sur la multiplication des bénéfices se relâcheroit sur toutes les autres convenances , & le véritable besoin de la caisse , celui de s'affermir pour mieux remplir son but , seroit bientôt oublié.

Ce seroit sur-tout en présumant trop de ses ressources que la caisse d'escompte auroit à courir de grands dangers , & cette fausse présomption nous paroît le résultat presque infaillible d'une administration qui se gouverneroit par l'intérêt isolé des marchands d'actions.

On ne sauroit trop le dire , parce qu'en général on ne le fait point : Paris n'est pas une ville commerçante. La circulation y est immense à la vérité , & par conséquent , des caisses d'escompte y sont utiles ; mais il n'en est pas moins vrai que Paris n'est pas une ville commerçante. Pour peu qu'on

B

ait quelques notions du commerce général, on est convaincu que cette immense capitale ne sauroit, à cet égard, se comparer avec les grandes étapes, telles que Londres, Amsterdam, Bordeaux, Marseille, &c.

On peut ranger sous trois classes les affaires qui se font à Paris (1).

La première renferme ce qui a rapport aux objets de consommation, & ce sont là les affaires de commerce les plus solides. Les bénéfices y sont plutôt dûs à une rétribution généralement consentie & accordée aux négocians pour prix de leurs risques & de leurs peines, qu'aux variations que ces négocians occasionnent. Ces affaires sont d'ailleurs assujetties à tant de formes & de détails qui entraînent la publicité, que des entreprises trop fortes ou mal conçues échappent rarement aux yeux intéressés à les connoître.

La seconde classe renferme les acceptations de lettres de change pour le compte de la province ou de l'étranger ; & ces affaires, quoique la plupart appuyées sur un commerce de marchandises, ne sont pas aussi clairement solides que celles dont nous venons de parler. Leur siège étant plus ou moins éloigné de la capitale, il est difficile de les con-

(1) Voyez à cet égard un pamphlet qui a paru cette année à Paris, sous le titre de *Dialogue sur la Caisse d'Es-compte entre un Parisien & un Lyonnais*.

noître aussi bien que les premières , & de distinguer les opérations suspectes qui s'y introduisent ; ce qui rend les crises auxquelles elles sont sujettes plus difficiles à prévoir.

La troisième classe se compose des titres qui représentent les emprunts de l'Etat , ceux des particuliers , les actions de diverses compagnies chargées de grandes entreprises , &c. , &c. Ces affaires qui n'exigent aucun travail pénible , aucun appareil ostensible , rien d'embarrassant , ni de coûteux , & qui par cela même sont fort attrayantes , ces affaires sont évidemment les plus dangereuses de toutes. Les bénéfices comme les pertes en ce genre tiennent à l'opinion , trop souvent dirigée par les caprices de l'imagination , ou par la séduction des passions. C'est un jeu qu'on peut aisément porter à des sommes prodigieuses , & dont les variations dépendent presque uniquement de ceux qui savent multiplier les occasions de vendre ou d'acheter en agitant tour-à-tour la crainte & l'espérance.

Les affaires de la première classe sont fort limitées à Paris. Le génie le plus fécond ne sauroit les étendre beaucoup au delà des consommations de cette capitale , & des produits actuels de quelques manufactures de luxe que la grande population , presque toujours accompagnée de l'avilissement du prix de la main-d'œuvre , permet d'y exploiter. Cette précieuse branche de commerce ne sauroit donc fournir à la caisse une grande quantité de lettres de change.

Les affaires des deux autres classes s'exerçant sur un fonds inépuisable, peuvent être considérées comme n'ayant point de bornes. Jamais il ne s'en est autant fait, & leur augmentation depuis le mois de Juillet 1784, surpasse de beaucoup l'opinion qu'ont dû s'en former les plus clair-voyans spéculateurs. Si elles doivent s'étendre encore, les dangers qui les accompagnent ne peuvent que se multiplier. Il seroit donc imprudent de les regarder comme une mine inépuisable de bonnes lettres de change, comme une ressource constante sur laquelle on puisse asseoir avec solidité un accroissement perpétuel de bénéfices pour la caisse. Remarquez d'ailleurs, qu'indépendamment des grandes révolutions auxquelles elles sont sujettes, plusieurs des objets qu'elles embrassent peuvent prendre fin, sans qu'il soit possible d'entrevoir ce qui les remplacera.

Nous tenons d'autant plus fortement à notre opinion sur l'imprudence qu'il y auroit à calculer la probabilité future des dividendes d'après les affaires de ce genre, qu'il est impossible de voir sans inquiétude la fureur avec laquelle on se précipite dans le jeu des effets; spéculation redoutable, qui, plus que toute autre, provoque les délires de l'imagination, & paroît s'y prêter.

Il ne faut pas douter qu'entre autres causes, la facilité de l'escompte n'ait beaucoup animé ce jeu extraordinaire & dénué de tout motif solide. On ne voit pas sans étonnement & même sans terreur,

que son principal fondement est dans l'opinion contagieuse que tels effets prenant faveur, cette faveur doit augmenter de plus en plus; que l'enthousiasme s'en mêle sans considération du profit essentiellement attaché à la nature de l'entreprise de laquelle naissent ces effets, & ne voit que l'augmentation produite sur ces effets mêmes par la seule ardeur d'en acheter. En un mot, chacun compte sur l'avidité de son voisin, & réciproquement. Ce prestige s'est d'autant plus étendu & nourri, que les banquiers qui jouissent de la préférence de l'escompte, entrent dans ces marchés en se prêtant à la circulation qui les favorise.

D'ailleurs, Paris étant le siege des emprunts du gouvernement, la ville où les passions prodigues sont le plus en fermentation, celle où l'on a le plus grand besoin & la plus vive tentation de faire fortune, & sur-tout de la faire promptement, l'industrie y invente mille combinaisons entièrement dénuées d'une base solide, en sorte qu'il faut une longue expérience faite par des hommes désintéressés, attentifs, bons calculateurs, pour apprécier dans leur continuité les bénéfices auxquels la caisse d'escompte peut prétendre constamment en n'escomptant que de très-bonnes lettres de change.

Un tel état des choses entraîne avec lui de très-grands dangers, si la raison se fortifiant de l'esprit de calcul ne prévient pas les crises qu'il doit produire: prenons pour exemple ce qui se passe sous nos yeux.

Les actions de la banque de Madrid forment dans ce moment, sur la place, un objet de spéculation très-animée, duquel résultent sans doute beaucoup de circulations soutenues à l'aide de la caisse d'escompte. Paris offre à cet égard un spectacle absolument nouveau & vraiment inexplicable. Affûrément il est peu d'inventions politiques plus étranges que l'établissement d'une banque d'escompte faisant circuler des billets de confiance dans un pays où, loin qu'il faille suppléer à la disette du numéraire, l'affluence des métaux que le Nouveau Monde y verse est un des revenus publics, &, pour ainsi dire, la principale récolte de l'Etat. Quoi qu'il en soit, on n'a jamais vu les papiers d'une banque étrangère, soumise à une administration étrangère, sous une puissance étrangère, & dont les succès dépendent d'un ordre de choses absolument hors de la portée de Paris & de l'influence des Parisiens comme de leur jugement, on n'a jamais vu, dis-je, de tels effets devenir l'objet de l'enthousiasme de ces mêmes spéculateurs qui n'en peuvent estimer la valeur que sur des *oui-dire*, & qui n'ignorent certainement pas que les habitans du royaume & de la ville où cette banque est établie, sont bien loin d'en avoir la même opinion. Les choses en sont venues au point que les Parisiens, sans sortir de Paris, prétendent montrer aux Espagnols l'estime qu'ils doivent faire de leur propre banque, & déterminer, malgré eux, la valeur que doivent avoir

les actions de cette banque ; je m'entends bien , quand je dis *malgré eux* : car le cours des actions se fixe maintenant à Madrid , non pas d'après l'opinion qu'on y a de la banque , mais d'après celle qu'on s'en fait à Paris , & selon que les couriers extraordinaires l'établissent.

Et quel est donc l'effet naturel de cette bizarrerie ? Les François deviendront les propriétaires de la banque de Madrid ; & les Espagnols , directeurs de cette banque , resteront maîtres de faire ce qu'ils jugeront à propos de cette propriété. Or , blâmeroit-on ceux-ci de chercher par des dividendes modérés à faire revenir avec avantage ces actions dans leurs propres mains ? Il faudroit , pour que cela n'arrivât pas , que les Espagnols se piquassent d'une délicatesse vraiment romanesque , ou plutôt stupide dans l'état de guerre où est le commerce d'individu à individu , & , à plus forte raison , de nation à nation (1).

(1) Comment ne sent-on pas que les dividendes qu'un pays retire d'un autre sont un tribut que celui-ci lui paie ? Et comme ici ce n'est pas le pays qui reçoit le tribut qui le détermine , comment ne sent-on pas que l'Espagne est intéressée à fixer très-bas ses dividendes , tant qu'une grande partie de ses actions est en pays étranger ? D'ailleurs , si la banque de Madrid est sage , elle fera des économies ; & pour qui seront-elles ? Il est même très-probable que les Espagnols jouent déjà au plus fin avec les spéculateurs François : ils reglent la valeur de leurs actions sur leur cours

Mais voici de quoi donner le dernier coup de pinceau à la légèreté avec laquelle on joue sur les actions de tout genre , & montrer combien l'imagination humaine peut s'allumer sur des objets qui lui offrent des bénéfices à venir.

Tout le monde fait que MM. Perrier ont entrepris de fournir des eaux à la ville de Paris , au moyen de pompes à feu. Cette entreprise très - utile , conduite jusqu'ici avec une grande sagesse & une persévérance vraiment courageuse , mérite sans doute de grands éloges ; & si le haut prix que l'on paie

à Paris , en ménageant toutefois un bénéfice considérable à ceux qui les envoient en France. Il y a 150,000 actions de la banque de Madrid , sans compter celles qu'elle doit créer encore. Ces actions ont été créées pour 2000 réaux , il reste 25000 actions à placer. La banque vient de distribuer 4000 de ces 25000 restantes , au prix de 2500 réaux , c'est-à-dire , à 625 l. , sur ce qu'elle a appris qu'on les vendoit à Paris au dessus de 700 l. , & elle se réserve d'augmenter le prix des autres suivant les nouvelles qu'elle recevra de France , ajoutant , au reste , à cette manœuvre adroite la jonglerie de déclarer que , dorénavant , c'est-à-dire , à présent qu'il y a une quantité énorme de ses actions en France , les dernières ne seront plus que pour les Espagnols.

Il reste à voir comment les spéculateurs de Paris persuaderont à la banque de Madrid , que pour soutenir le prix de ses actions , elle doit donner un haut dividende. Il reste à voir aussi comment les directeurs de cette banque envisageront la théorie des dividendes dans son rapport avec la permanence & la solidité de leur établissement. Répétons toujours qu'il est bien étrange que la grande opinion des

en ce moment de ces actions étoit au profit des fonds destinés à l'exploiter , rien ne feroit plus heureux ; mais il n'en est pas ainsi. Ces fonds ont été levés par actions de 1200 liv. en leur attribuant le bénéfice de l'entreprise ; aucun empressement à se procurer ces actions ne s'est manifesté d'abord ; au contraire, elles ont été offertes au dessous du prix de leur création ; on dit même qu'il s'en est vendu à 800 liv., il est certain du moins que les entrepreneurs & les premiers actionnaires ont été plu-

bénéfices de cette banque s'établisse à Paris , & que les Espagnols , qui l'ont sous leurs yeux , ne sachent pas encore s'en faire une idée. Est-ce défaut de lumieres ? Non certainement : car faire entrer dans la banque , aux dépens des étrangers , une partie des bénéfices qu'enfante l'imagination de ceux-ci , n'est pas si lourd. Cette banque avoit créé ses actions pour 2000 réaux ; elle les vend à son profit 2500 , à présent qu'un beaucoup plus grand nombre d'actionnaires participant aux dividendes doivent nécessairement ou les diminuer , ou les empêcher de s'accroître.

Et comment ne se douteroit-on pas que la banque de Madrid commençant par de hauts dividendes , ainsi que la caisse d'escompte de Paris a fini , la banque de Madrid finira par de bas dividendes , comme la caisse d'escompte de Paris a commencé ? Ces deux procédés appartiennent au même système , & s'exécuteront d'une manière tout-à-fait semblable , c'est-à-dire , par l'intérêt des administrateurs : car de même que les administrateurs François ont fait monter les dividendes pour vendre bien chères les actions qu'ils avoient accaparées à bon marché , de même ceux de Madrid baisseront les dividendes pour racheter à bon marché les actions qu'ils ont vendues bien cher.

ieurs fois exposés à voir arrêter leurs travaux, & cela seroit sans doute arrivé, si le gouvernement n'étoit pas venu au secours de cette compagnie en lui prêtant la valeur de 1000 actions. Ce secours bien connu fit à peine sensation dans le public, & il n'a pas empêché que les administrateurs de cette entreprise n'aient encore jugé nécessaire dans leurs dernières assemblées de porter à 4000 le nombre des actions qu'on avoit présumé dans l'origine ne devoir pas excéder celui de 1900. Ces 1900 actions sont les seules qui, en Janvier dernier, aient reçu un dividende de 18 liv., c'est-à-dire, $1 \frac{1}{2} p \frac{2}{5}$ du capital de l'action. C'est le premier dividende depuis l'établissement. Est-il résulté des bénéfices nets de toutes les charges, de toutes les dettes qu'a contracté la compagnie, ou n'est-ce là qu'un procédé politique? On n'en fait rien: quoi qu'il en soit, dorénavant le dividende devra être réparti sur 4000 actions au lieu de 1900.

Un si foible dividende est sans doute loin d'être étonnant. Les entreprises de ce genre ont une longue enfance; elles ne peuvent pas donner d'abord de grands bénéfices, parce que les frais d'établissement sont faits en vue d'une consommation qui ne peut s'établir que très-lentement; & par cela même, elles n'en plaisent que plus aux esprits sages.

Mais par quelle force d'imagination, par quel prodige soudain, ces actions qui ne valoient que 1200 liv. dans les deux premiers mois qui ont suivi l'as-

semblée où le dividende a été fixé, sont-elles montées tout-à-coup à 4000 liv. dans le court espace de deux ou trois jours, & se soutiennent-elles encore à 2400 liv.? ... Voilà ce qui est inexplicable... Quelle nouvelle lumière, quel résultat inconnu a frappé le public ou les spéculateurs? Aucun, absolument aucun. On savoit depuis long-tems que le but de cette entreprise étant de fournir des eaux à Paris, le bénéfice en augmenteroit infailliblement avec leur distribution, dans une proportion plus grande que l'augmentation des frais. S'est-on apperçu de quelque erreur de calcul dans ces bénéfices inconnus qui en promette davantage? Non, tout est dans le même état; & même en calculant que chaque année les distributions d'eau augmenteront d'une quantité égale à celle qui a eu lieu depuis deux ans, & qu'aucun accident imprévu ne viendra troubler le rapport de cette progression avec les frais qu'elle occasionne, il faut au moins cinq années avant que de pouvoir tirer 60 liv. de dividende, c'est-à-dire, un intérêt de $5 \text{ p } \frac{2}{5}$ du capital de l'action à 1200 liv. Il y a plus: comme il sera indispensable de construire d'autres pompes, & que les frais en seront très-considérables, il y aura nécessairement de longs retards dans l'accroissement des bénéfices; & l'addition de l'intérêt de l'argent qu'on débourse en achetant une action aujourd'hui, la rendra très-chère jusqu'à ce qu'elle ait atteint le période fortuné, jusqu'à ce que ces dividendes puissent être de quelque

conséquence , si pourtant rien dans les futurs contingens ne doit troubler cet heureux événement (1).

Qu'est-ce donc encore une fois qui a occasionné une si grande recherche de ces actions , que tout calcul comparatif de ce qu'elles peuvent rendre à ce qu'elles coûtent est entièrement négligé ? L'argent est-il tellement abondant qu'on n'en trouve plus d'emploi ? Non : les fonds du gouvernement offrent

(1) Les efforts mêmes de l'enthousiasme qui se déclare si subitement en leur faveur , & qui n'est que de la cupidité déguisée , peuvent & doivent le troubler ; & nous ne doutons pas que les véritables amis de cette entreprise intéressante , lors même qu'elle ne seroit pas lucrative , ne s'inquiètent de tous les projets qu'enfante déjà le haut prix de leurs actions , pour y associer des spéculations qui ne peuvent que la compliquer & l'embarasser : par exemple , on parle déjà de joindre à l'entreprise des pompes à feu celle des pavés de Paris , & celle d'assurer les maisons contre le feu ; & sur ce bruit seul , les actions s'élèvent en ce moment à près de 3000 liv. : tant la crédulité du public sur les gains possibles offre des gains incalculables ! Il semble , que dis-je ? il est de fait que cette crédulité s'accroît à proportion que l'espoir de gagner est plus douteux , & repose sur des choses plus difficiles à comprendre : faut-il , après cela , s'étonner des folies du système ?

Joindre l'entreprise des pavés à celle des pompes ! . . . Est-ce parce qu'il faut de tems en tems lever des pavés pour placer ou raccommoder des canaux ? Mais peut-il y avoir sur cela une économie assez importante pour dédommager d'un tel embarras & des nouveaux fonds qu'il exige ? Parce que l'eau éteint le feu , faut-il nécessairement en conclure

encore des intérêts qui ne s'accroissent pas à la vérité , mais qui , par leur force & leur constance , produiront à la fin un capital dont la rentrée surpassera ce que rendra jamais l'action des eaux au prix où on la paie , quelque heureuse , quelque bien conduite que puisse être cette entreprise Il faut en convenir , le jeu sur les actions de la caisse d'es-compte a tout fait ; il a donné la fureur contagieuse de mépriser le certain pour courir après l'in-

qu'une compagnie qui fournit de l'eau doit être en même tems garant du dommage des incendies ? Il faudra donc créer de nouvelles actions , & le capital nécessaire pour établir un fonds de responsabilité capable de donner confiance à ceux qui voudront faire assurer leurs maisons , n'est pas de petite conséquence. D'un côté , la valeur considérable des maisons exige de grands dépôts de fonds , & de l'autre , le prix de l'assurance qui procurera l'intérêt de ce fonds ne peut être que très-médiocre , parce qu'il ne doit être calculé que sur le risque très-petit d'avoir le toit de sa maison brûlé . . . De bonne foi , est-ce à Paris , où les incendies sont très-rares , où le dommage est toujours très-petit par la promptitude des secours , où les accidens seront toujours moins fréquens & moins fâcheux par les progrès dans l'art de bâtir & par l'abondance des matériaux qui arrêtent l'action du feu , est-ce , dis-je , à Paris qu'une compagnie d'assurance pour le feu peut s'établir avec succès ? A Londres , il est vrai , on compte plusieurs compagnies de ce genre ; mais les maisons y sont combustibles à l'excès ; les incendies y sont fréquens & terribles , & sous aucun aspect , on ne peut conclure de Londres à Paris pour le fait des assurances contre le feu.

certain ; avec toutes les illusions du système il a fait renaître tous les astuces qui les entretenoient. Beaucoup de gens ayant ensuite gagné au moyen de l'enthousiasme , beaucoup de gens veulent gagner au moyen de l'enthousiasme , & cela suffit pour faire hausser le prix d'un effet en dépit du bon sens & du calcul... Mais comment ne pas prévoir que le prestige sur lequel toutes ces affaires roulent se dissipera , que les calculs du bon sens reprendront enfin leur empire , & n'est-il pas évident que des pertes considérables suivront le réveil ?

Ces exemples rares & , par cela même , plus précieux & plus instructifs , démontreront à tout observateur qui voit des scènes si étranges se succéder rapidement , que les dangers qui environnent une banque située à Paris sont loin d'être chimériques , & qu'il seroit bien imprudent de se déterminer sur l'évaluation des bénéfices constans d'une banque de secours dans des circonstances pareilles.

Ces dangers méritent d'autant plus d'attention qu'une multitude d'agens ou de courtiers font de l'art d'animer toutes les sortes de spéculations , l'instrument de leur propre fortune , & qu'ainsi leur âpreté vient concourir avec celle des spéculateurs. Les courtiers sont aux affaires ce que les tables de jeu sont aux joueurs. Multipliez-les , le jeu & les affaires se multiplieront ; mais il y a cette différence , qu'une table & des cartes laissent les joueurs du moins à leur propre jugement , tandis que dans le

jeu de l'agiotage on ne voit que par les yeux des courtiers (1) qui ont mille moyens pour multiplier les affaires. On feroit un volume des subtilités & des ruses qu'un grand nombre d'entr'eux mettent en usage au milieu de la fermentation qu'ils occasionnent. Et comment en feroit-il autrement, dès qu'ils se multiplient chaque jour, dès que tant d'imaginations mobiles courent au devant de toutes les impressions qu'ils produisent, & que ces impressions sont pour les courtiers une source de bénéfices, quel que

(1) Il faut distinguer les agens de change des courtiers. Les premiers ont le droit de traiter les affaires ; ils ont une commission sanctionnée par le gouvernement ; ils l'ont payée. Les autres sont des intrus qui trouvent de l'emploi, parce que tout homme ouvre l'oreille à tout homme qui lui propose une affaire. Ces deux sortes d'agens sont en rivalité. Les premiers prétendent que la sûreté est de leur côté, & qu'il n'y en a point de l'autre. Les seconds répondent en présentant tous les jours de nouvelles amorces à la cupidité. On ne peut guere douter qu'au milieu d'une rivalité si active les principes rigoureux ne s'altèrent chez les uns & chez les autres. Quel est le remède ? maintenez inflexiblement l'exécution de tout ce qui se traite par le ministère des uns & des autres ; alors l'expérience instruira ; elle fera ce que les ordonnances, les arrêts, les réglemens ne feront jamais ; & les honnêtes gens, les hommes instruits lorsqu'ils ne sont pas repoussés & dégoûtés des affaires les éclairent bientôt, & les font rentrer dans des bornes raisonnables. Alors & seulement alors, se dissipe cet essaim de courtiers qui suivent la fureur du jeu de l'agiotage comme les loups suivent les armées.

soit le succès des affaires qui se font par leur entremise ?

Rien ne seroit donc plus imprudent que de se laisser éblouir par les succès brillans & passagers qui s'offrent aux banques publiques dans une ville telle que Paris , & comment ne seroit-ce pas une imprudence , puisque la situation habituelle du commerce ordinaire & naturel est déjà si orageuse pour le spéculateur le plus sage & même le plus circonspect ? L'expérience enseigne au commerçant que toutes les époques où les affaires ont été considérables , faciles , brillantes , lucratives au delà de toute attente , ont toujours été suivies d'époques stériles & souvent désastreuses. Le champ du commerce est comme celui du laboureur ; il est sujet aux mêmes vicissitudes.

Quand on pourroit garantir la caisse d'escompte des révolutions ordinaires du commerce combinées avec celles auxquelles elle est exposée par la nature particulière de ses affaires , quand il ne seroit pas évident qu'on ne doit attribuer qu'à la plus étrange des illusions le prix exagéré de l'action , qui , du mois de Novembre 1783 au moment où nous écrivons , s'est élevé à 8000 l. ; que l'espoir aveugle de chacun des acheteurs de s'en débarrasser bientôt avec bénéfice entre les mains d'un autre acheteur déterminé par le même espoir , a tout fait ; qu'il n'en est pas un que l'on ne puisse encore défier , s'il veut être de bonne foi , d'affirmer qu'il achete les actions dans l'espoir de jouir un jour des brillans destins que l'on

l'on promet à la caisse ; que les promesses qui ont provoqué l'enthousiasme ne pouvoient pas tenir au plus léger examen de ses ressources & des précautions nécessaires pour l'affermir ; quand on ignore-
roit toutes ces vérités , qu'il est facile de démontrer à la rigueur , l'établissement très-possible , très-utile , très-imminent peut-être de banques de secours dans les principales villes du royaume , ne peut-il pas diminuer bientôt les bénéfices de la caisse de Paris ? Les banquiers de la capitale cesseroient alors d'être les agens des circulations dont les villes qui font un grand commerce de marchandises ont besoin. Il y auroit d'autant moins de lettres de change & des seules véritablement bonnes à escompter.

Sans doute les banquiers de Paris tenteront d'empêcher ces établissemens ; mais comme ils n'auront pas une bonne raison à donner , tandis qu'il en est une foule d'excellentes à leur opposer , leurs efforts ne réussiront probablement pas ; & même si une nouvelle caisse se formoit à Paris par des capitalistes qui se fissent une loi de ne jamais commercer leurs actions (1) , & de rechercher un bénéfice plus assuré que considérable , la principale confiance se

(1) Il se forme actuellement une caisse d'escompte à Gènes , dont un des principaux statuts est que les actionnaires ne pourront posséder qu'un nombre très-limité d'actions. On sent combien cette sage institution met obstacle à la fureur , si dangereuse pour les caisses d'escompte de spéculer sur les actions , & s'oppose à ce qu'il naisse de ces aristocrates de banque qui en deviennent les despotes & tôt ou tard les destructeurs.

tourneroit aisément vers eux. Il n'y a donc pas même de probabilité que la caisse d'escompte de Paris soit toujours la seule. Aucun privilege , aucune raison d'Etat , aucune convenance , ne s'opposent à ce qu'il s'en élève plusieurs autres. La Grande-Bretagne nous donne à cet égard un exemple frappant. A Londres , la banque est suppléée par un assez grand nombre d'établissmens qui ressemblent plus ou moins à la caisse d'escompte de Paris. Il y en a dans toutes les villes des trois royaumes. Elles sont indépendantes les unes des autres , & ce sont les caisses ainsi multipliées qui font fleurir le commerce & les manufactures , en répandant des secours sur toutes les classes de citoyens , & facilitant ainsi ces longs crédits qui donnent aux négocians Anglois une supériorité marquée sur ceux de toutes les autres nations.

Nous croyons en avoir dit assez pour indiquer combien de fâcheuses erreurs peuvent s'introduire dans l'administration de la caisse d'escompte par un faux jugement sur la nature de ses ressources , & pour faire sentir que si , emporté par le desir de soutenir le prix des actions , on prenoit pour base d'une fixation invariable de dividende proportionné à ce prix l'état brillant des bénéfices résultans des affaires actuelles , on montreroit une confiance que rien ne justifie encore , & dont la base fragile compromettrait l'existence même de la caisse.

CHAPITRE IV.

Des Dangers auxquels la Caisse d'Escompte a été exposée par l'oubli des principes qui doivent diriger son administration.

Rien n'est plus propre à faire sentir les dangers dont la caisse d'escompte doit être préservée que l'analyse fidelle des circonstances dans lesquelles nous l'avons vue, & qui l'auroient précipitée au milieu des désordres les plus irréremédiables, si l'autorité ne l'eût pas rappelée aux bons principes pendant qu'il étoit encore tems d'y revenir.

Le premier symptôme d'imprudence que donnerent les administrateurs de cette banque, se manifesta lors de la crise, en 1783.

Les billets de confiance jouissoient de la plus grande faveur; leur circulation s'étoit établie avec facilité. On n'appercevoit aucune inquiétude, & les porteurs de ces billets paroissoient avoir la certitude morale la plus complete qu'ils pouvoient les convertir en écus à l'instant même.

Mais les administrateurs oublièrent que cette confiance supposoit que les écus étoient dans les coffres de la caisse d'escompte, ou du moins qu'ils y existoient dans une telle proportion avec les billets en circulation, les lettres de change escomptées & les besoins de numéraire, que les demandes d'especes

ne pouvoient jamais se succéder assez rapidement pour devenir embarrassantes. Cet oubli fut tel , que pendant les deux mois qui précéderent la catastrophe , on ne garda en caisse que de 1,500,000 liv. à deux millions , & beaucoup moins sur la fin (1) , tandis qu'il y avoit alors dans Paris dix maisons qui possédant chacune pour plus d'un million de billets de confiance de la banque de secours , pouvoient , sans se concerter & même sans le vouloir , faire manquer l'établissement.

La rareté du numéraire se faisoit sentir alors dans tout le royaume. Elle étoit plus grande encore chez l'étranger , & Paris sembloit l'unique source d'où l'on en pût tirer. Tout invitoit donc l'administration de la banque de secours à se tenir sur ses gardes contre le danger de laisser trop vuider ses coffres ; mais au lieu de modérer l'escompte des lettres de change , il fut poussé avec encore plus d'activité , & il en résulta que les billets de confiance furent répandus sans mesure dans la circulation , précisément lorsque la circonspection à cet égard devenoit plus que jamais nécessaire. Cette conduite inexcusable ne tarda pas à être connue , & l'indiscrétion de quelques commis acheva de dévoiler l'état critique où étoit la caisse.

(1) Le fait est si étrange , que nous avons cru devoir en donner la preuve en imprimant l'état authentique de l'argent qui s'est trouvé chaque jour dans les coffres de la caisse d'escompte , depuis le 1^r. Juillet 1783 jusqu'à la fin de 7bre. , époque de la crise. — *Voyez cet état aux pieces justific. , n^o. XII.*

Alors la surabondance de l'escompte augmentant par la seule force des demandes journalieres d'écus , produisit à la caisse une telle affluence de porteurs de billets pour être convertis en especes , qu'à l'instant même on se trouva dans l'impossibilité d'y satisfaire ; & c'est dans une telle crise , uniquement occasionnée par l'imprévoyance des administrateurs , qu'ils imaginerent de convertir les billets de confiance en papier - monnoie , en obtenant un arrêt qui forçât le public à les recevoir comme des especes . . . sorte de délire vraiment inconcevable , que l'on croyoit n'avoir plus à redouter que des gouvernemens les plus arbitraires & les plus ignorans (1) !

De sages réglemens , revêtus de la sanction royale , ont pourvu depuis à ce que , dans l'avenir , un tel accès de démence ne pût renaître ; & si nous le rappelons ici , c'est pour bien convaincre le lecteur que la crise de 1783 doit uniquement son origine à l'ignorance absolue de la méthode avec laquelle on doit ménager les services de la caisse.

(1) Dans le moment des embarras de la caisse d'escompte , & au plus fort de la crise , on proposa au ministère de donner cours , pendant un tems limité , aux piaftres , dont il se trouvoit une grande quantité , soit à la caisse d'escompte , soit aux hôtels des monnoies. Il sembloit qu'il ne pouvoit pas y avoir d'inconvénient à cette tolérance , puisque les piaftres sont une monnoie qu'on peut convertir à l'instant en écus par la seule opération du balancier. Cependant M. de Bourgade , directeur du trésor royal , ne voulut pas con-

Deux circonstances très-heureuses & presque uniquement préparées par le hazard, permirent de sauver la caisse de l'inconduite de ses propres administrateurs, & de rétablir son crédit. Il faut noter ces circonstances, parce qu'on ne leur a pas accordé jusqu'ici l'importance qu'elles méritoient.

La première, c'est que les banquiers de Paris se trouvoient en ce moment dans un état de prospérité remarquable. Ils faisoient depuis si long-tems des profits si considérables & d'une nature si solide, que l'embarras de la caisse ne les décontenança pas, quel que fût le discrédit momentané où ils se trouverent eux-mêmes.

La seconde circonstance favorable, c'est qu'on fut bientôt que la caisse avoit une épargne de deux millions. Si la situation de cette banque montrait peu de prévoyance, au moins cette épargne annonçoit-elle que, jusqu'à ce moment, l'esprit de modération, qui caractérisoit alors les actionnaires, avoit

sentir à cette opération; &, comme on le lui a reproché depuis, il est convenu qu'il ne s'y étoit refusé que vu la forme des piastras, qui, étant quarrées, *ne lui paroissoient pas propres à servir de monnoie courante*, c'est-à-dire apparemment, *roulante*. En effet, les piastras ont été quarrées autrefois, & M. de Bourgade étoit depuis très-long-tems initié aux affaires du gouvernement. On voit que si M. de Bourgade n'avoit rien appris dans ses vieux jours, il n'avoit du moins rien oublié de ce qu'il avoit su dans sa jeunesse.

su lui préparer des ressources contre les pertes , en ménageant la répartition des bénéfices. — Ces deux circonstances combinées sauverent la caisse d'es-compte.

Mais étoit-il donc impossible que la crise arrivât dans une de ces époques fâcheuses , difficiles & presque périodiques qui affligent le commerce , & qu'au lieu d'avoir fait des économies aussi considérables , la caisse eût souffert quelques pertes ? Dans une telle situation , qui auroit hasardé des secours pour la restaurer ?

Certes on avoit droit d'espérer qu'un événement aussi remarquable rendroit les administrateurs cir-conspects , & les mettroit en garde contre toute espece d'imprudence. Les succès qui depuis ont tourné tant de têtes , n'étoient pas encore bien connus , & la cupidité qu'ils provoquent sous nos yeux , ne s'étoit laissé entrevoir que dans cette inconcevable sécurité qui aveugloit sur l'immense disproportion des billets de confiance mis dans la circulation avec les especes qui se trouvoient dans les coffres de la banque. Les illusions qui ont suivi ont eu pour objet unique la répartition des bénéfices de la caisse , & c'est également au sein de son administration que ces illusions ont pris naissance (1).

(1) Quand nous disons l'*administration* , nous ne prétendons pas comprendre la totalité des administrateurs , parmi lesquels on en connoît d'également recommandables par leurs lumières , leur esprit public & leur désintéressement.

Au sortir de la crise , au mois de Novembre 1783, les actions valoient 3600 liv. ; elles monterent successivement , & furent au mois de Juillet 1784 recherchées au dessus de 5000 liv. Le dividende d'alors fut fixé à 130 liv., comme le précédent. Cependant l'état des bénéfices ne le permettoit point ; mais on fit valoir l'importance de ne pas diminuer le dividende , & cette raison (à laquelle on a donné plus de force qu'elle n'en méritoit , puisque la crise dispensoit ce dividende de toute comparaison avec les précédens), cette raison fut bien reçue , & la pluralité des actionnaires crut s'y rendre , tandis qu'ils étoient tout simplement entraînés par leur intérêt , ou , si l'on veut , par leur instinct de marchands d'actions.

C'est depuis ce semestre , c'est après ce premier oubli de la prudence si capitalement nécessaire dans la fixation du dividende , qu'on a vu naître & se développer cet enthousiasme sur les actions de la caisse d'escompte qui les a portées au prix extravagant de 8000 liv. A peine deux mois du dernier semestre de 1784 furent-ils écoulés , que plusieurs administrateurs eux-mêmes , intéressés, il est vrai , au commerce des actions , promirent que le dividende du mois de Janvier suivant seroit considérable ; qu'il surpasseroit 200 liv. Cependant jusqu'alors les augmentations du dividende avoient été très-lentes. D'un semestre à l'autre , leur accroissement n'avoit jamais surpassé la somme de 10 liv. ; & le plus fort

de tous , celui qui précéda le semestre de la crise , n'avoit pas été au delà de 130 liv. , quoique les bénéfices d'alors , aussi considérables qu'ils l'aient jamais été depuis , eussent pu dans les principes relâchés permettre de le fixer à 260 liv.

D'où venoient donc ces promesses anticipées ? Comment ont-elles pu naître au sein de l'administration même ? Comment négligeoit-on à ce point les règles de la prudence la plus commune ? car , sans compter les leçons du passé , qui devoient mettre plus que jamais en vigueur le principe des économies , en oubliant même que le dividende de Juillet 1784 avoit été fixé , de l'aveu de tous les actionnaires , plus haut que ne le permettoient les bénéfices réalisés , combien d'événemens pouvoient réduire à rien ces séduisantes promesses ! L'amour-propre impatient de quelques administrateurs , prodigieusement tourmentés des reproches qu'on leur fit à bon droit , lors de la crise , trouvoit-il une sorte de dédommagement dans la faveur que prenoient les actions ? Non : tels n'étoient pas leurs motifs : car leur amour-propre avoit déjà reçu dans le prix de 5000 liv. auquel les actions avoient monté depuis la crise , prix égal à ce qu'elles valoient auparavant , toutes les consolations qu'il pouvoit desirer. D'où venoient donc les promesses téméraires qu'ils répandoient avec profusion , si ce n'est de cette cupidité trop naturelle à des marchands d'actions , qui court aveuglément à de grands bénéfices ?

Eh ! comment pourroit-on s'y tromper après tout ce qu'on a vu ? Comment expliqueroit-on cette association d'administrateurs & d'actionnaires infatigablement occupés à inventer de nouvelles manœuvres pour faire monter le prix des actions ? A quel motif attribuerait-on cette ruse ingénieuse d'acheter des dividendes à un prix très-élevé , long-tems avant qu'il fût fixé , pour persuader qu'il seroit fixé plus haut encore (1) ?

Il faut en convenir : le but de vendre chèrement les actions , de tirer le plus grand parti possible de l'enthousiasme que l'on avoit fait naître avec une facilité très-attractive , explique seul ces procédés ; & tel fut leur effet , que les actions étant montées presque en un instant , comme nous l'avons

(1) Les marchands d'actions résolurent habilement de perdre sur les dividendes pour gagner sur les actions. Un calcul très-simple leur en donna l'idée. Au sortir du premier semestre de 1784 , les actions n'étoient qu'à 5300 liv. Chaque 10 liv. d'augmentation sur le dividende devoit augmenter l'action au marché de 400 liv. : car 10 liv. de dividende pour un semestre font présumer 20 liv. par an , & 20 liv. d'intérêt annuel représentent sur le pied du denier 20 , 400 liv. de capital.

Supposant donc que le dividende du dernier semestre de 1784 ne pût être que de 10 liv. plus haut que le précédent , c'est-à-dire , à 140 liv. , que devoit-il arriver en achetant des dividendes à 195 — 190 — 185 ou 180 liv. ? Les acheteurs s'exposoient à perdre 55 — 50 — 45 ou 40 liv. par dividende ; mais , en revanche , comme le public ne de-

dit, au dessus de 8000 liv., il fallut prévenir la chute qu'une hausse si accélérée, si peu raisonnée, si peu susceptible de l'être, faisoit naturellement craindre.

Dans ces circonstances, parut à découvert un parti pour les hauts dividendes, qui comptant sur sa prépondérance dans l'assemblée générale des actionnaires, se flattoit de faire fixer le prochain dividende au prix auquel il avoit été promis, & de trouver assez de raisons spécieuses pour que l'autorité ne prît aucune inquiétude, pour que le public le considérât comme une œuvre de justice, comme une preuve de fait que les grands succès qu'avoit & que devoit avoir la caisse d'escompte n'étoient point chimériques.

Alors la cupidité se porta sur les dividendes mêmes ;

vinoit pas que ces achats fussent faits pour y perdre, on lui persuadoit par-là d'autant mieux que le dividende seroit fixé à 200 liv. au moins, & le prix des actions s'élevoit en conséquence. Les spéculateurs gagnoient donc une somme considérable par actions, tandis qu'ils ne pouvoient perdre que 40 à 45 liv. par dividende. Il ne falloit, pour assurer le bénéfice, que proportionner les achats de dividendes au nombre d'actions qu'on avoit à vendre, de manière que la perte sur l'un restât fort au dessous du bénéfice sur l'autre. — Cet exposé sert au moins à prouver que le jeu de l'agiotage doit être étudié, si l'on veut se garantir des inconvéniens de sa propre crédulité, & il vaut mieux qu'on l'étudie que de le défendre : car l'intérêt porte à cette étude, qui met bientôt les joueurs de niveau, & l'intérêt porte à violer ou éluder toutes les défenses.

on en poussa très-loin les achats qui d'abord avoient été peu considérables , & l'on vit bientôt par l'ardeur avec laquelle on cherchoit à en acheter , que les acheteurs se croyoient bien certains de les faire fixer à leur gré. Alors aussi , & pour préparer la fixation promise , se répandit cette étrange opinion , que les actions ayant été acquises sur la foi que le dividende surpasseroit 200 liv. , il falloit que le dividende montât au moins à 200 liv. , afin que les acheteurs d'actions ne fussent pas trompés. Alors enfin , on fit l'application la plus extraordinaire de cette autre opinion , que le crédit de la caisse étant attaché au prix de ces actions , on portoit atteinte à ce crédit en ne soutenant pas ce prix , quelque haut qu'il fût ; comme si un crédit quelconque pouvoit être en raison d'autre chose que des moyens de payer ! Comme si la caisse d'escompte , pour avoir du crédit aujourd'hui , devoit suivre tous les mouvemens de la cupidité la plus défordonnée ! Comme si des estimations exagérées & variables , au gré de la passion des joueurs ou de leur industrie , pouvoit s'appeller le prix des actions , & faire règle dans son administration !

Notre but n'est point de donner ici les détails historiques de tout ce qui s'est passé dans les débats entre les partisans des hauts dividendes & ceux des dividendes modérés : quelque instructifs que ces détails pussent être pour éclairer tout ce qui tient à la caisse d'escompte , ils donneroient à cet ouvrage une trop

grande étendue & une apparence de polémique qui contrasteroit entièrement avec nos vues : car nous ne sommes ici l'avocat de personne, & nous ne traitons qu'une question d'administration. Nous devons donc nous borner à ce qui est véritablement indispensable, & il l'est sans doute de recueillir deux faits principaux.

Le premier, c'est que sans l'intervention de l'autorité, qui rappelant la caisse d'escompte à ses statuts, ordonna par l'arrêt du Conseil du 16 Janvier de cette année, que le dividende des six derniers mois de 1784 ne seroit établi que *sur les bénéfices faits & réalisés au 31 Décembre*, le dividende eût été fixé à une somme abusive &, par-là même, bien dangereuse pour l'avenir, puisqu'en même tems on se déclaroit attaché au principe qu'il ne falloit jamais le diminuer. Comment répéter un dividende qu'on auroit fixé trop haut, si ce n'est en forçant les affaires de la caisse ? Et comment les forcer sans s'exposer à mille dangers, sans fermer les yeux sur toutes les circonstances qui doivent les ralentir ?

Voyez
Pièces
justificat.,
N^o. IX.

Le second fait important à observer, c'est que le dernier dividende, quoique fixé bien au dessous des prétentions des actionnaires, l'a encore été trop haut relativement à l'état des bénéfices, comme on peut s'en convaincre en lisant la note au bas de la page (1).

(1) Les bénéfices montoient à 1,061,975 liv. ; mais il y avoit en porte-feuille pour plus de cinquante-deux millions

Cette fixation fut une sorte de conciliation dont le moment n'étoit pas susceptible, mais à laquelle on se trouva, pour ainsi dire, forcé par les clameurs des partisans du haut dividende. Ce qui prouve encore, combien il est important de prévenir de tels chocs, puisque lors même qu'ils ne détruisent pas, ils finissent par des arrangemens dans lesquels les principes qu'il faudroit maintenir avec fermeté, sont plus ou moins, mais toujours sacrifiés.

C'est sans doute pour éviter de pareilles secousses

de lettres de change qui ne devoient écheoir qu'en Janvier, Février & Mars, & dont l'escompte se trouvoit dans les bénéfices ci-dessus. Il devoit donc en être déduit, comme il l'a été, ce qui réduisoit les bénéfices à 778,182 liv. Mais il falloit encore en déduire une créance plus que douteuse, & les actionnaires le sentoient bien, puisque, pour ne pas nuire à l'effet du dividende sur le prix des actions, les marchands d'actions vouloient acquitter à la caisse cette mauvaise créance. Elle montoit à 131,277 liv., & réduisoit, par conséquent, le bénéfice à 636,955 liv. Mais jamais négociant prudent n'a fait état de ses bénéfices à une certaine époque dans l'avenir sans en déduire une somme destinée à représenter les *deficit* possibles sur les sommes non encore échues, & la caisse d'escompte doit-elle montrer moins de prudence qu'un négociant ordinaire ? Personne n'oseroit le dire : or, en estimant ce *deficit* à la modique somme de deux sols six deniers pour chaque 100 liv. à rentrer, il falloit encore réduire sur les bénéfices 65000 liv. Il ne restoit donc, rigoureusement parlant, qu'un dividende de 114 liv. à répartir, en renonçant même au système des économies, système indispensable à de tels établissemens, si

que de nouveaux réglemens ont été demandés aux commissaires de la caisse d'escompte. Son sort futur dépendra donc de ces réglemens. Nous tenterons d'applanir la route , en fixant l'opinion que doivent avoir les actionnaires de ce qu'ils appellent leur propriété , quand ils parlent de leurs actions. Nous devons traiter aussi de l'influence de l'autorité sur l'administration de la caisse , de ce qui peut la rendre utile ou dangereuse , & des moyens de concilier à cet égard la diversité des opinions. Commençons par proposer quelques réflexions sur la nature de la propriété des marchands d'actions.

l'on veut obtenir *leur permanence* en 1785 , & très-formellement recommandé par les actionnaires qu'éclairaient alors les risques que la caisse venoit de courir : *ils doivent, dirent-ils à cette époque , se rappeler constamment qu'il n'y a de profit durable que celui qui promettra permanence & solidité.*

Quoi qu'il en soit , en élevant le dividende à 150 liv., on anticipa donc réellement de 36 liv. par dividende sur les bénéfices futurs. Et pourquoi ? A cause des considérations que l'on voulut avoir , contre tout principe & toute convenance , pour la valeur momentanée à laquelle les marchands d'actions sont parvenus à les porter : car si l'on avoit voulu simplement comparer le dividende au capital vrai de l'action , on auroit trouvé que 114 liv. formoient un intérêt déjà bien avantageux , soit relativement à la solidité du placement , soit relativement à l'opération qui venoit d'augmenter d'un quart le nombre des actions & , par conséquent , celui du partageant.

C H A P I T R E V.

Qu'est-ce que la propriété des Actionnaires de la Caisse d'Escompte ?

Ce n'est pas la première fois assurément que ce mot de *propriété*, sacré en lui-même, mais souvent mal entendu & plus mal appliqué, est devenu un cri de ralliement contre les vues les plus sacrées & les plus patriotiques ; mais on ne doit jamais dédaigner ces fortes de terreurs : car s'il faut mépriser la mauvaise foi, il faut aussi la démasquer ; il faut discuter les opinions, rassurer l'ignorance, & sur-tout respecter jusqu'à la superstition du culte de la propriété.

Dans le sujet que nous traitons, il est aisé de surprendre les esprits inattentifs avec ce grand mot de *propriété*. On dit : *La caisse d'escompte appartient aux actionnaires. Il est injuste de ne pas les laisser maîtres de faire valoir comme bon leur semble leur propriété.* Et les hommes, toujours imitateurs, toujours crédules, lorsqu'on n'a pas éveillé leur méfiance, répètent à l'envi : *La caisse d'escompte appartient aux actionnaires ; il faut les laisser maîtres de faire valoir leur propriété comme bon leur semble.*

Ceux qui réclament la propriété ont toujours raison ; mais il faut bien savoir jusqu'où s'étend cette
propriété

propriété , qui n'est pas la même sur toutes les especes de choses , ni pour toutes les especes de propriétés.

Pour être propriétaire de quoi que ce soit au monde , il faut avoir une volonté , des facultés , des moyens de jouir de sa propriété , & l'on n'a rien de tout cela qu'en raison de la constitution que l'on a reçue de la nature ou de la société , de sorte que les particuliers , par exemple , sont vraiment & entièrement propriétaires des biens qui leur ont été transmis par leurs ancêtres , ou qu'ils ont acquis par leur travail , par donation ou par échange.

Mais lorsqu'ainsi que tous les corps établis sous l'autorité publique , on est l'ouvrage de la société , on ne peut avoir de propriété que subordonnée à la constitution prescrite par la société ; d'où il résulte que les établissemens publics ne peuvent user de leurs propriétés que conformément aux vues de perpétuité qu'on a eues en les formant. Ces établissemens sont essentiellement mineurs , & le principe qui les a en général déclarés main - mortables , est fondé sur la nature des choses & sur la raison.

Un homme , un banquier , ont droit de se ruiner à leur volonté ; le gouvernement n'a pas le droit de les en empêcher. Un hôpital , un corps municipal , une banque publique , n'ont pas le droit de se ruiner , pas plus qu'un roi n'a celui d'aliéner son domaine ou le revenu nécessaire pour maintenir sa nation & sa souveraineté , parce que les uns & les

autres sont d'institution sociale, & faits pour remplir la place que la société leur a assignée, ni plus ni moins.

Cela posé, examinons dans quel sens on peut dire que la caisse d'escompte est la propriété des actionnaires.

La caisse d'escompte appartient sans doute aux actionnaires, c'est-à-dire que nul autre qu'eux ne peut participer à ses gains & n'a droit au capital qui représente les actions; la portion d'intérêt que chaque actionnaire a dans la caisse d'escompte lui appartient comme propriété particulière; il peut la jouer, la vendre, la donner.

Mais les principes & les règles d'après lesquels la caisse d'escompte doit être administrée n'appartiennent pas aux actionnaires: car ils ne sont pas propriétaires du droit de législation qui, sur leur demande, a fixé leur existence, & dont l'objet est de protéger toutes les propriétés, & d'empêcher que l'abus de la leur ne porte atteinte à celle des autres. Qui ne sent que si les actionnaires de la caisse d'escompte avoient ce droit de législation, ils auroient un privilège dont aucun autre propriétaire ne jouit dans la société? Par la nature de leur établissement ils seroient les maîtres de la fortune publique (1).

(1) S'il y avoit dans la société un seul propriétaire qui eût le droit d'influer sur la législation, lorsque tous les autres en sont privés, ce propriétaire seroit le souverain du pays.

Les actionnaires sont donc soumis à des regles dont ils n'ont pas la propriété. Ces regles, à qui les ont-ils demandées ? Qui les a sanctionnées ? Le gouvernement, qui sans doute n'a pas voulu mettre la fortune du public à la discrétion des vues sans cesse variables de l'intérêt privé.

Le gouvernement est donc quelque chose à la caisse d'escompte, & cela de l'aveu de ses propriétaires. Mais s'il lui est quelque chose, s'il a quelque inspection à exercer sur elle, je demande quelle peut être cette inspection ? Seroit-ce de veiller à ce que les coffres fussent bien fermés, les livres bien tenus, les commis assidus au travail, les assemblées exactes aux jours & aux heures fixés ?

Sans doute ces détails ne sont pas du ressort du gouvernement. Sa véritable mission, celle qu'il s'est réservée, c'est de veiller à ce que les administrateurs de la caisse la dirigent suivant les regles qu'il a sanctionnées, de maniere à ne pas compromettre la sûreté publique, le commerce, la fortune des négocians & des particuliers, qui, de leur gré, ou par la force des choses, se servent des billets de confiance ; c'est en un mot d'inspecter tout ce qui regarde la disposition des capitaux des actionnaires, la distribution des billets de confiance dont ces capitaux répondent, enfin le partage des profits, de maniere qu'en cueillant le fruit de l'arbre, auquel ils ont droit, ils n'en coupent pas le tronc.

Or, l'inspection du gouvernement sur chacune de

ces opérations est une condition du droit de propriété des actionnaires, condition qu'ils ont eux-mêmes provoquée en demandant l'intervention de l'autorité pour former & régir leur établissement.

Si ces déductions sont aussi évidentes que simples, il nous paroît absurde de soutenir que la caisse d'es-compte soit une propriété tellement illimitée, que les actionnaires puissent en dévorer volontairement le fonds sous prétexte de jouir de l'usufruit.

Mais observons les effets qui résulteroient de cette propriété, telle que la conçoivent les marchands d'actions, c'est-à-dire, comme devant leur être conservée, non-seulement dans toute l'étendue de son prix actuel, mais encore dans toute l'étendue spéculative des accroissemens que leur industrie pourra lui donner.

Je remarquerai d'abord (& ceci n'est pas une subtilité, c'est un point de vue très-naturel & très-vrai) je remarquerai que cette propriété est entièrement mobile, du moins aussi long-tems que les actions sont en mains marchandes, & variées comme la fantaisie de ceux qui les commercent. Il est aisé de sentir que chaque marchand visant à vendre son action le plus chèrement possible, peut très-bien faire des opérations qui altèrent la propriété du futur possesseur de ces actions : par exemple, quand au mois de Janvier dernier, les actionnaires vouloient se faire répartir des bénéfices non réalisés, ils prenoient réellement dans la poche des impru-

dens auxquels ils comptoient vendre leurs actions au prix excessif qu'ils établissoient à la faveur d'un haut dividende. — Or, je demande si c'est la propriété de ce matin, ou celle de ce soir que le gouvernement doit respecter? . . . Nous croyons qu'il faut avoir une réponse précise à cette question, avant de s'occuper sérieusement des clameurs sur la violation de la propriété des actionnaires, opérée par l'intervention de l'autorité sur la fixation équitable & légale du dividende.

Ce n'est pas tout. Le prix actuel de l'action à 7600 liv. n'est représenté dans la caisse que par 3500 liv. réelles qu'on y a déposées pour chaque action. Il y a donc 4100 liv. de valeur imaginaire dans le prix actuel des actions, & cependant les spéculateurs persuadés ou voulant persuader que cette valeur imaginaire fait partie de leur propriété, & ne s'occupant, comme on l'a vu, comme on le voit encore, qu'à le soutenir, veulent que l'action se vende comme un capital réel, existant, rapportant annuellement 4 à 5 pour 100 d'intérêt. Ils équivalent le capital fictif à un capital réel, qui, disent-ils, vu la permanence de la caisse, ne se liquidera jamais. Mais comme les opérations tendantes à conserver ou accroître le capital fictif mettent en péril le capital réel, je demande encore laquelle de ces deux propriétés il faut respecter? Est-ce le capital réel? Est-ce la valeur imaginaire que le jeu produit à la bourse?

Les spéculateurs disent que ce seroit attenter à leur propriété que de laisser baisser le prix de l'action, parce qu'elle doit être vendue sur le pied de 5 p. 100 d'intérêt, à cause de la stabilité de la caisse d'es-compte, & de la certitude que ses profits croîtront toujours... Mais que voit-on donc jusqu'ici qui croisse toujours ? Que voit-on qui constate cette stabilité, d'où l'on voudroit tirer un titre de propriété sur des fonds vraiment imaginaires ? De quelle banque, de quelle administration, d'après quelle expérience ose-t-on nous parler ainsi ?

Quoi ! cette caisse qui a été au moment d'être renversée il y a quatre jours par la plus imprudente, j'ai presque dit la plus absurde des administrations, cette caisse dont les profits sont dûs jusqu'à présent, au moins dans leur plus grande partie, à des circulations dont le jeu sur ses propres actions & sur des fonds peu connus sont l'objet, cette caisse dont les administrateurs spéculent eux-mêmes sur les actions, & ne paroissent encore mettre aucun prix aux idées générales qui apprennent à séparer l'intérêt du moment d'un intérêt plus étendu, plus en rapport avec le bien universel du commerce, aux sentimens patriotiques qui doivent être l'ame d'un tel établissement, compromettent pour le plus léger intérêt le crédit de leur banque, sa réputation à venir, son honneur enfin, si l'on peut parler ainsi ; une telle caisse est l'objet d'une sécurité si ambitieuse ! & l'enthousiasme prophétique qui lui destine des accroissemens sans terme & sans me-

sûre, est l'unique base de cette propriété fantastique, aux intérêts de laquelle on voudroit subordonner tant de propriétés réelles ! C'est le prix actuel de l'action, c'est-à-dire, le prix fictif que vous y avez mis, & que le tems seul peut consolider, c'est ce prix pour lequel vous invoquez aujourd'hui le respect dû à la propriété, quelques revers qu'une précipitation si inconsidérée puisse d'ailleurs attirer sur la valeur de l'action, c'est-à-dire, sur le capital qui la représente, & qui seul est & doit être aux yeux du gouvernement, aux yeux du public, aux yeux de la raison, votre propriété, puisque le capital est le seul gage que vous ayez offert à la confiance du public, à la protection du gouvernement, aux calculs de la raison ! Ah ! tant qu'on suivra de telles maximes, tant que des fonds réels pourront être sacrifiés à la spéculation de maintenir le fonds imaginaire, tant que l'on visera uniquement à s'enrichir promptement par le produit de l'action, à l'aide de hauts dividendes, tant que l'on convoitera avec une ardeur si impatiente des succès si hasardeux, il faut... il faut ne pas induire le public en erreur sur la nature de la propriété des actionnaires (1) !

(1) Il le faut d'autant moins que cette prétendue certitude de ne voir jamais rétrograder le dividende, sur laquelle les actionnaires de la caisse d'escompte fondent la partie fictive de leur propriété, n'est fondée que sur la confiance sans bornes que les administrateurs accordent à quelques

Si l'on réfléchit sur l'importance que mettent les spéculateurs à ce que le dividende ne diminue jamais, tout en faisant des efforts pour l'élever sans cesse, pour soutenir le prix exorbitant des actions, on devinera toutes les folies qu'ils feroient capables d'inventer & d'accréditer, toutes les fautes dans les-

maisons de commerce. Ils n'ont porté leurs bénéfices à un certain degré qu'en confiant à la même signature beaucoup plus sans comparaison que la banque de Londres n'a jamais confié au plus riche négociant de cette métropole du commerce. Un commerce immense de marchandises de toute espèce & de tout pays fournit cependant à Londres une multitude d'affaires solides, & une abondance presque incalculable de papiers très-divers sur lesquels la banque a le plus grand choix. Il n'y a rien de semblable dans Paris. On n'y connoît pas un grand nombre de maisons avec lesquelles *un établissement tel que la caisse d'escompte* puisse hazarder un million sans imprudence. Cependant, au dernier semestre, il y avoit pour 52 millions de lettres de change en porte-feuille; ce qui, pour ceux qui connoissent Paris, & sur-tout la manière dont la caisse d'escompte dispense ses faveurs, suppose une confiance illimitée à quelques maisons, & une très-grande confiance dans plusieurs autres. Aussi, pour le dire en passant, l'administration n'est-elle pas encore parvenue à déterminer la somme de crédit qu'elle accorderoit aux divers commerçans de Paris. A quoi attribuer le défaut d'une règle si indispensable, si ce n'est à la crainte d'être obligé de trop circonscrire les opérations de la caisse, & d'avoir à se juger soi-même : car il ne faut jamais oublier que les administrateurs font aussi usage de la caisse pour leurs propres affaires.

quelles ils entraîneroient le gouvernement , lorsqu'ils feroient une fois parvenus à inspirer un tel respect de leur prétendue propriété , de leur droit illimité d'en jouir au gré de leurs illusions , qu'on se croiroit obligé de maintenir les dividendes selon leurs vœux , dans le tems même où les opérations naturelles de la caisse ne pourroient plus y suffire.

Voilà précisément le délire qui a exterminé toutes les compagnies dirigées par la cupidité des actionnaires... *Malheur* , ont-ils dit , *malheur à l'Etat* , *si nous reculons ! Mais nous reculerons , si nous n'avancons pas , si nous restons dans nos moyens...* La valeur actuelle de l'action , valeur qui est notre propriété , valeur qui est le thermometre de la confiance publique , s'évanouira. Donc il nous faut telles & telles concessions , ... On les leur a faites ; mais leur cupidité s'en est accrue ; & ces concessions , loin de servir à consolider le terme de prospérité où l'on étoit parvenu , ont ouvert une nouvelle carrière à l'ambition ; les choses ont toujours été ramenées au même point , à celui d'avoir besoin de nouvelles concessions , jusqu'à ce qu'ayant été toutes épuisées , la ruine de l'établissement & tous les désastres qui devoient en résulter s'en sont suivis. Eh ! qui donc a été enveloppé dans la catastrophe , si ce n'est le corps des créanciers de ces compagnies & les derniers actionnaires , c'est-à-dire , ceux qui s'étoient laissé éblouir par les belles apparences créées par leurs prédécesseurs , qui , tous

en réclamant leur propriété, le respect de leur propriété, la jouissance intacte, entière, illimitée de leur propriété, ont envahi, mutilé, anéanti la propriété de leurs successeurs. — Telle est en France l'histoire du système de Law, & celle de la compagnie des Grandes-Indes. Telle en Angleterre la compagnie du Sud; telle peut-être la compagnie des Indes, &c., &c. Puisse la banque de Madrid, qui déjà accapare & convoite tant de privileges exclusifs, être avertie à tems pour ne pas éprouver le même sort !

Quoi qu'il en soit, & sans porter si loin nos regards, c'est une illusion, pour ne pas dire une supercherie, que de demander qu'on attache toutes les conditions d'une propriété absolue à l'action de la caisse d'escompte, considérée dans le prix actuel qu'on voudroit soutenir sous le prétexte que l'action a été acquise à ce prix. Le capital dont les actionnaires sont vraiment propriétaires, n'est que de 3500 liv. (1) A quel titre pourroient-ils le regarder comme une propriété équivalente à plus du double de cette somme ? On ne sauroit trop le leur dire : c'est leur capital & non leur rêve qui est leur propriété.

(1) L'intérêt de ces 3500 l. à 5 pour 100 seroit annuellement de 175 l.; le dernier dividende a été de 150 l.; ce qui fait 300 l. pour l'année. C'est donc 125 l. au dessus de l'intérêt du vrai capital de l'action. Or, en supposant que ce dividende ait été fixé sur un état de choses durable (ce

Enfin , il est encore une considération de la plus haute importance , qui , aux yeux du gouvernement & de la nation , ne peut qu'affoiblir considérablement toutes les inductions tirées du mot de *propriété* appliqué à la valeur actuelle des actions de la caisse d'escompte.

Le crédit national dans l'étranger est étroitement lié à celui de la caisse ; on a tort ou raison ; peu importe ; la chose existe. Lors de la crise de 1783 , les esprits attentifs ont pu connoître à quel point cela étoit vrai. On ne vouloit pas croire dans les pays étrangers que cette banque pût être dans l'embarras sans que le gouvernement y fût lui-même : tant on regardoit celui-ci comme nécessité à ne pas laisser suspendre les opérations de la caisse ! On imagina d'autant plus aisément qu'il y avoit dans les finances Françaises un désordre irremédiable , que l'on ne comprenoit pas sans cela comment le commerce de Paris ne s'étoit pas promptement réuni pour soutenir la caisse. Il n'est pas hors de propos d'ajouter que lorsque l'on fut enfin qu'il n'y avoit eu que de l'embarras dans les affaires de cette ban-

qui est très-douteux , puisqu'on a vu que les bénéfices réalisés ne permettoient pas un tel partage) , cette mieux value ne pourroit jamais être estimée que comme un capital placé en rente viagère , dont les 125 liv. seroient la rente ; d'où il résulte qu'un homme sage , un homme qui auroit un tel effet à laisser à sa postérité , n'estimerait pas aujourd'hui l'action plus de 4500 à 5000 liv.

que, & qu'une somme, tout au plus de deux millions en especes, auroit suffi pour empêcher la crise, & remettre les choses dans leur état ordinaire, on ne fut que penser de ce que le trésor royal ou le commerce ne l'avoient pas incessamment fournie.

Résumons-nous : les actionnaires de la caisse d'escompte doivent être considérés sous deux points de vue très-différens : celui de propriétaires d'un fonds réel; & sous cet aspect, ils ont tous les droits possibles de veiller à sa sûreté : celui de spéculateurs sur la maniere de faire valoir ce fonds ; & sous ce point de vue, on ne sauroit leur accorder le droit de transformer leurs espérances ou leurs desirs en propriétés tellement absolues & illimitées, qu'ils soient les maîtres de les diriger entièrement à leur gré.

Il faut, il est essentiel pour la conservation de toutes les propriétés avec lesquelles la caisse d'escompte est en rapport, que ses billets ne portent jamais à faux ; & comment s'en assurera-t-on sans regles ? Comment ces regles seront-elles maintenues sans une autorité qui puisse contraindre à les observer ? L'inspection du gouvernement est donc nécessaire à l'administration de la caisse. Cette administration veille à la propriété des actionnaires ; le gouvernement protege celle du public.

Examinons plus en détail comment l'inspection de l'autorité peut être dirigée de maniere à rassurer ceux-là même qui craignent le plus sa présence dans les établissemens du genre de la caisse d'escompte.

CHAPITRE VI.

De l'Inspection du Gouvernement sur l'administration de la Caisse d'Escompte.

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de prouver que l'autorité soumise à des règles est le premier besoin des hommes réunis. La société ne subsiste que par le maintien des droits & le respect des loix. Les uns & les autres ne pouvant être assurés que par une puissance qui réprime l'effort des intérêts particuliers, l'autorité qui remplit cette fonction, & dont il ne s'agit point ici de déterminer la nature, les formes & les rapports, ne sauroit être trop puissante & trop *absolue*, ce qui ne veut pas dire *illimitée* : car l'autorité *illimitée* est l'autorité *arbitraire*, source de tout mal, & le plus redoutable des fléaux qui affligent l'espece humaine.

C'est l'arbitraire que l'opinion publique redoute, & non l'autorité, sans laquelle aucun droit ne seroit respecté. Mais les gouvernemens absolus & les gouvernemens arbitraires se sont si souvent ressemblés, que, par une méfiance trop naturelle, on est parvenu à les confondre dans les pays où ceux qui gouvernent sont tout, & ceux qui sont gouvernés rien. On y craint l'autorité lorsqu'elle suit les règles qu'elle-même s'est prescrites, presque autant que lorsqu'elle n'a de règles que sa volonté du moment.

C'est ainfi que dans le fujet dont nous nous occupons , on fe livre à des terreurs peu réfléchies au feul nom d'autorité , fans penser que tant qu'elle fuivra des regles & fe contentera de les faire fuivre , fa préſence fera toute favorable & tutélaire ; que fi , fans être arrêtée par fon intérêt perſonnel & les leçons du paſſé , elle ne craint pas de violer les regles , ce ne fera pas d'avoir ou de ne point avoir appellé ſa préſence , qui préſervera de ſes excès , puis-que n'eût-elle point été appellée , elle ſauroit bien paroître & ſe mettre au deſſus de la réſiſtance ; qu'ainfi le parti le plus prudent eſt de l'intéreſſer à la juſtice & à la ſageſſe par la confiance ; & cela eſt d'autant plus vrai , d'autant plus incontestable dans l'occaſion qui nous a fait prendre la plume , que l'arbitraire ne pourroit être nulle part auſſi funeſte que dans une compagnie de marchands , qui ne voyant qu'elle dans l'Etat , feroit & changeroit elle-même toutes les loix qui doivent décider de ſes rapports avec l'Etat.

Il n'eſt aucune inſtitution humaine exempte d'inconvéniens ; perſonne n'en doute , & perſonne ne ſe conduit en conſéquence de cette vérité. La recherche de l'état de choſes qui renferme le moins d'inconvéniens , ou les inconvéniens les moins fâcheux , paroît être la ſcience la plus négligée ; cependant elle eſt incontestablement la plus utile.

Par exemple , on ſe feroit entendu depuis longtemps ſur la théorie des dividendes de la caſſe d'eſ-

compte, si l'on eût considéré qu'une accumulation de bénéfices laissée à la caisse étoit un très-petit mal pour les actionnaires, & pouvoit par la suite produire les plus grands avantages particuliers & publics, au lieu que l'ardeur des marchands d'actions pour de hauts dividendes est nécessairement fertile en abus dangereux, & ne donne qu'un très-petit avantage à l'acquéreur de l'action: car les actions changeant sans cesse de mains, de quoi s'agit-il pour le dernier propriétaire? D'un intérêt de 4 à 5 p. $\frac{2}{100}$ tout au plus, & de l'expectative très-douteuse de revendre son action avec bénéfice, à la faveur de l'espérance qu'on lui donne qu'un accroissement nouveau de dividende viendra en augmenter la valeur. Je ne comprends pas, je l'avoue, comment on sacrifieroit à de tels profits l'intérêt du commerce, les risques qu'on lui fait courir fussent-ils même très-légers.

Suivons cette manière de raisonner à l'égard de l'intervention de l'autorité dans l'administration de la caisse d'escompte, & comparons les inconvénients qui peuvent résulter de son inspection sur cette banque avec ceux qui naîtroient d'un ordre de choses où l'administration de la caisse d'escompte échapperoit entièrement à l'autorité, comme on en a manifesté le desir.

Les impressions profondes qu'ont laissées après elles les fausses opérations du système, ont fait regarder l'intervention du gouvernement comme très-dange-

reuse dans les établissemens tels que les banques publiques (1). On se donne à cet égard si peu le tems de raisonner, que le seul nom de *Law*, les seuls mots de *système*, de *papier-monnaie*, prononcés par des personnes qui ne les entendent pas, suffisent pour inspirer de la méfiance, & même pour jeter de l'odieux sur ceux qui osent penser que les opérations de banques publiques doivent être soigneusement surveillées par le gouvernement.

Mais ne faut-il donc tenir aucun compte des leçons qu'il a reçues de ses propres fautes ? Où sont les avantages qu'il a retirés de tant d'abominables opérations produites par l'ignorance & la cupidité de quelques particuliers qui ont profité de cette ignorance ? Ces désastreux coups d'autorité, ces bouleversemens si subits, si arbitraires, ont-ils fait que le mouvement de la machine politique s'exécutât alors & se soit exécuté depuis avec plus d'aisance ; que le pouvoir du roi ait été ou soit mieux établi, sa puissance plus réelle, son royaume plus florissant, son influence au dehors plus considérable, son admi-

(1) Il est parfaitement vrai & digne de remarque que la caisse d'escompte n'a sollicité la permission d'être dispensée de verser au trésor royal les dix millions qu'elle y devoit porter aux termes de l'arrêt de sa création, que sur l'opinion presque générale à Paris, que le crédit de cette banque de secours seroit beaucoup meilleur, si elle n'avoit rien dans les mains du roi, que si elle y avoit dix millions.

nistraton plus prospere & plus respectée au dedans ? Est-il enfin une seule amélioration que l'on puisse attribuer à cet empirisme financier destiné, disoit-on, à rétablir l'ordre dans les revenus de l'Etat, & qui n'a produit que des convulsions dont l'idée seule fait frémir ?... Une seule amélioration en a été la suite. C'est une telle horreur pour ces désordres, qu'ils ne sont plus à craindre ; l'opinion publique y auroit bientôt mis des obstacles invincibles.

Quelques principes qu'adopte le gouvernement, qu'il soit économe ou prodigue, oppresseur ou paternel, l'ordre dans la comptabilité, la modération & l'économie dans l'usage des ressources que donne le crédit, sont devenus des maximes d'Etat qu'on n'ose plus mépriser, dont on songe à peine à s'écarter. Que si l'on suppose la démence, encore une fois, on ne prouvera rien contre notre opinion : car il n'y a point de précautions suffisantes contre la démence quand elle est armée de l'autorité ; ainsi c'est pour l'ordre naturel des choses & non pour une convulsion incalculable qu'il faut se préparer.

Eh ! quand le gouvernement ne seroit pas convaincu de tout ce qu'il perdrait en perdant la confiance, ne suffiroit-il pas de lui montrer ce que lui ont coûté ces détestables orgies du pouvoir en lui ravissant la faculté précieuse d'établir lui-même à son profit des caisses ou des banques publiques ? Car c'est le gouvernement qui, en faisant les fonds, devroit retirer les bénéfices de tous les secours, de

toutes les facilités que l'escompte & la circulation des billets de confiance procurent à l'agriculture , aux arts , au commerce. Quel impôt plus doux , plus juste , plus fécond en effets heureux & salutaires que celui de l'intérêt des fonds prêtés à l'industrie ? Que cet impôt coûteroit peu , & seroit agréable aux bons princes , puisque la confiance seule le produiroit !

Il seroit trop cruel d'en douter : on sentira tous les jours mieux le prix de la confiance. Les moyens de la regagner & de la rendre inébranlable se développeront de plus en plus , & la main de l'autorité , que l'on s'obstine trop long-tems à regarder comme redoutable , ne servira plus qu'à protéger les dépôts d'argent qui ne peuvent lui être utiles qu'autant qu'elle les respecte.

Si le renouvellement des funestes erreurs du système étoit à craindre , ce ne seroit pas de la part de l'autorité , & s'il faut le dire , ce seroit uniquement de la part de ceux qui voudroient écarter son inspection. . . . En veut-on des preuves récentes ?

Est-ce l'autorité qui a imaginé de convertir tout-à-coup en papier-monnoie les billets de la caisse d'escompte lors de la crise de 1783 ? Est-ce à elle qu'on peut reprocher cet absurde délire ? Non : l'autorité fut surprise par les administrateurs représentant les propriétaires de cette caisse , c'est l'autorité qui a réparé l'erreur funeste où on l'avoit jettée.

Et ces réclamations si ardentes , si actives , si

impétueuses contre l'arrêt du 16 Janvier dernier qui rappelloit les partisans des hauts dividendes à la lettre des statuts, aux bénéfices *nets & réalisés*, ces réclamations faites avec tant d'éclat au nom des actionnaires, soutenues par tant d'indécentes intrigues, par tant de folles clameurs; ces réclamations, dis-je, indiquent-elles que les prétentions intéressées des actionnaires soient moins dangereuses que la surveillance du gouvernement?

La corruption qu'il faudroit supposer dans l'autorité pour redouter son inspection sur la caisse d'escompte, est-elle plus probable que celle des administrateurs ou des propriétaires de cette banque? Et si la corruption est à craindre des deux côtés, laquelle est la plus redoutable? N'est-ce pas celle qui peut agir le plus fourdement? celle qui tient la caisse dans ses mains? celle qui en dirige, qui en exécute toutes les opérations, qui peut préparer les événemens, & les environner des prestiges nécessaires pour concourir à ses vues? L'autorité n'est pas dans cette position; elle ne peut jamais avoir intérêt à s'y mettre, puisqu'elle ne le pourroit pas sans anéantir une ressource utile, même à sa corruption... Disons tout en deux mots: l'autorité voudra toujours que l'intérêt de l'argent soit le moindre possible, & fera, par conséquent, éternellement intéressée à la stabilité de la caisse d'escompte; ce qui nécessite l'affermissement de la confiance publique dans ses opérations, tandis que les administrateurs & les ac-

tionnaires , du moins tels que nous les connoissons jusqu'à présent , voudront la plus forte accélération possible de bénéfices ; ce qui suppose pour tout principe & pour tout esprit l'intérêt du moment , & entraîne l'usage exclusif de tous les moyens qui peuvent le servir.

Que si l'on vouloit encore distinguer l'autorité de ses agens , & nous faire redouter du moins l'influence de ceux-ci dans l'administration de cette banque , ce ne feroit pas un motif suffisant pour en exclure le gouvernement : car , en tout état de cause , les agens auront des moyens faciles de s'arranger avec les administrateurs de la caisse , & leur connivence seroit évidemment plus dangereuse que tous les excès calculables de l'autorité agissante ouvertement , & d'après des regles auxquelles leur seule publicité donneroit de la permanence & un caractère de loi : car dans la premiere supposition , les agens du gouvernement , au lieu d'être comptables , ne seroient plus que des corrupteurs de l'administration de la caisse , qui , loin de craindre en eux des surveillans , n'y verroit que des associés & des protecteurs.

On peut donc admettre dans toute leur étendue les abus que l'on redoute dans les monarchies , & conclure encore qu'il ne sauroit y en avoir de plus à craindre pour le crédit de la caisse que la cupidité des actionnaires laissée à toute sa liberté.

C'est lorsque l'intervention du gouvernement dans l'administration des banques de secours est à la dis-

création de l'intérêt privé qu'elle est vraiment redoutable. Alors elle agit subitement, arbitrairement, momentanément; elle s'applique presque toujours à un cas particulier & tellement pressant, que les vues générales lui échappent; elle contrarie par ces éruptions subites, des principes, des maximes qu'elle doit respecter, & qu'on ne sauroit modifier ou changer pour des circonstances passageres, pour des intérêts privés & momentanés, qui, le plus souvent, ne méritent que de l'indifférence.

Nous en avons un exemple récent dans l'arrêt du 24 Janvier uniquement obtenu par des considérations de ce genre, & dont nous nous permettrons d'examiner les motifs & les conséquences, parce que cette discussion, importante à la théorie du vrai droit de propriété, vient d'ailleurs à l'appui des vérités que nous nous sommes proposé d'établir. On en sentira d'autant mieux que, si, comme nous croyons l'avoir suffisamment montré, l'intervention de l'autorité est nécessaire dans l'administration de la caisse, s'il n'y a aucune raison de s'en effrayer, pourvu qu'elle suive des regles, il est d'une très-grande importance que sa surveillance soit établie sous une forme qui la rende propre à défendre dans tous les instans l'intérêt du public contre celui des actionnaires, ou contre les vues particulieres des administrateurs. C'est l'unique moyen de prévenir non-seulement de nouveaux chocs entre ces intérêts, mais tout acte éclatant de l'autorité, qui étant occa-

fionné par des accidens , & excite toujours plus ou moins de fermentation , de méfiance , d'intrigues , dont le bien de la chose n'est jamais l'objet.

C H A P I T R E V I I .

Arrêt du 24 Janvier 1785.

Lorsque l'enthousiasme eut fait hauffer à un prix inattendu les actions de la caisse d'escompte ; lorsque les spéculateurs eurent persuadé au public que le dividende seroit très-élevé ; lorsqu'en un mot , la cupidité fut encouragée par des manœuvres , des succès & des illusions de tout genre , il s'éleva de toutes parts des acheteurs & des vendeurs de dividendes ; sur quoi il est à remarquer que la première idée des marchés qui se contracterent alors prit naissance chez ceux qui voulurent acheter , qu'eux seuls les sollicitèrent , qu'eux seuls en dictèrent les conditions.

La plupart de ces marchés ont été faits à *prime* , c'est-à-dire que l'acheteur a reçu en argent comptant une somme quelconque , moyennant laquelle il s'est engagé à recevoir du vendeur une certaine quantité de dividendes , & à les payer un prix convenu.

Ces dividendes devoient être livrés à l'acheteur contre le paiement , quelques jours après qu'ils auroient été fixés dans l'assemblée générale de la caisse

d'escompte. Si la différence entre le prix auquel les dividendes étoient vendus & la somme à laquelle ils seroient fixés, étoit à l'avantage du vendeur, celui-ci pouvoit s'exempter de la livraison en se faisant payer par l'acheteur cette différence.

Et dans le cas contraire, le vendeur n'étoit tenu à aucune livraison, ni à aucun dédommagement envers l'acheteur; la prime une fois payée par le vendeur faisoit toute sa perte &, par conséquent, tout le bénéfice de l'acheteur. Cette prime étoit, à proprement parler, un prix payé par le vendeur pour s'exempter de toute autre perte, si l'événement ne tournoit pas à son avantage; en aucun cas elle ne devoit être restituée (1).

Lorsque dans l'assemblée générale de la caisse d'escompte du 12 Janvier, les partisans des hauts di-

(1) Il s'est fait d'autres ventes dont les conditions étoient inverses de celles qu'on vient de lire, c'est-à-dire que le vendeur s'engageoit à livrer des dividendes à un prix déterminé, & que l'acheteur, en donnant lui-même une prime au vendeur, s'étoit réservé de ne recevoir ni payer les dividendes, si l'événement de la fixation étoit à son désavantage. Dans le cas contraire, le vendeur ne pouvoit s'exempter de livrer les dividendes qu'en payant la différence à l'acheteur. — Ainsi, dans la première forme de ces ventes, le vendeur ne pouvoit perdre que la prime qu'il donnoit, & le bénéfice qu'il pouvoit faire étoit indéfini. Dans la seconde forme, il pouvoit faire une perte indéfinie, tandis que son gain étoit limité.

videndes furent parvenus à faire rejeter la motion de subordonner le dividende à l'état exact des *bénéfices nets & réalisés*, lorsque l'arrêt du 16 Janvier eut rappelé l'administration de cette banque à l'exécution des statuts, les acheteurs de dividendes & tous ceux qui avoient intérêt qu'il fût fixé au prix annoncé depuis long-tems au public, furent confternés, puis furieux; & l'assemblée générale, où ils avoient la prépondérance, arrêta dans une seconde séance d'adresser au Roi des *représentations sur le tort que pourroit faire cet arrêt au crédit de la caisse*. Ces représentations réussirent mal, & si mal, que les commissaires furent obligés de retirer leur requête, à cause des expressions irrespectueuses qu'elle renfermoit, bien heureux que la bonté peu prévoyante du ministre leur permît de retirer de ses mains ce monument d'inconséquence & de déraison. On fait aujourd'hui comment l'administration de la caisse d'escompte a reconnu ce bienfait.

Aussi-tôt les commissaires changerent de plan, & joignirent à des représentations plus modérées les observations suivantes :

» Les commissaires se plaisent à croire que S. M.
» n'eût pas été dans le cas de faire intervenir son
» autorité, sans la vente illicite de dividendes faite
» dans le courant de ce semestre par plusieurs in-
» dividus qui ne possèdent pas ce qu'ils ont promis
» de livrer, & qui ont fait naître un choc d'inté-
» rêts, qui seul a causé les discussions; d'un côté

» les vendeurs de dividendes ont cherché à faire
» baisser le taux auquel il feroit fixé par tous les
» moyens possibles ; ils ont cherché à trouver dans
» les arrêts du Conseil précédens des interprétations
» conformes à leurs vues , & se sont appuyés sur des
» motifs de prudence , de confiance & de bien pu-
» blic , toujours favorables aux yeux du citoyen. Les
» acheteurs , au contraire , ont employé toutes leurs
» ressources , toute leur influence pour augmenter ce
» même dividende ; mais au milieu de tous ces dé-
» bats , l'actionnaire impartial & paisible ne desiroit
» que de conserver la liberté de sa propriété , & de
» présenter au public par le sacrifice que sa prudence
» eût pu faire d'une partie de ses bénéfices , un hom-
» mage pur & libre en échange de la confiance
» qu'il eût méritée de sa part.

» Pour faire cesser promptement le désordre de
» cet agiotage & en prévenir les suites fâcheuses ,
» les commissaires auront recours à l'autorité du roi ,
» en suppliant S. M. dans une requête particuliere
» de proscrire des engagements que les loix , l'ordre
» public & la confiance réprouvent «.

Cette requête *particuliere* fut présentée en effet
par les commissaires de la caisse d'escompte qui
n'avoient cependant aucune mission de leurs com-
mettans pour demander la proscription des mar-
chés de dividendes (1). Alors , & par des causes

(1) Je fais que les commissaires de la caisse d'escompte

qu'il seroit difficile d'énoncer avec la fidélité d'un historien & la sagesse d'un homme qui veut la paix pour lui-même & pour les autres, ils obtinrent l'arrêt du 24 Janvier de cette année, *qui déclare nuls les marchés de primes & les engagements illicites concernant les dividendes de la caisse d'escompte & autres de pareil genre.* Voici le préambule de cet arrêt qui expose ses motifs; & qui se trouve mot-à-mot dans la requête d'après laquelle l'arrêt a été rendu.

prétendent en ce moment, & font circuler dans les cercles & à la bourse qu'en *requérant* l'arrêt du 24 Janvier, ils n'ont point outrepassé leur mission; que cette réquisition est renfermée dans un mémoire lu à l'assemblée des actionnaires, & que celle-ci a décidé d'annuler à sa délibération. Cette allégation est fausse & de mauvaise foi. L'extrait des registres de l'assemblée, publié authentiquement, porte:

» MM. Cottin & Boscary ont lu deux motions tendantes à ce que se soumettant à l'arrêt du Conseil du Roi du 16 du courant, il fût présenté à S. M. de très-humbles & très-respectueuses représentations sur le tort que pourroit faire ledit arrêt au crédit de la caisse, sur quoi l'assemblée a décidé d'annexer ledit mémoire à sa délibération, ce qui a passé à la pluralité de trente-six voix, trois sans avis, & trois contre «.

On voit qu'il n'y a dans cet extrait aucun vestige d'une autorisation pour une réquisition aussi extraordinaire que celle de l'arrêt du 24 Janvier; & si le vœu de l'assemblée étoit qu'une pareille réquisition fût faite, comment ce vœu n'auroit-il pas été formellement exprimé, comme ce-

» Sur ce qu'il a été représenté au roi par les com-
» missaires de la caisse d'escompte , que depuis trois
» mois & notamment dans les derniers jours du
» mois de Décembre , il s'étoit fait sur les divi-
» dendes des actions de cette caisse *un trafic telle-*
» *ment défordonné , qu'il s'en étoit vendu quatre*
» *fois plus qu'il n'en existe réellement* , que la preu-
» ve en étoit acquise & mise sous les yeux de S.
» M. par l'exhibition d'une grande quantité de ces
» marchés qui portent la réserve de leur inexécu-

lui de présenter à S. M. de très-humbles & très-respectueuses représentations sur le tort que pourroit faire l'arrêt du 16 Janvier au crédit de la caisse ?

Affurément il l'auroit été ; & la preuve en est sans réplique. Ces motions contenoient également & la proposition que l'on vient de lire , & celle de demander l'anéantissement des marchés de dividendes. L'assemblée a délibéré de porter aux pieds du trône les représentations sur l'arrêt du 16 , & n'a pas dit un mot de la demande relative aux dividendes ; elle l'a donc évidemment rejetée.

Toute assemblée qui délibère exprime son vœu par sa délibération , ou ne vote pas , on ne doit lui connoître d'autre volonté que celle qui a été l'objet de sa délibération ; il n'y auroit sans cela point d'assemblée à qui l'on ne pût faire dire ce qu'on voudroit qu'elle eût dit. Et si l'on a voulu faire entendre que craignant d'éveiller l'attention des vendeurs de dividendes , l'assemblée a donné en secret une mission pour que les vendeurs de dividendes ne pussent pas parer le coup qu'on leur préparoit ; il faut s'expliquer plus clairement : car nous devons nous interdire une telle supposition , &

» tion , moyennant des primes payables comptant ,
» en proportion du prix plus ou moins fort que les
» dividendes pourroient acquérir ; qu'ils croyoient
» de leur devoir de dénoncer à S. M. un abus qui
» pourroit compromettre la fortune de ses sujets ,
» & auquel seul doivent être attribuées les dis-
» cussions fâcheuses qui s'étoient élevées parmi les
» actionnaires , lesquelles cesseroient indubitable-
» ment par la sévérité qu'ils supplioient S. M.
» d'employer pour proscrire & annuler des con-
» ventions également contraires à la bonne foi ,

nous ne voyons pas qu'une mission de ce genre puisse être reconnue. Enfin si les commissaires persistent à dire que l'adjonction des mémoires Cottin & Boscary , est une *mission* , il faut incontestablement en conclure que ces Messieurs sont les *commissaires Cottin & Boscary* , & non les *commissaires de la caisse d'escompte*.

Nous avons cru ce détail nécessaire , parce que le nouvel argument des commissaires de la caisse d'escompte pour se justifier d'avoir outre-passé leur mission , étant très-récent , & , par conséquent , postérieur aux défenses des vendeurs de dividendes , qui d'ailleurs n'ont pas été publiées , il pourroit séduire quelques personnes peu instruites. Au reste , comment l'assemblée des actionnaires auroit-elle donné à ses commissaires une mission sur un objet tout à-fait indifférent à la caisse d'escompte ? Car il importoit peu à cette banque qu'on eut vendu des dividendes au delà de ce qu'elle en devoit payer , puisqu'elle n'en payoit pas pour cela un seul de plus , & elle n'a , ni ne peut avoir le droit d'empêcher quelqu'un de parier pour ou contre ses opérations.

» *au bon ordre & au crédit public.* S. M. ayant
» donné une attention particulière à l'objet de cette
» requête , & s'étant fait rendre compte en son
» Conseil *de tous les faits qui y sont relatifs* , a
» reconnu qu'en effet les marchés qui ont eu lieu
» par rapport aux dividendes des actions de la caisse
» d'escompte , du dernier semestre , sont d'autant
» plus *intolérables* , que soit de la part des ven-
» deurs , soit de celle des acheteurs , on a voulu se
» *prévaloir insidieusement de connoissances qui pro-*
» *mettant aux uns & aux autres des avantages*
» *certaines* , rendoient les conditions *inégales* , & ne
» pouvoient produire que des gains *illicites* ; que
» de pareils actes , enfantés par un vil excès de
» cupidité , dont le caractère des jeux infideles , que
» la sagesse des loix du royaume a proscrits , & qui
» tiennent à un esprit d'agiotage qui , depuis quel-
» que tems s'introduit & fait des progrès aussi nui-
» sibles à l'intérêt du commerce & aux spéculations
» honnêtes , qu'au maintien de l'ordre public ; que
» c'est ainsi qu'à l'occasion du dernier emprunt ,
» on a vu négocier jusqu'à l'espérance d'y être ad-
» mis , & s'élever ensuite des discussions scanda-
» leuses sur la prétendue valeur d'engagemens né-
» cessairement *illusoires* ; qu'aujourd'hui le même
» esprit & l'animosité qu'il a produite entre ceux
» que l'avidité de gagner & la crainte de perdre ont
» échauffés les uns contre les autres , est l'unique prin-
» cipe de la fermentation qui existe relativement

» à la nature & à l'étendue des bénéfices partagea-
» bles à la fin de chaque semestre pour la forma-
» tion des dividendes ; qu'au surplus , quel que doive
» être le résultat de ces débats , il n'intéresse en
» rien la solidité de la caisse d'escompte , qui en
» est absolument indépendante , ni la valeur des
» actions , que la sage réserve d'une partie des bé-
» néfices ne peut qu'améliorer , mais qu'il est très-
» important de réprimer un désordre dont la source
» excite la juste indignation de S. M. , & de réta-
» blir la tranquillité en réprochant les actes qui ont
» fait naître le désordre «.

Qu'est-il résulté de cet arrêt , de cette interven-
tion subite de l'autorité dans des marchés faits libre-
ment entre négocians qui savent ou doivent sa-
voir calculer ? C'est que les acheteurs de dividendes
ont excipé de cette loi rétroactive pour se soustraire
à leurs engagements. S'étonner d'un pareil procédé ,
du moins parmi nous , où les principes & les droits du
commerce sont encore si peu connus , ce seroit rêver
l'innocence de l'âge d'or , ou plutôt oublier que dès
long-tems l'âge de boue a pris la place de l'âge d'airain.

Cependant s'il est une infraction scandaleuse à la
foi publique & particulière ; s'il est un attentat évi-
dent à la loi sainte de la propriété , c'est , à notre avis ,
un procédé semblable , & ce qui n'est pas moins
effrayant , cet attentat blesse l'honneur de ceux qu'il
dépouille (1).

(1) Je fais que les commissaires disent en cet instant que

Malheur à nous , si rencontrant de telles vérités sur notre route , une considération quelconque nous les faisoit négliger ou dissimuler. Je vais marcher sur des cendres trompeuses , sur des cendres fumantes ; je le fais : mais celui qui craint d'éclairer l'autorité trompée ou surprise ; celui-là seul à mes yeux outrage le gouvernement. Et quelle confiance inspire-rois-je aux honnêtes gens quand j'invoque l'intervention de l'autorité dans l'administration de la caisse d'es-compte , si j'en dissimulois les inconvéniens , ou plutôt si je ne montrois pas que ces inconvéniens viennent uniquement de ce qu'on a substitué l'intervention instantanée du gouvernement à son inspection habituelle ?

les dividendes n'ont été fixés que le 26 Janvier , & que l'arrêt est du 24 ; qu'ainsi les marchés ont été annullés avant qu'on pût savoir s'ils seroient favorables aux vendeurs ou aux acheteurs , & que par conséquent personne n'a été dépouillé.

Quand on n'a pour se justifier que de pareilles raisons , il seroit plus décent de les taire ; on n'insulteroit pas à la fois au public & à sa propre conscience. Est-ce du sort des marchés que dépendoit la justice de leur cassation ? N'enlevât-on , par un acte d'autorité arbitraire , à un vendeur ou à un acheteur , que l'espérance d'un gain , ne seroit-ce pas lui ôter quelque chose ? Et cette espérance ne peut-elle pas s'être changée en certitude avant le moment où elle doit être réalisée ? Y auroit-il de la justice à annuller une assurance , quand toutes les apparences annonceroient le vaisseau perdu ou arrivé , parce qu'on auroit annullé cette assurance avant l'avis légal de l'événement ? Qu'est-ce qui a évidemment démontré que les marchés de dividendes seroient fa-

Nous laisserons aux intéressés la discussion des faits sur lesquels cet arrêt a été obtenu , & qui nous ont paru faux & frivoles , nous la leur laisserons , dis-je , parce que des considérations générales nous ont seules appelé dans cette cause , parce que d'ailleurs les tribunaux sont les juges des faits , & qu'il faut suspecter la bonne foi de ceux qui craignent de les soumettre à leur examen.

Mais après avoir remarqué que les commissaires de la caisse d'escompte ont obtenu l'arrêt rétroactif qui annule les marchés de dividendes au moment même où ils se plaignoient avec fureur que l'arrêt du 16 Janvier avoit un effet rétroactif (& certes ils se trompoient , puisque rien n'étoit déterminé sur le

vorables aux acheteurs ? C'est le compte rendu des bénéfices de la caisse ; c'est l'arrêt du 16 Janvier qui prévint l'intention qu'avoit l'assemblée des actionnaires de fixer un dividende fort au dessus des bénéfices. Comment donc ose-t-on avancer que l'arrêt qui casse les marchés de dividendes est antérieur à la connoissance du résultat de ces marchés ?

Et d'ailleurs , une propriété d'argent est-elle la seule que l'arrêt du 24 Janvier enleve à ceux qui ont vendu des dividendes. Cet arrêt n'attaque-t-il pas leur honneur ? Et cet honneur qu'il leur enleve sans même les avoir entendus , dépend-il du moment où l'arrêt a été rendu ? Si les acheteurs de dividendes sont indifférens à leur honneur , pourvu qu'ils gardent leur argent , il ne s'ensuit pas que les vendeurs doivent se conduire de la même manière & dans les mêmes principes ?

dividende

dividende lorsque cet arrêt fut rendu) après avoir jetté ce regard de mépris sur leur inconséquence ou leur mauvaise foi , nous examinerons les motifs de l'arrêt du 24 , par lequel on a cru pouvoir dispenser des hommes du respect voué par tous autres que les brigands à la foi publique & privée ; nous les examinerons , dis-je , non-seulement pour montrer au gouvernement une grande injustice à réparer, mais plus encore pour fixer , s'il nous est possible , les principes sur cette matiere , & pour combattre un préjugé qui , comme tous les autres , tenant à la vérité par quelques côtés , mais seulement par quelques côtés , abuse de très-bons esprits , des penseurs très-estimables , des philosophes très-éclairés. Peut-être aussi dois-je compter pour quelque chose cette occasion de rendre élémentaires des idées & de définir des mots peu ou mal connus du plus grand nombre des lecteurs. Tant qu'on est fort en deçà de la ligne qui sépare le juste de l'injuste , ce qu'on peut faire sans perdre l'honneur , de ce qui ne se peut sans honte , assez peu importe de faire remarquer cette ligne ; mais quand la force des choses nous a conduits sur ses bords , c'est renforcer cette ligne , c'est en rendre le passage difficile , que de la définir assez nettement pour en donner une idée juste & précise. D'ailleurs , si la langue des finances & celle du commerce ne deviennent pas familières , les empiriques en ce genre se joueront de la crédulité publique aussi long-tems qu'ils auront intérêt à la tromper. Eh ! quand cesseront-ils d'avoir cet intérêt ? F

C H A P I T R E V I I I .

*Examen des motifs sur lesquels l'Arrêt du Conseil
du 24 Janvier 1785 a été rendu.*

Si nous entreprenons de prouver que les motifs sur lesquels cet arrêt a été rendu , ne sauroient en établir ; nous ne disons pas la justice (Dieu même ne peut pas faire qu'une loi rétroactive soit une loi juste) , nous disons la convenance , ce n'est pas que nous ignorions ou que nous voulions dissimuler ce qu'un philosophe pourroit dire , soit en morale , soit en théorie politique , contre les marchés qui en sont l'objet dans leur rapport avec le jeu.

A Dieu ne plaise que nous soyons les apologistes du jeu , ou même , & pour parler avec plus de justesse , des spéculations quelconques dans lesquelles peu de tems & peu de moyens déterminent des bénéfices qui ne doivent être le fruit que du travail long & assidu d'un grand nombre d'hommes , & peut-être de grandes avances. Nous savons tout ce que le système funeste des spéculations de finances a coûté de bonheur & d'innocence aux sociétés ; nous savons ce que peut & doit produire l'action de la cupidité exaltée par la facilité de faire des bénéfices très-considérables & très-accélérés ; nous savons que la manie ou plutôt la fureur du jeu infeste tous

les rangs , trouble le repos , fouille les mœurs , isole & dessèche les hommes ; nous savons sur-tout que le jeu sur les fonds publics , en facilitant les emprunts dont il souleve le poids , favorise les passions des administrateurs , exagere , égare , enivre la puissance , fomenté , resserre , confirme l'esclavage , aggrave l'oppression & dégrade l'espece humaine : car lorsque l'homme n'est plus qu'une denrée , il est impossible qu'il soit même la premiere.... Nous savons tout cela ; & si l'on pouvoit donner subitement aux hommes réunis un autre ordre de choses à choisir , ou s'il étoit seulement question de proposer des réformes , nous osons le dire sous la dictée de notre conscience , il est peu d'hommes peut-être qui présentassent avec plus d'énergie & d'étendue que nous , toutes celles que le bonheur du genre humain réclame depuis trop long-tems.

Mais si tel est l'état de maturité , si ce n'est de pourriture , auquel les corps politiques sont parvenus , que toutes les réformes qui supposent la reconstruction de l'édifice social , ou plutôt de toutes les sociétés , que toutes ces réformes considérées dans l'étendue & la généralité qu'elles devroient avoir pour être réelles , sûres , essentielles & durables , ne sont plus que des *utopies* impossibles à réaliser ; si l'on ne doit rien espérer à cet égard que des siecles ou des révolutions dont l'imagination s'effraie ; faut-il en attendant , provoquer , consommer , justifier par des déclamations plus oratoires que morales (car

mal est ce qui nuit, & seulement ce qui nuit), faut-il justifier des injustices particulières qui blessent profondément les foibles restes de la morale de la nature, je veux dire ces principes de bonne foi, qui seuls dans la sentine de corruption que la civilisation produit plutôt ou plus tard, mais infailliblement, puissent encore unir les hommes? Et parce qu'en écrivant pour des nations nouvelles, ou en nous livrant à des abstractions philosophiques dont le développement & la déduction produisent toujours quelques vérités de détail utiles, du moins pour les générations futures, nous avons tracé les principes d'une morale spéculative dont aucune institution civile n'auroit altéré la pureté, pourquoi nous seroit-il défendu de considérer quels sont les droits des hommes dans un ordre de choses qu'hélas! ils n'ont point choisi, relativement aux occupations peu favorables, peu intéressantes, affligeantes même, ou si l'on veut déplorables, qu'enfantent les combinaisons de l'industrie, lorsque de mauvais gouvernemens, des gouvernemens ignorans & dissipateurs l'ont condamnée à l'indifférence des moyens, en disgraciant toutes les professions plus douces, plus heureuses, plus aimables?

Instituteurs des humains, oublierez-vous sans cesse ou feindrez-vous toujours d'ignorer que les rapports sont la base de toute morale? Vous méconnoissez, vous intervertissez, vous dissimulez, vous déguisez tous les rapports, vous confondez le conseil & le précepte, le précepte & le conseil; au

foible , au pauvre , à l'infortuné , vous ne départissez que des devoirs ; au fort , au riche , au puissant , vous adjugez tous les droits , & vous voulez tracer des codes de morale ! . . . Instituteurs des humains , jugez les gouvernans , si vous voulez juger les gouvernés ; rendez-nous l'âge d'or , ou n'exigez pas de nous son innocence . . .

Eh ! si l'œil austère de la philosophie tomboit sur les professions les plus honorées de la société ; s'il lui falloit apprécier , par exemple , cet horrible jeu de la guerre auquel nous accordons tant de gloire , & qui mérite tant d'infamie ; qu'y verroit donc un sage , un moraliste , si ce n'est l'épouvantable férocité de ceux qui , pour un intérêt quelconque , & sans avoir même l'excuse d'un ressentiment personnel , vont égorger eux & leurs semblables ? Quel homme portant un uniforme ne lui feroit pas horreur ? . . . Cependant des hommes honnêtes étalent journellement à nos yeux cet habit de désolation & de carnage. Il faut donc convenir que dans un certain ordre de choses un homme même assez moral peut faire un métier , une spéculation , un gain très-immoral dans ses conséquences.

Nous ne sommes point appelés à développer ici les causes qui ont amené la corruption & les maux de la société , à démontrer que les crimes , les vices , & presque les erreurs des hommes réunis en société sont toujours les crimes , les vices & les erreurs de leurs chefs ; nous dirons seulement que

ce n'est point après avoir tendu toutes sortes d'appâts à la cupidité , que ces chefs ont droit de crier aux peuples : JE VOUS DÉFENDS D'ÊTRE CUPIDES ; nous dirons que ce n'est pas après avoir dressé des tables chargées de mets qu'il faut gourmander l'appétit des convives. Il faut au contraire , & c'est un devoir étroit , assurer à chacun la paisible jouissance de la portion qu'il a su se procurer , quand pour cela , il n'a employé ni la fraude , ni la violence. Si les convives doivent prendre des leçons de tempérance au milieu de tout ce qui les sollicite à la dissolution , ce ne peut être que de leur propre expérience ; c'est leur santé délabrée qui doit les rappeler au régime de la sagesse. Tout autre moyen , tant que la table est dressée , tant qu'on la charge sans cesse , tant que les invitations se répètent à chaque moment , n'est qu'une contradiction absurde & tyrannique , qui , tout au moins irrite en pure perte les convives les uns contre les autres. — Parlons sans figure.

Le jeu sur les fonds publics suppose des fonds publics ; les fonds publics , des emprunts ; les emprunts , de grands besoins dans l'Etat ; les besoins , la détresse ou la corruption : dans la gradation des maux politiques , à l'extrémité de l'échelle , le jeu est donc *produit* & non *générateur*. Le jeu , le goût du jeu n'existe sans doute que dans les Etats corrompus & rongés de maux politiques & moraux ; mais ces maux & cette corruption lui sont , sinon étrangers ,

du moins antérieurs. Là où il y a des impôts excessifs, des emprunts destructeurs, un crédit public, là on joue nécessairement sur les fonds publics. En prononçant contre ce jeu, la loi prononceroit contre elle-même ou contre le gouvernement qui a créé la dette. Quoi ! les gouvernemens auroient fait naître, ils provoqueroient, ils stimuleroient, ils alimenteroient sans cesse cette fureur ; ils emprunteroient, ils joueroient, ils irriteroient par toutes les amorces imaginables la cupidité des joueurs ; ils chercheroient à dépouiller même les dernières classes garanties de la corruption par leur indigence ; le fruit avorté, amaigri, desséché de leurs travaux, ils chercheroient à l'attirer par toutes sortes de ruses ! Et c'est le peuple, ce sont les joueurs qui auroient tort ! . . . Je m'arrête, il le faut bien, mais malheur à qui invoque l'injustice pour réparer l'injustice ! Malheur à qui conseille au gouvernement de chercher à combler par des prohibitions tyranniques l'abîme qu'il a creusé de ses mains ! Malheur à qui croiroit qu'avec des réglemens on peut refaire la morale, & séparer les effets de leurs causes ! . . .

Pour nous, qui nous sommes élevés à ces considérations générales dans la seule vue d'éclairer notre conscience, nous combattons sans remords la loi (car en France on appelle *loix* les arrêts du Conseil) ; nous combattons sans remords la loi que nous dénonçons aux hommes d'Etat & sur-tout aux moralistes. Discutons les motifs sur lesquels elle est fondée.

Les marchés des vendeurs & des acheteurs ont été enfantés par l'excès de la cupidité ; ces spéculations entraînent l'esprit d'agiotage ; elles font naître le goût du jeu , sont contraires au crédit public , nuisent au commerce & blessent le bon ordre. — Tels sont en résumé , nous l'avons vu dans le chapitre précédent , les griefs dénoncés au gouvernement au sujet des vendeurs & des acheteurs de dividendes , par les commissaires de la caisse d'es-compte , & l'arrêt du 24 semble avoir consacré la vérité de leurs allégations. Nous entreprenons de montrer dans ce chapitre que tous ces grands mots sont , dans l'application qu'on leur donne ici , à peu près vuides de sens.

LES MARCHÉS DE DIVIDENDES ONT ÉTÉ ENFANTÉS PAR UN EXCÈS DE CUPIDITÉ ...

Qu'entend-on par *cupidité* ? ... Le sentiment de l'intérêt appliqué à la richesse. Le mot *cupidité* n'offre donc par lui-même aucune idée précise. C'est un de ces mots vagues avec lesquels on peut condamner le *spéculateur* le plus honnête : car il n'est point de spéculation que ne dirige l'intérêt , & tout intérêt peut s'appeller *cupidité*. On ne peut donc blâmer , ni même reconnoître la cupidité dans le sens odieux de ce mot que lorsqu'il y a de la mauvaise foi. Dans toute autre circonstance , ce

qu'on appelle *cupidité* n'est qu'une ardeur aux affaires, qu'on loue ou que l'on blâme selon leur bon ou mauvais succès. Eh ! qui commerceroit, s'il n'avoit pas l'espérance & le desir non-seulement de gagner, mais de gagner beaucoup ? Quand dans l'état actuel des choses on parle de *cupidité* pour la condamner, il faut donc qu'elle soit accompagnée d'astuce & de mauvaise foi ; ou l'on est injuste, ou l'on ne s'entend pas.

Or, y a-t-il eu rien de semblable dans les marchés de dividendes jusqu'au moment où l'arrêt du 24 les a anéantis ? Des négocians ont vendu des dividendes, parce que des négocians en recherchoient, avoient intérêt d'en acheter, proposoient eux-mêmes les conditions du marché (1). Le vendeur

(1) Si l'intérêt qui a porté les vendeurs à contracter peut être taxé de cupidité, je voudrois savoir comment on qualifiera la conduite des acheteurs, qui se soustraient aujourd'hui à leurs engagements à cause de la perte qui en résulte pour eux. L'activité avec laquelle ils cherchoient à acheter des dividendes au moment même où ils se conduisoient de manière à provoquer par leur délire l'arrêt du 16 Janvier, n'étoit donc que la poursuite d'une proie qu'ils se promettoient de lâcher sans qu'il leur en coûtât rien, si la fixation des dividendes leur échappoit ? Et les vendeurs sont punis d'être tombés dans ce piège, & les acheteurs jouissent avec sécurité des bénéfices que le simple fait d'acheter des dividendes leur a procurés sur les actions qu'ils ont vendues !

étoit maître de son argent ; l'acheteur étoit en pleine liberté ; le public n'étoit nullement intéressé dans ce marché ; il n'y étoit pas question de lui (1) ; la perte n'influoit pas sur lui ; le marché étoit libre & réciproque. Qu'y a-t-il là d'odieux & d'illicite ?

CES SPÉCULATIONS ENTRAÎNENT L'ESPRIT D'AGIOTAGE

L'Agiotage ! De tous les mots qui n'énoncent pas nettement l'idée qu'ils renferment , & c'est assurément le plus grand nombre , *agiotage* est peut-être celui dont on a le plus étrangement abusé faute de l'entendre.

Agioter , disent les dictionnaires , c'est faire valoir son argent à gros intérêt , c'est faire un trafic usuraire des billets , promesses , ou autres papiers que les malheurs de l'Etat ont discrédités. — Cette définition seroit étrangement incomplète , si elle n'étoit pas parfaitement faussée.

(1) Je fais que les commissaires de la caisse d'escompte ont exposé que ces marchés *pourroient compromettre la fortune des sujets du Roi* ; or , la raison est bien choisie : car outre la convenance que ces MM. trouvent apparemment à dépouiller un homme de sa propriété sur des *possibilités* , il a été prouvé que le montant des différences perdues n'excédoit pas la somme de 450,000 liv. Vous voyez bien que voilà de quoi compromettre la fortune des 20 millions de sujets du Roi qui vivent dans le royaume , & dont plus de 19 assurément n'ont jamais entendu parler de la caisse d'escompte.

Agioter dérive du mot *agio* , qui dans son sens primitif désigne tantôt le change , tantôt le prix des avances des négocians , c'est - à - dire , deux choses très - licites. Quand les connoissances sur le change & sur le commerce s'étendirent , l'*agio* devint plus animé ; il fut un moyen de fortune , & le public , victime éternelle de l'inégalité des fortunes , toujours porté à croire que les grands bénéfices ont des sources peu honnêtes , déshonora le trafic de *l'agio* , sans entendre ni ce trafic , ni le nom qu'il lui donnoit ; de là vint le mot *agiotage* ; de là le mépris attaché à l'épithete d'*agioteur*.

Le public se confirma dans la haine & le mépris qu'il portoit à ce trafic , quand il le vit s'étendre sur les dettes de l'Etat , quand il vit des agioteurs acheter à très-bas prix , comme cela devoit être , des papiers décriés. Il alla même jusqu'à le regarder comme affreux , parce qu'il le crut payé de son sang. Il le chargea de l'exécration que méritoient les déprédateurs qui , en ruinant la nation , avoient discrédité les effets publics & provoqué l'*agiotage*.

On doit commencer à voir que ces mots vagues de *trafic usuraire* , de *trafic illicite* , ont occasionné une grande confusion d'idées , & beaucoup de préjugés très-injustes : non certes que je veuille justifier toute espece d'*agiotage* ; mais plus l'*agio* , & surtout l'*agio* sans concurrence , a fait de mal aux nations , & plus il est important de remonter aux causes , au lieu de confondre les effets ; plus l'*agiotage*

coupable mérite de mépris , & plus il convient de le discerner de celui que l'on ne peut ni ne doit empêcher. L'agiotage , c'est-à-dire , le commerce des avances d'argent , dont on suppose que les marchés de dividendes entraînent l'esprit , existe avant les spéculations de ce genre , existe indépendamment d'elles , & n'est presque pas plus au pouvoir de l'opinion qu'à celui de l'autorité. Il est le fruit naturel des circonstances qui ne sont point l'ouvrage des agioteurs , & qu'ainsi le public ne doit point leur imputer.

L'Etat qui a des besoins , qui est ou qui se croit forcé à les satisfaire promptement , emprunte. Plus les besoins sont grands , plus grands aussi doivent être les avantages qu'il fait aux prêteurs ; plus il a de crédit , moins il offre , moins il donne , & réciproquement. L'agiotage & les spéculations financières naissent donc au sein des emprunts. Que les emprunts soient mauvais , impolitiques , injustes , odieux , tout cela ne fait pas que celui qui cherche à placer son argent le plus sûrement & le plus avantageusement possible ne fasse une chose très-naturelle & très-licite. Si l'agioteur est franc & ouvert dans ses opérations , s'il est fidele à ses engagements , s'il ne veut pas tout-à-la fois *profits énormes* & *sûreté complete* , il ne mérite ni reproche ni blâme ; ses spéculations ont droit à la sauve-garde du gouvernement , & la foi particuliere sous la sanction de laquelle elles ont été contractées est & doit être sous la protection de la foi publique.

Les marchés de dividendes ne sont pas de l'agiotage : car il ne s'agit pas d'intérêt d'argent ; mais si , comme on le veut , ils étoient de l'agiotage , je prierois tout homme impartial de me dire à qui des vendeurs ou des acheteurs de dividendes on pourroit appliquer les caracteres qui rendent l'agiotage odieux ; lesquels ont voulu *profits énormes* & *sûreté complete* , de ceux qui ont hazardé des primes d'après le desir connu & manifesté des acheteurs de dividendes , ou de ceux qui ayant acheté , refusent de payer la perte où les a conduit leur extrême avidité ? Si la fixation légale & modérée de dividende qu'a nécessité l'arrêt du 16 Janvier eût été dans l'intention de la pluralité des actionnaires , quelqu'un d'eux eût-il acheté des dividendes ? Ils en ont acheté parce qu'ils se sont regardés comme plus forts que le ministre ; & puisqu'aujourd'hui ils déclarent ne vouloir pas payer la perte qui leur survient , n'est-il pas démontré qu'ils vouloient *profits énormes* (ceux qu'ils se procuroient sur les actions & les dividendes) , & *sûreté complete* , ou la fixation du dividende *à leur gré* ? S'il est un agiotage coupable , c'est sans doute l'agiotage infidele ; & s'il est un agiotage infidele , c'est évidemment celui que l'arrêt du 24 Janvier récompense.

CES SPÉCULATIONS FONT NAITRE LE GOUT
DU JEU ...

Bon Dieu ! c'est donc avec cette légèreté que l'on

distribue le mépris & le blâme ! Un tel dit en parlant d'un spéculateur : *C'est un joueur* ; ce qui signifie presque *c'est un escroc* . . . Il ne réfléchit pas qu'il est joueur comme lui ; qu'en affermant les impôts , il joue ; qu'en armant un corsaire , il joue ; qu'en chargeant ou assurant des vaisseaux , il joue . . . Quelle opération de commerce , quelle action de la vie n'a donc pas quelque caractère du jeu ? Tout est jeu dans la vie humaine : car jouer n'est que livrer sa fortune en partie au hasard , en partie à des combinaisons. Il n'est point de fait exempt de cet ordre général.

Qu'est-ce qui caractérise le jeu ? Le gain & le moyen par lequel on l'obtient. On veut gagner ; pour gagner , il faut calculer ; on a recours au calcul. Achete-t-on une terre ? On en calcule les revenus , les convenances , la probabilité de les augmenter , la sûreté de l'emploi de son argent. Achete-t-on une place importante (car enfin il me semble avoir oui-dire que cela aussi s'achete , de sorte que c'est encore-là du commerce , une spéculation de commerce) , achete-t-on une place ? On calcule ses droits , peut-être même ses devoirs , ses rapports , ses charges , ses profits ; on les compare avec ses qualités , ses vues , ses moyens . . . Hélas ! dans l'acte qui influe le plus sur le bonheur & l'innocence de la vie , dans le mariage , n'est-ce pas encore un calcul d'intérêt , de goût ou de convenance qui nous décide ? .. Messieurs , faites tant que vous voudrez de la morale , tout est jeu , tout est calcul.

Mais, dira-t-on, » ce sont les jeux auxquels pré-
» fide le hazard, & ceux-là seuls que nous enten-
» dons flétrir : or, les paris sur les dividendes étoient
» évidemment un jeu de hazard ; donc « Fort
bien ; mais analysons, s'il vous plaît, ce mot *hazard*.

On dit qu'un homme est favorisé par le hazard, quand un enchaînement ou un concours de circonstances imprévues lui amène un résultat heureux. Si cet homme est malheureux, on dit qu'il est maltraité par le hazard, le fort ou la fortune : car ce sont des mots synonymes... Une série, ou un concours de circonstances ignorées, & par cela même incalculables, qui produisent des événemens imprévus... tel est donc le hazard.

Il regne dans les jeux dits de hazard plus que dans tout autre : car outre l'habileté du joueur, qui peut être soumise à une mesure, le résultat ou l'événement de la distribution des cartes ou du jet des dez n'est pas en la puissance du joueur, & dans ce genre d'escrime, le hazard est souvent supérieur à l'habileté.

Maintenant, pourquoi s'accorde-t-on à voir de mauvais œil les jeux de hazard ? C'est qu'il est tout-à-la fois odieux & absurde d'abandonner sa fortune, son bonheur, celui de sa femme & de ses enfans, à une série de circonstances dont on n'est pas le maître. C'est que les frippons & les escrocs s'introduisent aisément dans les lieux où l'on joue, & que ces réceptacles eux-mêmes, par l'activité extrême où

l'on y tient la crainte & l'espérance, donnent lieu à des désordres subits qui peuvent occasionner des crimes.

Mais le hazard regne-t-il aussi impérieusement & avec autant d'étendue dans les spéculations de finances? Non : le calcul y domine plus que le hazard : car, qu'est-ce que spéculer dans les fonds publics? C'est observer les circonstances pour en tirer parti, pour vendre ou pour acheter avantageusement les fonds de finance. Les causes des variations bien observées s'additionnent, se balancent par le calcul ; & la balance forme la masse des probabilités qui déterminent pour ou contre l'achat ou la vente. Reste ensuite l'événement qui prononce, & qui détermine la part du hazard dans la spéculation.

Si cette part qu'on laisse au hazard dans les spéculations de finances les rendoit illégitimes, il n'est pas de marché qui ne fût tel : car il n'en est aucun où le hazard n'entre plus ou moins. Certes ils se livrent au hazard, ceux qui bâtissent, qui transforment leurs terres en prés artificiels, ou leurs prés en bois, qui élèvent des salles de spectacles ou des manufactures. Tous comptent sur le public, qui, maître dans son choix, peut approuver ou blâmer, & l'incertitude de son opinion forme le hazard. Tout est donc jeu de hazard, ou plutôt c'est abuser du mot *jeu* que de l'appliquer aux spéculations de finances & de commerce.

Celles-ci sont soumises au calcul plus qu'au hazard

ard ; l'autre , plus au hazard qu'au calcul : le jeu sur les fonds est public ; le jeu de hazard se cache : la bonne foi éclaire toujours celui - là pour l'intérêt même des joueurs ; il est au moins aisé de s'y garantir de la mauvaise ; elle préside toujours aux jeux de hazard , dont il est d'ailleurs facile d'éluder les regles & de convertir les procédés en un pur escamotage : enfin , le jeu proprement dit engendre le vice ou le crime ; heureux , il endurecit ; malheureux , il invite aux forfaits ; & si vous doutez que l'honnêteté puisse se concilier avec l'esprit de spéculation , Parisiens scrupuleux , qui , dans si peu d'instans , êtes devenus si sévères , allez en Angleterre , allez en Hollande , les deux pays de la terre où le jeu sur les fonds publics est le plus illimité , & dites-moi si à Londres , si en Hollande , il n'y a pas plus de mœurs publiques & privées que par-tout ailleurs ; dites-moi sur-tout dans quelle classe de citoyens vous y aurez trouvé plus de ces vertus.

Oh ! que les déclamateurs ont la vue courte ! Qui donc leur a dit que , dans l'ordre actuel des choses , qu'au milieu du mal universel des emprunts , ce ne seroit pas un bien que les spéculations sur les fonds publics fissent naître le goût de cette sorte de jeu ? Vous nous parlez toujours comme à Sparte , comme dans les forêts du Nouveau Monde ; mais c'est à Paris , c'est en France que nous sommes : puisque le mal des emprunts y existe , puisque le mal des spéculations sur les fonds publics tient in-

vinciblement aux emprunts, pourquoi s'inquiéteroit-on que le goût de cette espece de jeu rendît plus universel l'esprit de calcul? A mesure que l'on calculeroit mieux, on s'abandonneroit moins au hazard, le jeu illicite diminueroit, il cesseroit même : lorsqu'il n'y aura plus de dupes, il n'y aura plus de frippons.

Quoi qu'il en soit, l'impossibilité de tracer une ligne de démarcation entre ce qui sera réputé jeu illicite & jeu permis, rendroit seule inutiles les défenses de jouer dans les fonds publics. Aussi longtemps que les gouvernemens emprunteront, comment pourroient-ils penser sérieusement à empêcher l'esprit spéculatif de faire des fonds publics un objet de jeu, un objet de commerce? Toute loi qu'il est impossible de faire exécuter, est par cela même une mauvaise loi. Et comment les gouvernemens feront-ils exécuter celle-là? Mettront-ils auprès de chaque particulier un espion pour veiller sur la forme des spéculations? Et qui sera l'espion de l'espion? Que les gouvernemens laissent donc spéculer, bien sûrs que les spéculations ne leur feront jamais dénoncées que par les spéculateurs trompés dans leur attente, & aussi peu soigneux de la chose publique que de leur honneur personnel. L'effet éternel des prohibitions de ce genre est de favoriser la mauvaise foi. Eh! quelle preuve plus frappante pourrions-nous en donner? Croit-on que l'arrêt du 24 Janvier eût été

sollicité, si les acheteurs avoient été sûrs de gagner leurs primes ?

» Mais le jeu sur les dividendes étoit à chances inégales, ce qui le rendoit désordonné «.

Jeu ! chances inégales ! . . . Tâchons d'apprécier ces mots, que bien peu d'hommes entendent dans le moment au moins où ils les appliquent pour absoudre ou pour condamner.

Le calcul préside aux spéculations en finances, comme il préside à tous les marchés qui se font dans la société. De même qu'un marchand se pourvoit de bled, de vin, de café, &c., parce qu'il prévoit que ces denrées renchériront, de même un spéculateur sur les fonds publics les achète ou les vend selon qu'il prévoit leur hausse ou leur baisse. Celui-ci est dirigé dans ses achats ou ses ventes par l'observation des événemens politiques ; ce sont ces événemens qui font perpétuellement varier le prix des effets : ils haussent quand ils sont favorables ; ils baissent quand ils ne le sont pas.

Une chance est une probabilité que tel événement arrivera. Cette probabilité n'est autre chose que l'opinion formée par un individu sur l'existence future de cet événement d'après la combinaison des diverses circonstances qu'il connoît & qu'il pèse. Spéculer à chances égales est donc avoir de chaque côté un nombre égal de probabilités & de circonstances. Spéculer à chances inégales, c'est supposer d'un côté plus de probabilités qui semblent

devoir emporter la balance. On sent combien il est difficile de déterminer, de nombrer, de classer les causes qui produisent les variations des fonds publics, de graduer les probabilités qui décident de ces variations, d'assujettir à une méthode certaine l'estime de ces probabilités; & comment donc prononcer sur l'égalité ou sur l'inégalité d'une chance? — A ces considérations il faut en ajouter une autre.

Les mêmes probabilités n'ont pas la même valeur pour tous les esprits, parce qu'ils ne sont pas tous dans la même situation, parce que le microscope de l'imagination varie d'individu à individu; chez l'un il grossit 500 fois, chez l'autre 1000. De là résulte l'impossibilité de déterminer la légitimité d'une spéculation par la considération des chances ou des probabilités : car ce n'est pas suivant la valeur donnée après l'événement qu'il faut les apprécier pour juger de l'égalité des chances, mais bien d'après l'estime faite de ces probabilités par le spéculateur même avant l'événement, & aussi d'après la proportion des mises (1). Cela posé, voyons quelles étoient

(1) L'égalité des chances se répare par la proportion des mises; ainsi cette inégalité n'est pas toujours un sujet de reproche: par exemple, lorsque la LOTERIE ROYALE DE FRANCE paie, ou plutôt lorsqu'elle doit un *quine* (car jusqu'à présent elle n'en a pas payé), elle doit un million pour 20 sols. Or, je demande à la maison *Le Coûteux de la Noraye*, qui a produit à l'Etat l'un des trois commissaires sollicitateurs de l'arrêt & un caissier de la loterie royale, je demande à cette maison toute citoyenne com-

les probabilités ou les chances des deux partis, acheteurs & vendeurs (1).

Pour l'un, pour les dividendistes modérés, se présentait un état des bénéfices de la caisse d'escompte, publié par les partisans des hauts dividendes. Selon cet état, les premiers jugeoient que le dividende ne pouvoit pas aller au delà de 130 l., à moins que les statuts & les arrêts qui fixoient la maniere de le déterminer ne fussent violés. Les partisans du dividende modéré avoient encore pour eux l'intérêt de l'autorité à ce qu'il ne fût pas forcé, l'intérêt que la caisse elle-même avoit à ce qu'il ne s'élevât que par gradations, l'usage constamment suivi depuis la fixation du premier dividende jusqu'au premier semestre de 1784, usage qui consistoit à mettre en réserve une portion considérable des bénéfices; enfin l'espoir que les actionnaires sages s'opposeroient à la cupidité des actionnaires pressés de jouir. — Pour ce parti étoient donc

me on voit, si celui qui, pour 20 sols, auroit, par un *quine*, gagné un million, seroit repréhensible, parce qu'il auroit joué à mise & à chance très-inégales, & si ce ne seroit pas plutôt Monsieur de la loterie qui, avec un million, en acquitteroit 42 : car telle est la somme qu'il faudroit payer pour rendre la chance égale.

(1) Remarquez à ce sujet une singulière contradiction dans le reproche fait aux acheteurs & aux vendeurs de s'être prévalus de connoissances qui promettant aux uns & aux autres des avantages certains, rendoient les conditions inégales. Mais si ces connoissances promettoient à chacun des avantages certains, les conditions devenoient égales.

seulement la raison, la loi, le bien public, le bien de la caisse, la sagesse, la pudeur.

Qu'avoit-il contre lui ? L'interruption de l'usage dont nous venons de parler. On a vu plus haut qu'au premier semestre après la crise, les actionnaires avoient cru devoir fixer un dividende égal au précédent, soit dans la crainte qu'une diminution n'imprimât des doutes sur le bon état de la caisse, soit parce que ce dividende tenoit lieu de deux (1). Or, ce dividende égaloit les bénéfices apparens, c'est-à-dire, sans déduction des escomptes non réalisés, & ne laissoit rien en réserve. On avoit donc expressement dérogé aux statuts & aux arrêts, d'où les partisans du haut dividende concluoient que le système de l'administration étoit changé, & que dorénavant la même marche seroit suivie. Ces partisans étoient nombreux, puissans & capables des plus grands efforts; ils pouvoient, par leurs relations, se procurer de l'appui, inspirer de la crainte, manoeuvrer pour leurs intérêts avec le plus grand avantage. On annonçoit la certitude d'une majorité qui ayant fixé d'avance le dividende, étouffoit dans l'assemblée générale toutes les motions, toutes les réclamations des hommes sages & modérés. Cette certitude étoit soutenue d'une offre constante d'acheter des dividendes en se contentant d'une prime de 5 liv. une fois payée, & offrant de compter toute la différence qu'il y auroit entre le prix convenu du

(1) Il n'y en avoit point eu en Janvier 1784.

marché & celui qui seroit fixé par l'assemblée générale.

— Telles étoient les chances des hauts dividendistes.

Aujourd'hui que le sort du dividende est réglé, on ne voit, on ne veut voir que la disproportion de 5 liv. de prime à la différence de 35 ou 40 liv. que l'événement a rapportées par dividende aux vendeurs. On ne fait pas attention que cette prime étoit un sacrifice fait par les vendeurs de dividendes, quel que fût l'événement, & l'on oublie la disproportion des risques courus. Elle étoit telle que si on l'eût assujettie au calcul, il y avoit dix à parier contre un, & même beaucoup plus, que le parti du haut dividende l'emporteroit dans l'assemblée générale, & que le dividende seroit fixé à 200 liv. ; telle étoit cette opinion, qu'on regardoit la prime qu'accordoient les dividendistes modérés comme volontairement perdue, & qu'il se trouvoit dix acheteurs pour un vendeur. — Si donc il y avoit un calcul qui dût être flétri, certes ce n'étoit pas celui des vendeurs. Ils avoient tout contre eux, hors la raison & l'honnêteté publique. S'il étoit un calcul qui supposât cette certitude de gain, c'étoit assurément celui de leurs adversaires. Cependant l'arrêt du 24 récompense ceux-ci & punit les autres.

LES SPÉCULATIONS SUR LES DIVIDENDES SONT CONTRAIRES AU CRÉDIT PUBLIC.

Qu'est-ce que le crédit public ? Le gouvernement a, ou croit avoir besoin de fonds ; il emprunte ;

pour faciliter l'emprunt, il rend ses effets négociables ; la masse de ces effets forme ce qu'on appelle fonds publics ; la confiance du public dans ces fonds est ce qu'on appelle crédit public. Qui soutient le crédit public ? L'exactitude du gouvernement à ses paiemens, la sagesse de son administration ; le contraire le détruit. Quel est le rapport des spéculations sur les fonds publics avec le crédit public ? Elles ont pour base l'observation des événemens qui , dans l'opinion du spéculateur , doivent l'attaquer ou le renforcer. Le spéculateur en profite pour vendre ou pour acheter ; & selon qu'il a bien ou mal rencontré , il perd ou il gagne.

Comment ce rapport nuirait-il au crédit public ? S'il est d'un côté des spéculateurs peu délicats, capables de recourir au mensonge pour occasionner des variations à leur profit , n'est-il pas de l'autre des spéculateurs intéressés à rétablir la vérité ? L'opinion du crédit public vient donc toujours de sa véritable source ; & comme il faut des spéculateurs dans les fonds publics pour en soutenir la masse quand elle devient considérable, de la même manière qu'il faut des marchands magasiniers pour soutenir les manufactures en attendant la consommation , il est évident que c'est le gouvernement lui-même qui porte atteinte au crédit public en jetant la défiance parmi les spéculateurs, quand il intervient dans les spéculations sur les fonds par des actes d'autorité qui les entravent.

Encore une fois, ce ne sont ni les agiotages,

ni les jeux , ni les paris , ni les ventes à primes sur les fonds publics , qui sont repréhensibles ; ce sont les infidélités qui s'y introduisent comme dans toutes les autres transactions de la vie. Mais il est des loix , il est des tribunaux pour les punir , & c'est lorsque de telles infidélités restent impunies , c'est lorsque des proscriptions subites viennent confondre l'innocent avec le coupable , que le crédit public s'altère : car les honnêtes gens abandonnent une industrie qui ne peut plus tourner que contre leur honneur & leur propriété , & les frippons n'étant retenus par rien , parce qu'ils savent se soustraire à tout , restent les maîtres du prix des fonds publics , s'occupent en liberté à faire des dupes , & finissent par infester de la défiance qu'ils méritent l'objet dont on ne peut plus s'occuper avec honneur & sûreté.

CES SPÉCULATIONS NUISENT AU COMMERCE.

Dans quel sens entendez - vous ici le mot *commerce* ? S'agit - il du commerce des fonds publics ? Nous vous avons assez dit ce qui seul peut y nuire.

S'agit-il du commerce des marchandises ? C'est la concurrence du commerce des fonds publics en général qui peut lui faire tort. Accusez l'existence

des fonds publics qui ne peuvent pas plus se passer du commerce que les marchandises elles-mêmes.

CES SPÉCULATIONS SONT CONTRAIRES A
L'ORDRE PUBLIC.

A la vérité, les spéculations sur les fonds publics sont un moyen d'enrichir des individus aux dépens d'autres individus; mais quel est l'état de la société, quel est le commerce duquel on ne puisse pas en dire autant? Voilà pour l'ordre public en tant qu'il exprime l'harmonie de la société.

Que si, par *ordre public*, on entend les mœurs publiques, il est trop clair en effet que les spéculations en finances y sont contraires, comme les emprunts, comme les rentes viagères, en un mot, comme les fonds publics eux-mêmes. Mais encore une fois, remontez aux causes, sous peine d'être également injuste & inconséquent; remontez aux causes, & vous trouverez toujours que l'existence des fonds publics en nécessite le commerce; que ce commerce ne peut être soumis à d'autres règles que la bonne foi, & qu'il doit rester sous la sauve-garde des loix générales qui protègent la sûreté des transactions, de quelque nature qu'elles puissent être.

Ces détails me paroîtroient bien longs à moi-même, si je n'avois pas vu dans les pays étrangers quelle atteinte a porté au crédit de la nation &, s'il

est permis de le dire , à la considération que mérite notre ministère actuel , l'arrêt en faveur duquel plaident dans la société quelques penseurs trop peu accoutumés à généraliser leurs idées , ou trop habitués à considérer les affaires humaines dans un ordre de choses auquel nous sommes bien loin de pouvoir arriver brusquement... Je passe sous silence les frippons intéressés qui soutiennent la même cause pour d'autres motifs , ou ces imbécilles oracles de coteries qui parlent sans s'entendre.... *Il est ici question de ventes & de dividendes* , disoit l'un d'eux. — *Eh ! non* , lui répondit quelqu'un , *il n'est question que d'achats*. — *Achats !* repliqua le premier , *il n'y a point eu d'acheteurs , il n'y a eu que des vendeurs*..... Ce trait de sottise les peint à peu près tous , & il ne faudroit qu'en rire , si l'influence de leur jargon , de leur bon ton , de leurs graces prétendues , n'affoiblissoit pas , en confondant ainsi les idées & les mots , la morale universelle qui commande le respect sans bornes de la foi publique & particulière , toujours foulée aux pieds par une loi rétroactive.

Quel que soit le parti que prenne l'autorité sur la prohibition ou la tolérance à venir des spéculations dont il s'agit ici , il est du moins une vérité qu'on ne peut contester sans avouer le mépris le plus absolu de toute morale : c'est que la force rétroactive de l'arrêt du 24 Janvier doit être anéantie ; c'est que les marchés conclus avant que la loi ait parlé doivent être exécutés , & qu'on ne peut sans honte favoriser des

hommes qui n'ont sollicité la dissolution de leurs engagements qu'après la certitude acquise qu'ils perdroient à les remplir.

Pour peu qu'on y réfléchisse , on verra que l'intérêt public , l'honneur du gouvernement & de la nation , plus encore que tout autre motif , sollicitent la cassation d'un arrêt qui , autorisant à manquer à la bonne foi , sans penser qu'elle est l'ame du commerce & l'unique lien de la société , porte à tous deux la plus cruelle atteinte. On verra que cet arrêt répand des doutes sur la sûreté de toutes les transactions , rend toutes les propriétés incertaines , & compromet également dans l'opinion des étrangers , la justice du monarque & la modération de son ministère. On verra qu'il avilit la caisse d'escompte elle-même ou ses administrateurs , en montrant que dans un pays où le joueur qui , pour s'abstenir de payer sa perte , s'appuieroit de la loi contre les jeux de hazard , feroit déshonoré , les chefs d'une banque publique , les aristocrates du commerce ont été capables d'invoquer l'autorité , pour qu'elle annullât par une loi rétroactive des marchés , sur le seul motif qu'ils sont devenus onéreux à eux-mêmes ou aux actionnaires ; moins délicats en cette occasion que les joueurs les plus suspects des tripots les plus décriés. Certes la main de l'autorité servant ainsi des intérêts particuliers , des vengeances personnelles , ne peut que détruire toute confiance : car la confiance ne sauroit exister là où ce qui a été fait sous la foi

publique peut cesser d'être sacré. On verra qu'un tel arrêt met l'autorité législative en contradiction non-seulement avec l'opinion publique , mais avec les notions les plus communes de la probité ; ce qui est un mal , un très-grand mal , même en politique , parce que les hommes , & sur-tout les hommes honnêtes défapprennent ainsi à respecter les loix , & sont forcés de penser qu'on peut, en leur obéissant, être injuste & perdre l'honneur. Cela n'est-il pas évident ? L'acheteur qui paiera, malgré l'arrêt, ne sera-t-il pas doublement estimé , d'abord pour sa bonne foi , ensuite pour avoir rempli sa promesse , malgré le mauvais exemple & la loi qui l'en dispense ? Mais si ce sentiment est juste , quelle critique plus cruelle de l'arrêt ?...

Oh ! qu'il est dangereux de mettre les loix en opposition avec les mœurs , avec l'opinion publique ! Le législateur , les juges , auront beau flétrir les spéculations , ils auront beau décharger les frippons de leurs obligations : l'opinion publique ne leur en imprimera pas moins une tâche ineffaçable ; on n'en spéculera pas moins , & ce qui restera de l'acte précipité d'une autorité surprise , c'est le mépris de la loi , & la défiance universelle du pays esclave & du gouvernement inhospitalier où l'on respecte si peu l'accord éternel qui doit regner entre la législation & la morale

Puisse cet exemple récent en convaincre pour jamais le gouvernement ! Et puisse l'erreur que sans

doute il se fera gloire de rétracter , puisse cette erreur persuader au public que l'autorité qui , comme nous l'avons démontré , doit surveiller l'administration de la caisse d'escompte , ne devient redoutable , & ne fournit des argumens contre elle qu'alors qu'elle n'a pas réglé son inspection de maniere qu'il y ait constamment un œil ouvert sur cet établissement utile , facile à contenir dans sa destination & ses devoirs , une fois que des regles suffisantes les auront complètement déterminés.

CHAPITRE IX.

Des Objets sur lesquels doivent porter les Réglemens qui doivent diriger l'administration de la Caisse d'escompte.

Si l'on veut que la caisse d'escompte remplisse parfaitement son but , c'est-à-dire qu'elle soit à jamais aussi utile qu'elle peut l'être , il faut avant tout songer à l'affermir ; & l'on ne peut l'affermir qu'en lui assurant la confiance publique , celle de tous les états , de tous les ordres qui composent la société. Les réglemens auxquels il faut soumettre son administration doivent donc tendre à la permanence de cette banque ; & comme dans un établissement de cette nature , on ne peut pas séparer l'idée de la permanence de celle de la solidité , il s'ensuit

que la crainte de trop faire pour affermir la caisse d'es-compte ne doit point être écoutée ; que les vues pour sa prospérité doivent embrasser de grandes époques ; qu'il ne faut apprécier ses forces & juger son produit que dans une longue suite d'années.

Nous avons dit que les actionnaires doivent être envisagés comme une personne morale propriétaire d'un fonds de 17 millions $\frac{1}{2}$. Si l'on ne perd pas ce fonds de vue , si l'on n'oublie jamais que les dividendes représentent la rente de ce fonds & de ce fonds uniquement , on risquera peu de compromettre la solidité de la caisse , parce que probablement cette rente sera toujours considérable , comparativement au capital.

Mais si l'on perd de vue ce capital , c'est-à-dire , le fonds primitif & réel , & qu'on lui substitue celui que la fantaisie détermine à la Bourse , il est évident que la rente jugée d'après cette valeur paroîtra toujours très-chétive , & que la solidité de la caisse sera plus exposée , en raison de ce qu'on desirera toujours de proportionner la rente au capital fictif.

Tel est l'empire des mots , que si , au lieu de coter le prix de l'action par l'expression numérique de sa valeur , on eût seulement exprimé le rapport du bénéfice au capital primitif , jamais elle n'auroit atteint le prix extravagant auquel on l'a portée , parce qu'en exprimant ainsi ce rapport , on auroit toujours réveillé l'idée du capital primitif. Ainsi , par exemple , au lieu de coter l'action 8000 liv. , on l'auroit cotée

130 p. $\frac{2}{3}$ de bénéfice ; & qui ne se feroit pas demandé : Pourquoi les actions gagnent-elles 130 p. $\frac{2}{3}$?

Qu'a-t-on fait pour accréditer de plus en plus cette valeur fictive ? On a dit que le prix des actions étoit le thermometre de la confiance publique ; & comme cette assertion a séduit beaucoup de gens inattentifs en faveur des hauts dividendes, il est important d'en faire remarquer l'absurdité.

Le prix des actions seroit à un certain point le thermometre de la confiance , si le public pouvoit juger jour à jour des opérations de la caisse & de leur solidité ; mais il ne le peut pas : sa confiance repose donc uniquement sur les 17 millions $\frac{1}{2}$ qui en font le gage , & sur les soins d'une administration attentive à mettre au devant de ce gage des économies d'une telle consistance, qu'il devienne tous les jours moins probable que le gage puisse jamais être altéré.

Et veut-on une preuve bien simple que la confiance publique n'est pas constamment attachée au prix de l'action ? Il n'y a qu'à se demander si dans le cas où il y auroit dans la caisse d'escompte , outre les 17 millions $\frac{1}{2}$ de fonds , une somme pareille d'économies , & où le dividende ne seroit fixé qu'à 120 liv. par semestre , la confiance du public en diminueroit ? Non sans doute , & cependant un tel dividende feroit beaucoup baisser l'action du prix fictif qu'elle a en ce moment. La confiance du public

blic diminuera , quand il pourra craindre que le fonds capital est exposé à diminuer ; & le public ne le craindra pas , tant qu'il verra l'action valoir plus que le fonds qui la représente. Tant que les choses en sont là , loin de graduer sa confiance , le public ne songe pas au thermometre ; il n'y regarde pas même , & voilà l'ordre de choses qu'il suffit de maintenir.

Ce n'est donc point le dividende qu'il s'agit de fixer d'avance par un règlement , comme quelques personnes le prétendent ; on peut raisonnablement se livrer à l'espérance qu'il sera toujours assez haut. Il faut se contenter d'empêcher que , déterminés trop tôt par leur intérêt mal entendu & par un état brillant de bénéfices , les actionnaires ne puissent fixer trop haut le dividende , relativement au but d'affermir la caisse , & aux futurs contingens qui peuvent nuire à ce but. Pour cela il suffiroit peut-être de fixer :

1°. LA PLUS HAUTE AUGMENTATION QUE L'ON PUISSE FAIRE AU DIVIDENDE A CHAQUE SEMESTRE , SAUF RÉVISION A CET ÉGARD DE LOIN EN LOIN.

2°. LA SOMME DE BÉNÉFICES SANS LAQUELLE LE DIVIDENDE NE POURRA JAMAIS ÊTRE AUGMENTÉ.

De cette manière on ne s'asservira point à ne pas diminuer le dividende , engagement qu'il seroit absurde & dangereux de contracter. Il faut sans doute s'efforcer de n'être jamais dans le cas de le diminuer ; rien n'est plus sage , & c'est précisément

pour cela qu'on ne doit se permettre de l'élever que par la marche la plus lente & la plus réfléchie.

Il est un autre règlement qui n'est pas moins important, non-seulement pour la sûreté de la caisse, mais pour que ses services soient distribués avec l'équité que le public doit attendre d'elle.

Nous avons dit en parlant des droits du public sur la caisse d'escompte, qu'elle doit faire jouir tous les commerçans & tous les particuliers qui, par leur situation & leur conduite, méritent d'être accrédités à cette banque, des avantages en retour desquels ces mêmes commerçans ou particuliers lui accordent une confiance dont elle retire ses profits. Les grandes richesses sont certainement un titre pour attirer du crédit à la caisse d'escompte; mais il est un autre genre de solidité qui, loin d'y mériter du mépris, doit assurer à ceux qui le possèdent une part en quelque sorte privilégiée dans le crédit que cette banque dispense: telles sont la probité reconnue, des mœurs dignes de confiance, une conduite éprouvée, une intelligence exercée dans les affaires. Les commerçans ou les particuliers qui ont acquis cette réputation méritent d'autant mieux de trouver des facilités à la caisse d'escompte, qu'en général ils proportionnent mieux les risques à leurs facultés, & qu'ils se tiennent mieux en garde contre les entreprises où le hazard a plus de part que de sages calculs. Si l'on considère attentivement & sans se laisser éblouir par les sommes considérables dont la

renommée compose généreusement la fortune de quiconque fait se donner l'éclat de la richesse ; si l'on considère , dis-je , ce qui constitue la vraie solidité d'un négociant , celle qui est relative au crédit ; on trouvera que ce sont principalement les qualités que nous venons de rappeler. Les grands moyens conduisent aux grandes entreprises ; & même lorsque l'ostentation se mêle aux affaires , il n'est pas rare de voir un millionnaire courir plus de risques , proportionnellement à ses moyens , que celui dont la fortune est médiocre.

Il y a d'ailleurs de grands inconvéniens à ce qu'une banque de secours ne suive pas les antiques principes sur les vraies conditions du crédit.

Non-seulement le commerce n'est plus aidé dans la classe où il en a le plus besoin , où les secours peu coûteux s'appliqueroient le mieux , mais le but d'une banque dont la principale utilité est de faire baisser l'intérêt de l'argent de manière à favoriser le commerce , les arts & l'agriculture , n'est rempli que bien imparfaitement , parce que le bas prix des secours , lorsqu'ils sont accordés de préférence à la richesse , à la pompe des affaires , se perd dans les mains ostentatrices ; il ne seroit même point étonnant que l'argent n'en devînt que plus rare & plus cher pour les autres qu'il ne l'étoit avant l'établissement de cette banque. Et , pour le dire en passant , on voit bien qu'à Paris , depuis l'établissement de la caisse d'escompte , l'agiotage des effets publics

ou commercables s'est fort accru ; mais on ne voit pas que cette banque ait fait encore une sensation remarquable à l'avantage des autres parties certainement plus intéressantes pour un empire agricole, & qui devoient s'en ressentir.

D'un autre côté, en ne répandant pas, en ne disséminant pas, pour ainsi dire, les faveurs de l'escompte par-tout où elles peuvent l'être sans s'écarter des règles de la prudence, en les laissant, au contraire, envahir aux gens à grandes & bruyantes affaires, les banques de secours occasionnent un mal très-réel & très-digne d'attention. Un petit nombre de banquiers ne tarde pas à s'y rendre infiniment redoutable à tout le commerce. Bientôt tout doit se plier à leurs vues ; que dis-je ? ces banquiers deviennent les arbitres mêmes des opérations de finance nécessaires au gouvernement ; ils vont jusqu'à se faire craindre des ministres aussi long-tems que ceux-ci ne sont point initiés dans les combinaisons secrètes, dans les ruses de la politique de l'agiotage, laquelle, sans contredit, n'est pas la moins astucieuse, & dont ces banquiers, grands adeptes en ce genre, se servent avec une haute supériorité pour assurer leur influence.

Remarquons encore que la préférence dont nous parlons produit un autre effet très-fâcheux pour le bien général des affaires. Dès qu'on fait qu'un certain nombre de banquiers jouit à la banque de secours d'une faveur extraordinaire, toutes les af-

faïres se portent chez eux avec affluence ; ce qui ne manque pas de jeter une espece de discrédit sur les maisons moins favorisées : car on peut s'en fier à la soif insatiable des grandes affaires & à la vanité qu'elles exaltent , pour que les correspondances des privilégiés de la banque retentissent du crédit sans bornes dont ils jouissent auprès d'elle à l'exclusion de tous autres.

Qui ne sent d'ailleurs que si les motifs du crédit reposent uniquement sur la réputation des grandes affaires & sur l'appareil qu'on leur donne , tous les bons principes s'altéreront , & qu'on cherchera plutôt à obtenir la réputation qui donne le crédit , qu'à la mériter.

Enfin , lorsqu'une classe particuliere de banquiers a une part presque exclusive aux faveurs d'une banque publique , le poids des circonstances difficiles tombe entièrement sur les commercans moins protégés ; & la banque étant obligée de resserrer alors les escomptes , ses favoris n'en font que plus ardens à profiter de leur privilege exclusif.

Seroit - ce l'histoire de la caisse d'escompte que nous venons de tracer ? Il est du moins parfaitement sûr qu'elle ne généralise pas ses secours. C'est un reproche que l'on peut & que l'on doit faire hautement à l'administration de la caisse d'escompte , que le marchand , le manufacturier , le particulier même qui se présenteroit modestement pour escompter quelque bon papier , seroit renvoyé

avec mépris , comme ne figurant pas dans la liste des gens d'affaires. Eh ! qui fait si dans l'état actuel des choses , plus d'un commerçant très-solide n'a pas vu repousser son papier même , chargé des signatures les plus brillantes , parce que dans la diversité des opinions qui se sont élevées sur les dividendes , il ne s'est point rangé de l'avis des administrateurs , ou ne leur a pas montré un dévouement assez illimité ?

Il est pourtant un article des réglemens intérieurs de la caisse d'escompte qui porte ces propres mots : » Comme l'avantage permanent de la caisse » ne peut résulter que de son utilité plus générale , les » administrateurs de semaine *répondront l'escompte sans acception de personnes . . .* SANS ACCEPTION DE PERSONNES ! Certes l'administration changera de forme & de principes avant que cette résolution soit suivie : car il est impossible d'en attendre l'exécution à moins d'une vertu surnaturelle des administrateurs de la caisse d'escompte , qui joignent à cette qualité d'administrateurs celle de marchands d'actions , de banquiers , de gens d'affaires.

Quoi qu'il en soit , s'il faut que toute cause ait son effet , nous serions bien surpris que le désintéressement & l'impartialité caractérisassent la distribution des facilités que la caisse d'escompte annonça au moment où elle avoit à briguer la faveur publique.

Tout lecteur attentif sentira maintenant que le seul moyen de prévenir les partialités des admi-

nistrateurs, c'est de faire une regle qui balance l'effort de leur intérêt. Cette regle consisteroit, ce nous semble, à déterminer une somme au de là de laquelle on ne pût plus escompter de lettres de change à la même maison. Peut-être seroit-il fort à souhaiter qu'une telle regle eût été faite à l'instant même de la création de la caisse d'escompte; mais de ce qu'elle ne l'a pas été, il ne s'ensuit point qu'elle ne doive pas l'être. Nous ne concevons pas comment une administration pénétrée de l'esprit public qui doit la diriger, peut se passer de cette regle, sans être tourmentée chaque jour de la très-pénible alternative de déplaire aux particuliers que son devoir est de servir, ou de compromettre la sûreté de la caisse qui lui est confiée. Au reste, une telle regle existe partout ailleurs qu'à Paris, & l'on a statué dans les réglemens éventuels d'une caisse d'escompte qui s'établit à Gênes en ce moment, qu'elle n'accorderoit pas à la maison la plus riche (cette ville en renferme plusieurs qui ne le cedent en richesses à celles d'aucun pays) un crédit qui excédât la somme de 50,000 écus.

C'est au petit nombre d'hommes qui ont une grande connoissance de Paris, de son commerce, de ses affaires, de ses rapports, à déterminer en détail cette regle & les moyens d'en assurer l'exécution. Pour nous, qui devons nous renfermer dans des considérations générales, nous ajouterons seulement que si l'on doutoit encore après tout ce qui précède, de la

nécessité de sauver la caisse d'escompte des suggestions de l'intérêt personnel, il ne faudroit que réfléchir à un des articles des réglemens intérieurs de l'administration ; article que le secret dans lequel il est enveloppé accuse seul assez de toutes les fâcheuses conséquences qui en découlent.

» Les administrateurs, porte cet article, ne pouvant dans aucun cas perdre leurs droits d'actionnaires, il est spécialement entendu qu'ils jouiront constamment du nombre de voix proportionné au nombre d'actions dont ils seront propriétaires ».

Il est aisé de sentir quel avantage immense donne aux administrateurs cet article pour résister dans l'assemblée générale aux voix qui s'élèveroient contre leurs vues, & qui dans la première chaleur qu'excite toujours un avis honnête & fortement exprimé, pourroient entraîner la pluralité des suffrages ? N'étoit-ce donc pas assez du crédit que donne la seule qualité d'administrateur ? Falloit-il encore y joindre un moyen physique de faire prévaloir la volonté de l'administration ? Pour peu qu'on réfléchisse à cet article, qui certainement auroit dû être connu du public, on sentira la nécessité de l'abroger, & de ne laisser aux administrateurs dans l'assemblée générale d'autre force que celle qui naît d'une connoissance plus intime des affaires de la caisse, & des plus grands moyens que cette connoissance leur donne d'appuyer

leur avis de toutes les considérations dont il est susceptible.

Craindra-t-on d'affoiblir par-là l'administration, & de commettre une injustice, parce que les administrateurs ne retirent aucun honoraire des services qu'ils rendent ? Nous répondrons que les administrateurs de la caisse ne doivent avoir qu'un très-petit nombre d'actions (1) ; qu'il doit leur être interdit d'en faire le commerce sous quelque forme que ce puisse être, & qu'il faut payer généreusement leurs services. Sans doute il vaut mieux réduire les bénéfices de la caisse par cette dépense, que de l'exposer à une administration dangereuse : car il faut reléguer dans les romans le défintéressement sur lequel il semble qu'on ait compté, en exigeant que les administrateurs ne retirassent aucune rétribution de leurs services. Peut-on croire sérieusement qu'ils sacrifient leur tems & leurs soins à l'honneur de diriger la caisse ? Et que de moyens n'ont-ils pas pour composer avec leur conscience ? Il y a si loin du défintéressement à la fraude ! En se favorisant, eux, leurs amis, leurs associés, ceux qui leur donnent une part dans leurs spéculations, n'ont-ils pas de quoi se dédommager largement de leur générosité apparente ?

(1) On ne sauroit trop inviter ceux qui travaillent à former des banques de secours dans le royaume, d'imiter la caisse qui s'établit à Gênes, & dans laquelle, comme nous l'avons observé, aucun actionnaire ne peut posséder qu'un nombre déterminé d'actions.

Nous terminerons ici des observations que le seul amour de la vérité nous a suggérées ; & si quelqu'un de ceux dont nous avons heurté les opinions étoit tenté d'en douter , nous le priérons de citer une ligne d'aucun de nos ouvrages qu'un autre intérêt ait dictée.

Veut-on savoir , au reste , quel homme d'Etat je prends pour garant des principes répandus dans cet écrit , où l'on ne manquera pas de me chercher des crimes , qu'on lise la lettre suivante :

» Le Roi a vu avec mécontentement dans le
» mémoire des administrateurs & des commissaires
» de la caisse d'escompte , des principes qui annon-
» çoient l'opinion d'une prétendue indépendance re-
» lativement à la gestion des affaires de la caisse
» d'escompte. Si de telles erreurs ne peuvent être
» imputées qu'à quelques actionnaires , aucun ne
» doit perdre de vue que le Roi en a autorisé l'é-
» tablissement , moins pour favoriser ceux qui l'ont
» proposé , que pour l'avantage du commerce de
» ses sujets , & que lorsqu'en même tems S. M. lui
» a permis de mettre en circulation un papier re-
» présentatif du numéraire que le public y dépose-
» roit , elle s'est nécessairement réservée , & a même
» me , pour ainsi dire , contracté envers ses peuples
» l'engagement de surveiller continuellement &
» de régler toutes les fois qu'il en seroit besoin ,
» les opérations de cet établissement ; qu'un acces-

» foire auffi important est lié trop intimement à
» l'Etat pour qu'il puisse n'être considéré que com-
» me une société particulière , dirigée entièrement &
» uniquement par les membres qui la composent.
» — S. M. n'a jamais entendu empêcher que les
» actionnaires disposassent à leur gré de tout ce
» qui concerne leurs intérêts particuliers , lorsqu'ils
» n'ont rien de contraire à l'intérêt général auquel
» ils sont subordonnés ; mais s'ils s'en écartent ,
» s'ils compromettent la sûreté même de la caisse ,
» s'ils contreviennent aux regles qui servent de base
» à la confiance publique , il est indispensable que
» l'autorité intervienne pour les y ramener. — C'est
» donc mal à propos qu'on a supposé dans les repré-
» sentations , que l'arrêt du 16 Janvier , qui ne fait
» que remettre en vigueur la loi de l'établissement ,
» qui n'ordonne que ce qu'exigent les premiers prin-
» cipes de la justice distributive , & dont l'exécu-
» tion ne peut qu'être utile aux véritables intérêts
» de la caisse d'escompte , porte atteinte à la liberté
» & à la propriété des actionnaires. Il n'est pas
» moins étonnant qu'ils paroissent craindre que cet
» arrêt ne fasse tort à leur crédit , lorsqu'au con-
» traire il ne tend qu'à le consolider de plus en
» plus , en assurant le maintien d'une sage propor-
» tion entre les bénéfices partageables & les fonds
» en réserve , dont l'accroissement graduel doit con-
» tribuer essentiellement au soutien de l'établisse-
» ment «.

Et quel est l'auteur de cette lettre qui semble offrir l'analyse de notre ouvrage ? — M. de Calonne, contrôleur général des finances. — Je le louerois fort mal : car je ne fais , ni ne veux savoir louer les hommes en place. Je dirai seulement qu'on ne me persuadera pas que celui qui , dès l'entrée de son ministère , rétablissant un contrat cassé par son prédécesseur , a déclaré *que le Roi veut & entend manifester . . . en toute occasion , que tout engagement . . . contracté sous la foi publique sera toujours à ses yeux inviolable & sacré* (1) ; que celui qui a rendu la vie & l'honneur à la caisse d'escompte , en anéantissant le papier - monnaie ; sauvé cette banque d'une révolution nouvelle , par l'arrêt du 16 Janvier , & tracé de la manière la plus lumineuse & la plus sage , dans la lettre qu'on vient de lire , la théorie qui doit la diriger ; on ne me persuadera pas que ce même administrateur soit l'auteur de l'arrêt du 24 , ou du moins que dans l'immensité de ses occupations , on ne l'ait pas surpris à sa sagesse , par l'extrême précipitation avec laquelle il a été sollicité.

(1) Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 9 Novembre 1783.

PIECES
JUSTIFICATIVES.

PIECES
JUSTIFICATIVES.

PIECES JUSTIFICATIVES.

N^o. I.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Portant Établissement d'une Caisse d'Escompte.

Du 24 Mars 1776.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur la requête présentée au roi , étant en son Conseil , par Jean-Baptiste-Gabriel Besnard , contenant : qu'il desireroit établir dans la capitale une caisse d'escompte , dont toutes les opérations tendroient à faire baisser l'intérêt de l'argent , & qui présenteroit un moyen de sûreté & d'économie au public , en se chargeant de recevoir & tenir gratuitement en recette & en dépense , les fonds appartenans aux particuliers qui voudroient les y faire verser ; qu'à cet effet , il supplieroit Sa Majesté de vouloir bien l'autoriser à former une compagnie d'actionnaires , aux offres , clauses & conditions ci-après énoncées.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les actionnaires qui composeront ladite compagnie seront associés en commandite , sous la dénomination de *Caisse d'Escompte*.

I I.

Les opérations de ladite caisse consisteront : premièrement , à escompter des lettres de change & autres effets commercables , à la volonté des administrateurs , à un taux d'intérêt qui ne pourra , dans aucun cas , excéder quatre pour cent l'an ; secondement , à faire le commerce des matieres d'or & d'argent ; troisièmement , à se charger en recette & en dépense , des deniers , caisses & paiemens des particuliers qui le désireront , sans pouvoir exiger d'eux aucune commission , rétribution ou retenue quelconques , & sous quelque dénomination que ce puisse être.

I I I.

La compagnie n'entend , en aucun cas , ni sous quelque prétexte que ce soit , emprunter à intérêt , ni contracter aucun engagement qui ne soit payable à vue ; elle s'interdit tout convoi de marchandises , expédition maritime , assurance & commerce quelconque , hors celui qui est précisément désigné en l'article précédent.

I V.

Il sera fait par lesdits actionnaires un fonds de
quinze

quinze millions de livres , pour lesquels il leur sera délivré *cinq mille actions* de *trois mille livres* chacune , qu'ils payeront en argent comptant , en un seul paiement ; desquels *quinze millions* il y en aura *cinq* qui serviront à commencer les opérations de ladite caisse d'escompte , & les autres *dix millions* seront déposés au trésor royal le 1^{er}. Juin 1776 , pour sûreté des engagements de ladite caisse , ainsi & de la manière qu'il sera expliqué par l'article VI ; lesquels *dix millions* , Sa Majesté fera suppliée d'accepter à titre de prêt , & de donner pour valeur des quittances de finance du garde dudit trésor royal , pour *treize millions* , payables en treize années , afin d'opérer le remboursement du capital & le paiement des intérêts de ladite somme de *dix millions* ; lesquelles quittances de finance seront divisées & acquittées en *vingt-six paiemens* égaux , de *cinq cens mille livres* chacun , dont le premier sera échu & payable le 1^{er}. Décembre 1776 , & qui continueront ainsi de six en six mois , les 1^{ers}. de Juin & de Décembre de chaque année , jusques & compris le 1^{er}. Juin 1789.

V.

Pour sûreté desquels paiemens , tels qu'ils sont stipulés en l'article précédent , Sa Majesté sera suppliée d'affecter les produits de la ferme des postes , & d'ordonner au garde de son trésor royal , en exercice chaque année , de délivrer au caissier de

ladite compagnie, en paiement de la quittance de *cinq cens mille livres* qu'il aura à recevoir à chaque époque, une assignation sur l'adjudicataire de ladite ferme des postes.

V I.

Les *treize millions de livres* qui forment le montant total des quittances de finance ci-dessus mentionnées, ou ce qui en restera dû, eu égard aux paiemens qui auront été faits, demeureront spécialement affectés à la sûreté & garantie générale des opérations de ladite caisse : & ne pourront en aucun cas, les administrateurs d'icelle, vendre, aliéner, transporter, ni hypothéquer la portion des quittances de finance qui se trouvera non remboursée.

V I I.

Ladite caisse d'escompte sera ouverte le 1^{er}. Juin prochain, en tel endroit de la ville de Paris que la compagnie des actionnaires jugera à propos de fixer.

V I I I.

Lesdites actions seront imprimées conformément au modele joint à la présente requête, & numérotées depuis le numéro *un*, jusques & compris le numéro *cinq mille* : elles seront signées par le caissier général, & contrôlées par deux des administrateurs de ladite caisse.

I X.

Le sieur de Mory sera nommé provisoirement caissier général de ladite caisse d'escompte ; il recevra en conséquence toutes les sommes qui composeront les *quinze millions* de fonds de ladite caisse ; & il remettra à ceux qui desireront s'y intéresser , les reconnoissances portant promesse de leur délivrer le nombre d'actions dont ils lui auront fourni la valeur , à raison de trois mille livres par action.

X.

Le sieur de Mory fera avertir les actionnaires par une affiche qui fixera , au moins dix jours à l'avance, le jour & le lieu de la premiere assemblée générale dans laquelle tout porteur de vingt-cinq actions aura entrée & voix délibérative pour le choix des administrateurs de ladite compagnie.

X I.

Les opérations de ladite compagnie seront régies par sept administrateurs qui seront élus , à la pluralité des suffrages , dans ladite premiere assemblée générale ; lesquels seront tenus , dans leur administration , de se conformer à ce qui sera déterminé par délibérations dans les assemblées générales : ils nommeront les employés , fixeront leurs appointemens , & pourront les révoquer ; le tout de la ma-

niere & ainsi qu'ils le jugeront nécessaire pour le bien & l'avantage de la compagnie.

X I I.

Chaque administrateur de la compagnie fera tenu d'être propriétaire de cinquante actions de ladite caisse, & de les remettre trois jours après son élection dans le dépôt dont il sera ci-après parlé ; & faute par lui de faire ledit dépôt, son élection sera nulle.

X I I I.

Aucun des administrateurs ne pourra être destitué, si ce n'est par les suffrages des deux tiers des actionnaires présens dans une assemblée générale, ou par la voix unanime des six autres administrateurs, ou en cessant de conserver au dépôt de la compagnie, les cinquante actions, conformément à l'article précédent.

X I V.

Les honoraires des administrateurs seront pris sur les bénéfices de ladite caisse, & dans aucun cas, sur les quittances de finances ou assignations représentatives des *treize millions* ci-dessus énoncés ; ils n'auront même aucun honoraire, jusqu'à ce que le bénéfice forme un objet de *cent cinquante mille livres* par semestre & au dessus ; dans ce cas seu-

lement, ils préleveront le dixieme desdits bénéfices qui sera partagé entr'eux en portions égales.

X V.

Il sera tenu tous les ans, deux assemblées générales des actionnaires, dans les mois de Janvier & de Juillet, pour délibérer sur les affaires de la compagnie, pour recevoir & examiner le compte du semestre qui aura précédé l'assemblée, lequel compte sera certifié véritable & signé par les administrateurs, & pour statuer sur la fixation du dividende à répartir aux actionnaires pour les six mois écoulés.

X V I.

Pour parvenir à la fixation de ce dividende, il sera produit par les administrateurs un compte détaillé des bénéfices qui auront été faits & réalisés dans le semestre écoulé, déduction faite de tous frais d'administration & des pertes, s'il y en a : sur ces bénéfices nets, lorsqu'ils excéderont *cent cinquante mille livres* dans un même semestre, & non autrement, il en sera prélevé un dixieme pour être partagé par portions égales entre les administrateurs, ainsi qu'il est dit ci-dessus : ce dixieme prélevé, il sera ajouté au bénéfice restant les *cinq cens mille livres* qui auront été remis pour partie des *treize millions* ; & ce sera sur ce total que les actionnaires détermineront, à la pluralité des suffrages, la somme qu'ils jugeront

à propos de répartir , à titre de dividende , sur leurs actions pour le semestre échu ; en conséquence , la première fixation se fera en Janvier 1777 , pour le restant de la présente année , & ensuite de six mois en six mois , & non autrement.

X V I I.

Il sera ouvert à ladite caisse un dépôt d'actions , tant pour celles que les actionnaires désireront y placer à l'abri de tous accidens , vols , incendies ou autres , & d'où ils pourront les retirer toutes les fois qu'ils le voudront , que pour celles qu'on auroit intention d'y remettre en vertu d'actes devant notaires , & enfin pour celles dont le dépôt seroit ordonné par justice.

X V I I I.

Ladite caisse d'escompte sera réputée & censée être la caisse personnelle & domestique de chaque particulier qui y tiendra son argent ; & elle sera comptable envers lesdits particuliers , de la même manière que le seroient leurs caissiers domestiques.

VU ladite requête , les offres faites & les conditions proposées : Ouï le rapport du sieur Turgot , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur-général des finances ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a autorisé & autorise ledit Jean - Baptiste - Gabriel

Besnard à former l'établissement de ladite caisse d'escompte, sous les conditions ci-dessus énoncées, sans néanmoins entendre par ladite autorisation, apporter aucun changement à la liberté dont ont joui & continueront de jouir les banquiers, négocians & autres, d'escompter, de faire le commerce des matieres d'or & d'argent, & de recevoir les deniers des particuliers qui desireroient les leur remettre. Et Sa Majesté acceptant l'offre faite de remettre *dix millions* au trésor royal, au 1^{er}. Juin prochain, a ordonné & ordonne au sieur Savalette, garde de son trésor royal, en exercice, de remettre pour valeur, tant du capital que des intérêts, *vingt-six quittances* comptables de *cinq cens mille livres* chacune, payables en *treize années*, de six mois en six mois, dont la premiere aura pour époque de paiement le 1^{er}. Décembre 1776; la seconde, le 1^{er}. Juin de l'année 1777, ainsi de suite, lesquelles quittances seront expédiées au profit de la compagnie, pour être payées à chaque échéance, par le garde du trésor royal en exercice, sur la quittance du caissier général, en une assignation aux mêmes termes sur l'adjudicataire général de la ferme des postes, qui demeure spécialement affectée pour sûreté du paiement desdits *treize millions*: seront les quittances de finance du garde du trésor royal, qui seront remboursées à chaque époque, déchargées par le garde des registres du contrôle général des finances, qui en aura fait l'enregistrement: &

seront sur le présent arrêt, toutes lettres patentes nécessaires expédiées. Fait au conseil d'Etat du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-quatrième Mars mil sept cent soixante seize. Signé, DE LAMOIGNON.

N^o. II.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui, en dérogeant à celui du 24 Mars 1776 dispense le sieur Besnard de verser au Trésor Royal les dix millions qu'il y devoit porter aux termes dudit Arrêt : Ordonne que les deux millions qui y sont déposés, lui seront rendus, & que les fonds de la Caisse d'Escompte seront de douze millions seulement, divisés en quatre mille actions de trois mille livres chacune, pour être employées en totalité aux opérations de ladite Caisse.

Du 22 Septembre 1776.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur la requête présentée au roi, étant en son conseil, par Jean-Baptiste-Gabriel Besnard, contenant : que par arrêt du conseil du 24 Mars 1776, il a été autorisé à former une compagnie d'action-

naires pour l'établissement d'une caisse d'escompte , avec un capital de quinze millions de livres , dont Sa Majesté avoit été suppliée d'accepter dix millions à titre de prêt , aux clauses & conditions énoncées dans ledit arrêt ; & les cinq millions restant , étoient destinés aux opérations de ladite caisse : qu'en s'occupant , en vertu de cette autorisation , à former la compagnie , il avoit reconnu qu'il seroit plus conforme aux vues des actionnaires de ne former qu'un capital de douze millions de livres , pour être employés en totalité aux opérations d'escompte & au commerce des matières d'or & d'argent , & de ne point verser dix millions au trésor royal : qu'il supplioit en conséquence Sa Majesté de vouloir bien l'autoriser à former un établissement avec un capital de douze millions de livres seulement , divisé en quatre mille actions de trois mille livres chacune ; de renoncer à l'offre du prêt de dix millions , & d'annuler les dispositions de l'arrêt du 24 Mars 1776 , relatives , tant à ce prêt qu'au fonds de quinze millions , auquel devoit être porté celui de la caisse d'escompte. A quoi voulant pourvoir ; vu ladite requête : ouï le rapport du fleur de Clugny , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur-général des finances ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a ordonné & ordonne ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les dispositions de l'article IV de l'arrêt du

conseil dudit jour 24 Mars 1776, demeureront sans effet, ainsi que tout ce qui y est relatif dans les articles V, VI, VIII, IX, XIV & XVI, & dans le prononcé dudit arrêt, qui se rapporte auxdits articles, & qui concerne le prêt de dix millions à faire : en conséquence, ladite caisse d'escompte ne versera point au trésor royal les dix millions qu'elle devoit y déposer; ordonne Sa Majesté que la somme de deux millions qui y avoit été portée à compte, sera remise en espèces audit Besnard & compagnie, ou au caissier nommé par les administrateurs de la caisse d'escompte, & spécialement autorisé par eux pour recevoir lesdits deux millions; à la charge d'en donner quittance au garde du trésor royal, en la forme ordinaire, & de lui rapporter les quittances de finance ou récépissés qui auroient pu être expédiés.

I I.

Le fonds de ladite caisse d'escompte demeurera fixé à douze millions de livres, divisé en quatre mille actions de trois mille livres chacune, lesquelles seront numérotées depuis le N^o. 1^{er}. jusques & compris le N^o. 4000, signées par le caissier général, & contrôlées par deux des administrateurs de ladite caisse.

I I I.

Veut au surplus Sa Majesté, que l'arrêt du conseil dudit jour 24 Mars 1776, soit exécuté & ait son

effet pour tout ce à quoi il n'a pas été dérogé par le présent arrêt. Fait au conseil d'Etat du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-deux Septembre mil sept cent soixante-seize. *Signé*, AMELOT.

N^o. III.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Concernant l'administration de la Caisse
d'Escompte.*

Du 7 Mars 1779.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sa Majesté s'étant fait rendre compte des opérations de la caisse d'escompte, a vu avec satisfaction les progrès de cet établissement, & que pendant les six derniers mois de l'année révolue, on avoit escompté plus de trente-trois millions de lettres de change, à l'intérêt de quatre pour cent par an : Sa Majesté a pensé que tels avantages, procurés au commerce, méritoient toute sa protection ; & elle a écouté favorablement la demande qui lui a été faite par les actionnaires & par les administrateurs, pour qu'elle voulût bien fixer, par un arrêt de son conseil, les dispositions qui avoient été jugées les plus propres à maintenir l'ordre dans l'administration

de cette caisse , & à lui conserver la confiance publique. En conséquence , vu l'avis des administrateurs actuels de la caisse d'escompte , & la délibération des actionnaires du 12 Janvier de cette année : Oûi le rapport ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a ordonné & ordonne ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les nombre des actions demeurera fixé à quatre mille , formant un capital de douze millions d'argent comptant dans la caisse d'escompte.

I I.

Lesdits fonds seront uniquement employés à escompter des lettres de change ou autres effets , à échéance fixe , commercables.

I I I.

L'escompte demeurera fixé à quatre pour cent par an , en tems de paix , & à quatre & demi en tems de guerre.

I V.

A moins qu'il n'en soit autrement délibéré par les actionnaires , les administrateurs demeureront , comme ils sont aujourd'hui , au nombre de treize , dont , à commencer de Janvier 1780 , deux sortiront par ancienneté , ou par le sort , suivant & de

la maniere qu'il en sera décidé par les actionnaires , à la premiere assemblée générale.

V.

Pour remplacer les deux administrateurs sortans , le corps de l'administration , assemblé extraordinairement à ce sujet , la veille seulement de l'assemblée générale des actionnaires , proposera à ladite assemblée quatre actionnaires , entre lesquels ladite assemblée en choisira deux à la pluralité des voix.

V I.

Les administrateurs qui seront sortis de place , pourront , au bout de deux ans , être présentés de nouveau aux actionnaires , & faire partie des quatre qui leur seront proposés pour chaque élection.

V I I.

Chaque administrateur devra avoir vingt - cinq actions à lui appartenantes , qui devront être déposées à la caisse d'escompte , tant qu'il sera administrateur.

V I I I.

Chaque actionnaire , pour avoir entrée dans l'assemblée générale , devra déposer la veille du jour indiqué , chez le caissier général de la caisse d'escompte , vingt-cinq actions , dont il lui sera fourni

un récépissé , sur la représentation duquel il entrera dans ladite assemblée.

I X.

Le dividende sera fixé , à la fin de chaque semestre , sur les profits qui auront eu lieu pendant ledit intervalle , & d'après le compte qui en sera rendu auxdits actionnaires , par les administrateurs , dans les assemblées générales qui se tiendront à cet effet au commencement de Janvier & de Juillet.

X.

Les administrateurs feront , pour le régime intérieur de l'administration , tels réglemens qu'ils jugeront le plus convenables à l'ordre & à la sûreté des intérêts qui leur seront confiés.

X I.

Sur l'offre faite par les administrateurs actuels , leur administration sera gratuite ; & cette condition ne pourra être changée que par une délibération des actionnaires.

X I I.

Veut au surplus Sa Majesté , que les arrêts du conseil des 24 Mars & 22 Septembre 1776 , soient exécutés , & aient leur effet pour tout ce à quoi il n'a pas été dérogé par le présent arrêt. Fait

au conseil d'état du roi, Sa Majesté y étant, tenu
à Versailles le sept Mars mil sept cent soixante-dix-
neuf. *Signé*, AMELOT.

N^o. IV.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Concernant la Caisse d'Escompte.

Du 27 Septembre 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur ce qui a été représenté au roi, étant en son conseil, de la part des administrateurs de la caisse d'escompte, que la rareté du numéraire opérée par les circonstances de la guerre, qui ont empêché l'importation annuelle & régulière des matieres d'or & d'argent, en même tems que les especes ont été exportées au loin, a forcé le commerce, & sur-tout celui de la ville de Paris, où ce vuide se fait plus particulièrement sentir, à recourir à la ressource que le gouvernement a voulu lui ménager, en autorisant l'établissement de la caisse d'escompte:

Que leur zele à secourir le commerce, les a engagés à escompter autant de lettres de change & de bons effets sur particuliers qu'il s'en est présenté, & qu'admis à payer ces lettres de change en argent

ou en billets de caisse au porteur, la confiance du public envers cette caisse les a mis dans le cas d'augmenter le nombre desdits billets en proportion des besoins des commerçans, mais que la ressource sur laquelle le commerce a dû compter pour remettre du numéraire dans la circulation, se trouvant retardée dans ses effets, il en résulteroit pour la caisse d'escompte un embarras momentané de continuer au public la facilité des escomptes, dans l'impossibilité de payer en especes, & même de rembourser en argent comptant ses billets lorsqu'ils lui sont présentés en trop grande quantité, s'il n'y étoit pourvu par Sa Majesté :

Que dans la nécessité d'attendre tout l'effet des ressources que le retour de la paix présente au commerce, & de continuer un service qui lui a procuré de si grands avantages, ils ne voient point de moyen plus assuré que d'être autorisés jusqu'au 1^{er}. Janvier prochain, époque où il est reconnu que la circulation des especes sera parfaitement rétablie, à faire payer en lettres de change & bons effets sur particuliers, existans dans la caisse, les billets de ladite caisse, à ceux des porteurs qui ne voudront pas les laisser dans le commerce, aux offres qu'ils font d'en bonifier l'escompte, s'il plaisoit au roi, moyennant lescrites offres, de défendre jusqu'à ladite époque du 1^{er}. Janvier, toute poursuite contre qui que ce soit, pour raison desdits billets au porteur, & d'ordonner qu'ils continueront d'avoir cours,

cours , & d'être reçus & donnés pour comptant dans toutes les caisses générales & particulières dans la ville de Paris seulement. A quoi voulant pourvoir ; vu l'état des billets de ladite caisse d'escompte qui circulent dans le public , & celui des lettres de change & autres effets pris à l'escompte , dont le montant excède celui desdits billets , tant des douze millions de fonds faits par les actionnaires , que de l'excédant du bénéfice non encore réparti : oui le rapport du sieur le Fevre d'Ormesson , conseiller d'état & ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a autorisé & autorise le caissier général de la caisse d'escompte à payer à ceux des porteurs des billets de ladite caisse , qui ne voudront pas les laisser dans la circulation , le montant desdits billets , en bons effets & lettres de change sur particuliers , en bonifiant l'escompte. Ordonne Sa Majesté que lesdits billets au porteur continueront d'avoir cours & d'être donnés & reçus pour comptant , comme par le passé , dans toutes les caisses générales & particulières , à Paris seulement : fait défenses Sa Majesté à tous porteurs , de faire aucune poursuite jusqu'au 1^{er}. Janvier prochain , pour le paiement en espèces desdits billets. Fait pareillement défenses Sa Majesté à tous notaires ou huissiers , de faire aucuns protêts ou autres poursuites , jusqu'audit jour 1^{er}. Janvier , pour raison des lettres & billets de change ou au porteur , dont le paiement aura été réellement

offre en billets de la caisse d'escompte ; Sa Majesté se réservant , & à son conseil , la connoissance de toutes poursuites & contestations , concernant l'exécution du présent arrêt , icelles interdisant à ses cours & autres juges. Fait au conseil d'état du roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le vingt-sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé , AMELOT.

N^o. V.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Concernant le transport des Especes d'Or & d'Argent.

Du 30 Septembre 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Le roi étant informé que plusieurs banquiers & commerçans de Paris & des principales villes du royaume , profitant de la grande facilité que procurent aujourd'hui au commerce les routes pratiquées dans toute la France , ainsi que l'établissement des messageries , des diligences & du roulage , & abusant de la liberté dont Sa Majesté veut bien les laisser jouir pour leur négoce , font du transport des es-

peces d'or & d'argent, la matiere de leur principale speculation, pour faire hauffer ou baiffer, à leur gré, le prix du change, opérer, suivant leurs intérêts particuliers, l'abondance ou la disette dans la capitale & dans les provinces, & sous prétexte de venir au secours des frontieres, verser les especes de France dans les pays étrangers, contre les dispositions des ordonnances, & S. Maj. s'étant assurée, par les états & bordereaux qui lui ont été présentés dans son conseil, que la quantité d'especes sorties de la seule ville de Paris depuis trois mois, s'éleve à une telle somme, que, malgré les soins qu'elle s'est donnés pour faire participer ses sujets aux premiers avantages de la paix, en se procurant toutes les matieres d'or & d'argent qu'il a été possible d'obtenir, & en les faisant convertir en especes dans les principaux hôtels des monnoies du royaume, pour réparer le vuide occasionné par la derniere guerre, les principales caisses du commerce de Paris & même la caisse d'escompte éprouvent pour le numéraire une telle pénurie, qu'il devient indispensable d'en arrêter la cause, en renouvelant les anciens réglemens contre le transport des especes, & en prenant de sages mesures pour pouvoir attendre non-seulement qu'un commerce mieux réglé les remette dans la circulation, mais qu'elles soient encore ranimées, tant par les especes, à la fabrication desquelles on travaille sans relâche, que par l'arrivée des matieres qui étoient retenues par les dangers de la guerre. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport du

sieur le Fevre d'Ormesson , conseiller d'état & ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances :
LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a renouvelé & renouvelle les défenses faites par les ordonnances du royaume , & sous les peines y portées , contre tous transports d'especes d'or ou d'argent en pays étrangers. Ordonne Sa Majesté , conformément & en exécution du privilege accordé au fermier général des messageries , qu'il ne sera fait aucun transport d'especes de Paris dans les provinces , que par la voie desdites messageries royales , & en payant le prix de la voiture , suivant le tarif annexé au présent arrêt. Ordonne pareillement Sa Majesté , que les billets de la caisse d'escompte continueront d'avoir cours & d'être reçus & donnés pour comptant comme par le passé , dans toutes les caisses générales & particulieres , si mieux n'aiment les porteurs desdits billets recevoir de ladite caisse , en paiement d'iceux , des lettres de change & bons effets sur particuliers , actuellement existans dans ses porte-feuilles , & payables au plus tard dans trois mois , en bonifiant l'escompte ; au moyen de laquelle option , Sa Majesté fait défenses aux porteurs desdits billets , de faire jusqu'au 1^{er}. Janvier prochain , aucunes poursuites pour leur paiement en especes , sauf à ladite caisse à faire journellement lesdits paiemens en especes , à mesure de ses recouvremens , sans qu'elle puisse y être contrainte avant ledit jour 1^{er}. Janvier. Fait pareillement défenses , Sa Majesté , à tous no-

taires ou huissiers , de faire aucun protêt ou autres poursuites , jusqu'audit jour 1^{er}. Janvier , pour raison des lettres & billets de change ou au porteur , payables à Paris , dont le paiement aura été réellement offert en billets de la caisse d'escompte ; Sa Majesté se réservant , & à son conseil , la connoissance de toutes poursuites & contestations concernant l'exécution du présent arrêt , icelle interdisant à ses cours & autres juges. Fait au conseil d'état du roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le trente Septembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé , AMELOT.

TARIF ET CONDITIONS.

Conformément au tarif annexé à l'arrêt du 7 Août 1775 , le prix pour le port de l'or & l'argent monnoyé & en matiere , demeurera fixé à quarante sous par mille livres , du lieu du départ jusqu'à vingt lieues & au dessous ; & à vingt sous par mille livres pour chaque dix lieues , par toutes les routes excédant vingt lieues , sans que le fermier général des messageries puisse faire aucune remise ou composition , ce que Sa Majesté lui défend expressément ; tous marchés & conventions portant composition & remise , demeurant nuls & comme non venus.

NOMS DES VILLES.	DISTANCE	PRIX	
	de P A R I S.	du T A R I F.	
	lieues.	liv.	s.
ALENÇON	43.	4	
AUCH	166.	16	10
BESANÇON	91.	9	
BORDEAUX	155.	16	
CAEN	53.	5	
FLANDRE	57.	6	
LA ROCHELLE	139.	14	
LIMOGES	93.	9	
LYON	113.	11	
METZ	76.	8	
MOULINS	74.	7	
RIOM	92.	9	
ROUEN	32.	3	
STRASBOURG	112.	11	
TOULOUSE	168.	17	

Fait & arrêté au conseil d'état du roi , tenu à Versailles le trente Septembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé, AMELOT.

N^o. VI.A R R Ê T
DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,*Concernant les Paiemens de la Caisse d'Escompte.*

Du 4 Octobre 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Le roi s'étant fait représenter, en son conseil, le procès-verbal dressé le 3 de ce mois, en vertu des ordres de Sa Majesté, par le sieur Lenoir, conseiller d'état, de la vérification faite, suivant les offres des administrateurs de la caisse d'escompte, de l'état de ladite caisse, & Sa Majesté ayant reconnu que, conformément à leur exposé, & toutes déductions faites des billets de ladite caisse, payables aux porteurs, qui circulent dans le public, il lui reste en lettres de change & bons effets sur particuliers, non-seulement la valeur des douze millions, à quoi les fonds ont été fixés par l'arrêt du 22 Septembre 1776, pour être employés en totalité à ses opérations, mais une somme assez forte, restant des bénéfices que les actionnaires ne se sont

point encore répartis ; Sa Majesté a trouvé qu'il étoit de sa justice, comme de l'intérêt du commerce, non-seulement de manifester ce que ce résultat présente de satisfaisant, mais encore de donner aux administrateurs de la caisse d'escompte une preuve de sa confiance, en leur laissant la liberté de n'user en faveur de la caisse d'escompte, de l'autorité des arrêts des 27 & 30 du mois passé, que de la manière qu'ils trouveront eux-mêmes la plus convenable, en faisant les paiemens en deniers, à mesure des recouvremens, ainsi qu'ils y sont déjà autorisés par l'arrêt du 30 Septembre, & en leur continuant la faculté d'escompter les effets commercables quand ils le jugeront à propos, suivant la possibilité de ladite caisse & les besoins du commerce.

A quoi voulant pourvoir : vu ledit procès-verbal du 3 de ce mois, & les trois états y annexés ; le premier, des deniers trouvés en caisse ; le second, des effets commercables étant dans les porte-feuilles ; le troisieme, du nombre & des sommes des billets payables aux porteurs, actuellement répandus dans la circulation. Oûi le rapport du sieur le Fevre d'Ormesson, conseiller d'état & ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, conformément aux arrêts des 27 & 30 Septembre, qui seront exécutés suivant leur forme & teneur, que la caisse d'escompte pourra faire journellement tels paiemens en especes que les adminis-

trateurs jugeront convenables , suivant la possibilité de ladite caisse , & à mesure de ses recouvremens ; déclarant Sa Majesté , non-seulement que les billets au porteur de ladite caisse seront reçus en paiement comme argent comptant , dans toutes les caisses royales , mais qu'elle n'exigera pas & ne souffrira pas qu'il soit exigé , en son nom , aucune préférence sur les deniers de la caisse d'escompte. Permet Sa Majesté auxdits administrateurs de continuer à escompter les lettres de change & autres effets commercables , conformément à l'article II de l'arrêt du 24 Mars 1776 , portant établissement de ladite caisse , & aux arrêts & réglemens rendus pour raison d'icelle , lesquels seront exécutés dans tous leurs points , suivant leur forme & teneur , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Fait au conseil d'état du roi, Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le quatre Octobre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé, AMELOT.

N^o. VII.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui, en faisant cesser l'effet de ce qui avoit été ordonné pour un tems, par les arrêts des 27 & 30 7bre. dernier, concernant le cours des billets de la Caisse d'Escompte, affranchit leur circulation de toute contrainte, & déclare leur acceptation purement volontaire; autorise la création de mille actions nouvelles, délibérée en l'assemblée générale des actionnaires, du 14 de ce mois, & homologue les statuts arrêtés par eux dans leur assemblée du 24 suivant.

Du 23 Novembre 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Le roi ayant voulu, par une suite de la vigilance paternelle qui fixe ses regards sur tout ce qui intéresse la tranquillité de ses sujets, le bien du commerce & la confiance publique, prendre une connoissance exacte de tout ce qui concerne la caisse d'escompte, des principes de son institution, des causes qui ont amené la crise qu'elle a éprouvée, de l'effet qu'ont produit les moyens employés pour y remédier, & de la situation actuelle où elle se

trouve ; Sa Majesté a vu que cet établissement présentoit en lui-même des avantages très-importans , qu'en réalité il en avoit déjà procuré d'incontestables , & que , bien dirigé , il pouvoit en produire de plus grands encore , mais qu'abandonné à une administration défectueuse , il seroit susceptible des abus les plus pernicioeux. Elle a reconnu que si ce qui étoit arrivé , pouvoit donner lieu de croire que ceux qu'ils auroient dû prévenir , avoient manqué de prévoyance dans leur conduite , & de mesure dans leurs opérations , c'étoit sur-tout au vice du régime que devoit s'attribuer un événement auquel des circonstances extraordinaires avoient aussi contribué , & dont la peur avoit exagéré le danger ; qu'au fond la créance des possesseurs de billets de la caisse n'avoit pas été un seul instant compromise , puisqu'il y avoit toujours existé en lettres de change & bons effets sur particuliers , un fonds de valeurs beaucoup plus considérable que le montant des billets en circulation ; qu'effectivement , au moyen de la juste modération apportée dans les escomptes , dont l'interruption totale eût été nuisible au commerce , la rentrée successive du produit de ces valeurs à leurs échéances avoit déjà suffi pour acquitter & retirer la plus grande partie de ces billets , dont la masse réelle est aujourd'hui réduite à moins de moitié de ce qu'elle étoit il y a six semaines ; l'excédant ayant été biffé & annullé , ainsi que la totalité de ceux qui étoient gardés en réserve.

Sa Majesté s'étant assurée de l'exactitude avec laquelle il avoit été procédé à cette suppression & annihilation de billets , conformément à la résolution prise en l'assemblée des actionnaires , le 14 de ce mois , a voulu aussi constater si la caisse pourroit s'acquitter envers le public , avant l'expiration du délai prescrit , dont elle a déclaré qu'il n'y auroit aucune prolongation , pour quelque cause & raison que ce pût être ; elle a vu avec satisfaction que , par l'effet des sages mesures que suivent les administrateurs de la caisse d'escompte , par l'augmentation de son capital , résultante d'une création d'actions nouvelles , ainsi que du délaissement des bénéfices en accroissement de fonds , & à la faveur de l'abondance du numéraire arrivé depuis le commencement du mois d'Octobre dernier , il étoit calculé & démontré que bientôt & sûrement avant l'époque du 1^r. Janvier prochain , ils feroient en état de payer à bureau ouvert , & de satisfaire sans aucun secours , à tous leurs engagements.

Dans une situation aussi capable de dissiper toute inquiétude , Sa Majesté n'a pas voulu différer de faire cesser l'effet de la disposition portée dans les arrêts rendus en son conseil , les 27 & 30 du mois de Septembre dernier , par laquelle , sur la demande des administrateurs de la caisse d'escompte , elle avoit ordonné momentanément que ses billets au porteur feroient reçus & donnés pour comptant dans toutes les caisses générales & particulières de la ville.

de Paris. Sa Majesté est informée que cette disposition qui n'étoit qu'une facilité limitée dans son terme & dans ses effets, accordée dans l'unique vue de parer aux inconvéniens fâcheux que l'engorgement subit de la caisse d'escompte auroit pu entraîner, & pour soutenir le cours d'effets représentatifs de valeurs réellement existantes, a cependant fait naître des idées confuses de papier-monnoie, & les alarmes que ce mot seul inspire. C'est pour détruire jusqu'au moindre prétexte d'une induction aussi fausse, aussi contraire à ses intentions les plus constantes, & aussi incompatible avec ses principes, qu'elle se hâte d'effacer l'empreinte d'autorité qui a paru donner aux billets de la caisse d'escompte un caractère de force étranger à leur essence. Sa Majesté est convaincue que, loin qu'il en puisse résulter aucun embarras, c'est au contraire un moyen sûr de faire sortir & circuler les especes que la crainte d'un papier forcé tenoit resserrées, de rendre aux billets de la caisse leur ancienne faveur, en leur rendant leur première liberté, & de raffermir, à leur égard, la confiance publique, en faisant voir qu'ils n'ont plus besoin d'un appui extraordinaire.

L'objet de Sa Majesté n'eût pas été rempli, & sa bienfaisante sollicitude pour ses peuples ne seroit pas entièrement satisfaite, si en même tems qu'elle daigne prendre le soin de les rassurer sur la solidité de billets au porteur qui, d'eux-mêmes & par l'extension volontaire de leur usage que leur commodité seule

a produite , sont devenus une espece d'effet public , elle ne détruiroit pas aussi tout sujet d'appréhender le retour des inconvéniens que les imperfections du régime de la caisse d'escompte ont occasionnés. Les nouveaux statuts qui lui ont été présentés de la part des actionnaires & des administrateurs , lui ont paru suppléer à ce qui manquoit aux réglemens de cet établissement , rectifier ce qu'il pouvoit y avoir de défectueux , ramener aux principes de l'institution primitive ce qui s'en étoit écarté , & ne laisser à désirer aucune des précautions nécessaires , soit pour donner dans tous les tems aux propriétaires de billets la certitude d'un prompt paiement , soit pour contenir les opérations de la caisse dans de justes bornes , par une surveillance éclairée. En conséquence , Sa Majesté a reçu favorablement la demande qui lui a été faite , de revêtir ces statuts de la sanction de son autorité ; & elle a lieu de croire que par la réunion de ces sages dispositions , cet établissement dont l'expérience a déjà prouvé l'utilité , reprendra toute son activité , acquerra de nouvelles forces par l'ordre qui régnera dans son administration , & procurera au commerce du royaume des facilités qui en augmenteront l'étendue & la prospérité. A quoi voulant pourvoir , ouï le rapport du sieur de Calonne , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur des finances , LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a ordonné & ordonne que la disposition contenue en ses arrêts des 27 & 30

Septembre dernier , qui porte que les billets de la caisse d'escompte seront reçus & donnés pour comptant dans toutes les caisses générales & particulières de la ville de Paris , cessera d'avoir effet à compter du jour de la publication du présent arrêt ; qu'en conséquence le cours desdits billets sera , comme antérieurement auxdits arrêts , absolument libre & volontaire , sans qu'en aucun cas l'acceptation puisse en être forcée. Permet & autorise , Sa Majesté , la création de mille actions nouvelles , résolue en l'assemblée générale des actionnaires de ladite caisse d'escompte , par délibération du 14 du présent mois : approuve & homologue les statuts arrêtés par autre délibération de ladite assemblée , en date du 22 de ce mois , lesquels seront annexés au présent arrêt : veut & ordonne , Sa Majesté , que lesdits statuts soient exécutés en tout leur contenu , nonobstant toutes dispositions contraires qui pourroient se trouver dans aucuns de ses précédens arrêts auxquels Sa Majesté a dérogé & déroge en tant que besoin seroit , & en ce regard seulement. Fait au conseil d'état du roi , Sa Majesté y étant , tenu à Fontainebleau , le vingt-trois Novembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé, GRAVIER DE VERGENNES.

STATUTS & Réglemens pour la Caisse d'Escompte, formés par le comité des Actionnaires commis à cet effet par délibération de l'assemblée générale, du 14 Novembre 1783, & arrêtés en l'assemblée générale, tenue le 22 suivant.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les actionnaires resteront associés en commandite, sous la dénomination de *Caisse d'Escompte*.

I I.

Le capital de la caisse d'escompte, en conséquence de la création de mille actions nouvelles, résolue par délibération du 14 de ce mois, sera désormais porté à quinze millions, en cinq mille actions, de trois mille livres chaque; & néanmoins le bénéfice acquis aux anciennes actions, ainsi que le supplément de cinq cens livres, fourni par chacune des nouvelles, pour être mises au niveau des anciennes, évalués ensemble à environ deux millions cinq cens mille livres, resteront en réserve, afin de suppléer aux pertes imprévues que la caisse pourroit éprouver.

I I I.

Quoiqu'il soit de l'essence de cet établissement de
ne

ne mettre en circulation aucun billet dont la caisse n'ait reçu la valeur, soit en argent effectif, soit en effets, pris à l'escompte; que par conséquent le capital ci-dessus énoncé ne soit représentatif d'aucuns de ces engagements, en même tems qu'il est responsable de tous, & qu'ainsi cette masse de responsabilité soit plus que suffisante pour constater la solidité entière des billets; cependant pour assurer que la caisse sera constamment en état de satisfaire à l'obligation étroite de payer ses billets à présentation, il y sera toujours gardé un fonds suffisant d'especes effectives, dont la quotité sera déterminée par le règlement du régime intérieur, dans une proportion qui ne pourra jamais être moindre du tiers au quart de la somme des billets en circulation; desquels fonds en especes & billets de circulation, il sera fait tous les huit jours un état, signé des directeurs & administrateurs, pour être enliassé & représenté à la fin de chaque semestre, à l'assemblée générale des actionnaires.

I V.

Il ne sera reçu à l'escompte que des lettres de change & autres effets commercables, au choix des directeurs & administrateurs chargés de leur examen; & lesdits effets reconnus bons, participeront avec une juste égalité, à la faveur de l'escompte.

V.

Il ne sera rien escompté à plus de quatre-vingt-

dix jours de terme, & le prix de l'escompte ne pourra excéder quatre pour cent, pour ce qui ne passera pas l'échéance de trente jours ; & quatre & demi pour cent, pour les effets dont l'échéance sera depuis trente jours jusqu'à quatre-vingt-dix.

V I.

Le bureau pour les escomptes ne sera ouvert désormais que les Lundi, Mercredi & Vendredi de chaque semaine.

V I I.

Les opérations de ladite caisse d'escompte seront régies par treize administrateurs, qui seront élus à la pluralité des suffrages, par l'assemblée générale des actionnaires : pour donner plus facilement accès dans l'administration à toutes les classes de citoyens, il ne pourra pas être choisi plus de six personnes du même état, & l'on sera réputé être encore d'un état lorsqu'il n'y aura pas deux années révolues qu'on l'aura quitté. L'assemblée générale sera convoquée à cet effet dans les quinze premiers jours de chaque année, à commencer au mois de Janvier prochain ; & dans les assemblées de chacune des années suivantes, il sera procédé au renouvellement de quatre des treize administrateurs ; & ceux qui seront sortis, seront susceptibles d'être élus dès l'année suivante.

V I I I.

Les administrateurs seront tenus , dans toute leur gestion , de se conformer à ce qui aura été déterminé par délibérations des assemblées générales ; ils nommeront les employés , fixeront leurs appointemens , & pourront les révoquer ; le tout ainsi qu'ils jugeront convenir pour le bien & l'avantage de la compagnie. Cette administration continuera d'être gratuite , jusqu'à ce qu'il ait été décidé autrement dans une assemblée générale ; & les administrateurs seront astreints à conserver vingt - cinq actions au dépôt de la caisse.

I X.

Il sera créé en outre , deux directeurs permanens , à appointemens fixes , lesquels seront nommés par l'assemblée générale , sur la présentation des administrateurs , & pourront être destitués par eux à la pluralité des trois quarts des voix.

X.

Ces directeurs suivront toutes les opérations de la caisse , sous les ordres & l'inspection des administrateurs , & les fonctions de ces directeurs seront plus amplement détaillées dans le règlement pour le régime intérieur.

X I.

Les administrateurs nommeront chaque semaine deux d'entr'eux, pour surveiller le service journalier ; & il en fera rendu compte tous les huit jours, par les directeurs, à l'assemblée d'administration.

X I I.

Il y aura, de droit, deux assemblées générales par an, l'une dans les quinze premiers jours de Janvier, l'autre dans les quinze premiers jours de Juillet, à l'effet de délibérer sur tout ce qui intéresse la compagnie, & spécialement pour recevoir & examiner le compte du semestre précédent, à l'effet de quoi ladite assemblée fera choix de trois actionnaires pour prendre une connoissance exacte & détaillée de toutes les opérations, constater si elles ont été conformes aux statuts, vérifier l'état des caisses, & rendre compte du tout à une seconde séance de ladite assemblée qui se tiendra huit jours après, & qui avant sa clôture, procédera à la fixation du dividende pour le semestre échu.

X I I I.

Pour avoir entrée & voix délibérative dans les assemblées générales, il faudra être propriétaire de quinze actions au moins, & les avoir déposées

d'avance , pendant fix mois consécutifs , ce qui néanmoins n'aura lieu qu'à commencer du 1^{er}. Juillet 1784 , & jusque-là il suffira que lescdites actions aient été déposées quinze jours avant celui de l'assemblée générale.

X I V.

Nul actionnaire ne pourra donner sa voix s'il n'est présent à l'assemblée ; mais tout actionnaire présent , propriétaire de trente actions qu'il aura déposées , comme il est dit ci-dessus , aura deux voix ; il en aura trois , s'il a déposé soixante actions ; & quatre , s'il en a déposé quatre-vingt-dix , sans qu'il puisse en avoir davantage , quel que soit le nombre de ses actions , & sans que cette faculté s'étende à d'autres cas que ceux où les voix se donnent par le scrutin ; ce qui aura lieu pour toutes les élections , & ne pourra être refusé dans les autres questions , lorsque douze actionnaires présens le demanderont.

X V.

Neuf actionnaires ayant voix , pourront demander , par un écrit signé d'eux & adressé aux administrateurs , une assemblée générale aux actionnaires , & cette assemblée extraordinaire sera convoquée pour avoir lieu dans dix jours après celui de la demande.

Les administrateurs auront le droit de convoquer

une assemblée générale chaque fois qu'ils le croiront nécessaire.

X V I.

Il continuera d'y avoir un dépôt d'actions , pour y recevoir , comme par le passé , celles qu'on voudroit y mettre à l'abri de tout accident , & d'où les propriétaires pourront les retirer toutes les fois qu'ils le voudront.

X V I I.

Lorsqu'il sera question de faire une élection , chaque actionnaire ayant voix , aura droit (seulement jusqu'à la surveille du jour indiqué pour l'assemblée) de demander par écrit & sous sa signature , à l'administration telle personne qu'il jugera convenable , & la réunion de ces divers vœux sera présentée à l'assemblée générale , par le corps d'administration , pour qu'elle choisisse dans cette liste les administrateurs qui seroient à nommer.

X V I I I.

Les statuts , ainsi réglés , ne pourront être changés en aucun point que par délibération de l'assemblée générale des actionnaires , prise à la pluralité des trois quarts des voix ; se réservant , l'assemblée générale , de pourvoir à ce qu'il soit incessamment formé un règlement d'instruction sur toutes les parties du régime intérieur de l'établissement dont les

bases essentielles sont contenues dans les présens statuts que Sa Majesté fera suppliée d'agréer & approuver par arrêt de son conseil.

Fait & signé en l'assemblée du comité des actionnaires de la caisse d'escompte, à Paris, le vingt-un Novembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Lu & arrêté en l'assemblée générale des actionnaires, le vingt-deux du même mois.

Vu & approuvé au conseil d'état du roi, Sa Majesté y étant, à Fontainebleau, le vingt-trois Novembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé, GRAVIER DE VERGENNES.

N^o. VIII.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Portant révocation de ceux des 27 & 30 Septembre dernier, concernant la Caisse d'Escompte.

Du 10 Décembre 1783.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Vu par le Roi, étant en son conseil, la requête présentée par les administrateurs de la caisse d'escompte, contenant : que, par l'effet de l'attention

suivie qu'ils ont eue de faire concourir, dans une juste proportion, l'extinction successive des billets de la caisse, avec les secours non interrompus qu'ils ont donnés au commerce & aux particuliers, pour prévenir les malheurs qu'une autre marche auroit pu entraîner, ils sont parvenus à se mettre en état de reprendre, avec toute sécurité, leurs paiemens à bureau ouvert, qui même ont déjà eu lieu depuis plusieurs jours; que d'ailleurs les examens rigoureux, mais sages, que les actionnaires avoient fait faire par leurs députés, en éclairant la conduite de l'administration, avec la plus scrupuleuse exactitude, avoient servi à calmer les inquiétudes du public, en même tems qu'ils ont fait connoître la situation parfaitement solide de leur établissement; que, dans ces circonstances, il ne leur restoit plus qu'à supplier très-humblement Sa Majesté d'accorder à leurs instances la révocation entière & absolue des arrêts des 27 & 30 Septembre dernier, en tout ce qui est relatif à la caisse d'escompte, & de vouloir bien donner à cette révocation toute la publicité nécessaire, pour effacer les traces de cet événement malheureux: Sa Majesté, après s'être fait rendre compte de la situation actuelle de ladite caisse & de tout ce qui y a rapport, a reconnu qu'en effet, par la bonne conduite des administrateurs, il n'y avoit plus le moindre sujet d'inquiétude sur l'exactitude du paiement des billets de ladite caisse, sans qu'il fût besoin d'aucun secours de l'autorité, puisque le nombre des

billets qui étoient en circulation à l'époque de l'arrêt du 23 Novembre dernier, étant encore infiniment diminué, & les fonds destinés à leur acquittement, fort augmentés, il y avoit en caisse, au moment actuel, une quantité d'espèces plus que suffisante pour faire face à toutes les demandes : en conséquence, le roi ayant égard à la demande des supplians, & voulant leur donner un témoignage authentique de la confiance qu'ils méritent; ouï le rapport du sieur de Calonne, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, SA MAJESTÉ ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que lesdits arrêts des 27 & 30 Septembre dernier feront & demeureront révoqués en tout ce qui concerne la caisse d'escompte, & que les paiemens de ladite caisse se feront à bureau ouvert, sans retard ni délai, comme avant lesdits arrêts, qui seront réputés comme non venus. Ordonne Sa Majesté que le présent arrêt sera publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'état du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix Décembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé, LE BON. DE BRETEUIL.

N^o. I X.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Concernant la fixation du Dividende de la Caisse
d'Escompte.*

Du 16 Janvier 1785.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Le roi étant informé qu'à l'assemblée des actionnaires de la caisse d'escompte, tenue le 12 du présent mois, il s'est élevé des doutes sur les principes qui doivent régler la formation des dividendes, & spécialement sur l'exécution de l'article XVI de l'arrêt de son conseil du 24 Mars 1776, qui, en ordonnant que, pour parvenir à la fixation du dividende, il sera produit un compte détaillé des bénéfices faits & réalisés dans le semestre écoulé, a exclu formellement de la masse des profits partageables à la fin de ce semestre, ceux qui n'étant pas encore échus, ne lui sont pas acquis, & ne peuvent appartenir qu'au semestre suivant; Sa Majesté a reconnu la nécessité de maintenir cette disposition, à laquelle il n'a point

été dérogé , ainsi que d'établir une juste proportion entre l'accroissement des dividendes & celui du fonds réservé , afin de concilier l'avantage légitime des actionnaires , avec la sûreté du public , & la solidité d'un établissement dont la confiance est la principale base. A quoi voulant pourvoir , ouï le rapport du sieur de Calonne , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances , LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a ordonné & ordonne ce qui suit.

A R T I C L E P R E M I E R.

La disposition de l'article XVI de l'arrêt du conseil du 24 Mars 1776 sera exécutée en ce qu'elle ordonne que la fixation du dividende ne pourra être faite que sur les bénéfices faits & réalisés dans le semestre écoulé : en conséquence , ordonne Sa Majesté que le dividende des six derniers mois 1784 ne sera établi que sur les profits & bénéfices réalisés au 31 Décembre dernier , & que de la masse des bénéfices portés en compte jusqu'audit jour , seront déduits comme non acquis & non partageables , ceux résultans de l'escompte de tous les effets existans au portefeuille , lesquels ne seroient échus ni payables que postérieurement à l'époque dudit jour 31 Décembre , sauf à les reporter dans le compte des bénéfices du semestre courant.

I I.

Veut Sa Majesté que le fonds mis en réserve soit & demeure complété à la somme de deux millions cinq cens mille livres , conformément à l'article II de l'arrêt de son conseil du 22 Novembre 1783.

I I I.

Ordonne Sa Majesté qu'il sera incessamment dressé par des commissaires nommés en l'assemblée des actionnaires , un projet de règlement pour déterminer la proportion qui devra exister à l'avenir , entre le montant des dividendes & celui des fonds réservés , lequel projet sera remis au contrôleur général des finances , pour en être rendu compte à Sa Majesté , & être par elle homologué , s'il y a lieu.

Fait au conseil d'état du roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le seize Janvier mil sept cent quatre-vingt-cinq.

Signé, LE BON. DE BRETEUIL.

N^o. X.

A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI;

Qui déclare nuls les marchés de Primes & engagements illicites concernant les Dividendes des actions de la Caisse d'Escompte , & autres de pareil genre.

Du 24 Janvier 1785.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Sur ce qui a été représenté au roi , par les commissaires députés des actionnaires de la caisse d'escompte , que depuis trois mois , & notamment dans les derniers jours du mois de Décembre , il s'étoit fait sur les dividendes des actions de cette caisse , un trafic tellement défordonné , qu'il s'en étoit vendu quatre fois plus qu'il n'en existe réellement ; que la preuve en étoit acquise & mise sous les yeux de Sa Majesté , par l'exhibition d'une grande quantité de marchés qui portent la réserve de leur inexécution , moyennant des primes payables comptant en proportion du prix plus ou moins fort que les dividendes pourroient acquérir ; qu'ils croyoient de leur devoir de dénoncer à Sa Ma-

jesté un abus qui pourroit compromettre la fortune de ses sujets , & auquel seul devoient être attribuées les discussions fâcheuses qui s'étoient élevées parmi les actionnaires , lesquelles cesseroient indubitablement , par la sévérité qu'ils supplioient Sa Majesté d'employer pour proscrire & annuler des conventions également contraires à la bonne foi , au bon ordre & au crédit public : Sa Majesté ayant donné une attention particuliere à l'objet de cette requête , & s'étant fait rendre compte , en son conseil , de tous les faits qui y sont relatifs , a reconnu qu'en effet les marchés qui ont eu lieu par rapport aux dividendes des actions de la caisse d'escompte du dernier semestre , sont d'autant plus intolérables , que , soit de la part des vendeurs , soit de celle des acheteurs , on a voulu se prévaloir infidieusement de connoissances qui promettant aux uns ou aux autres des avantages certains , rendoient les conditions inégales , & ne pouvoient produire que des gains illicites ; que de pareils actes enfantés par un vil excès de cupidité , ont le caractère de ces jeux infideles que la sagesse des loix du royaume a pros crits , & qu'ils tiennent à un esprit d'agiotage qui depuis quelque tems s'introduit & fait des progrès aussi nuisibles à l'intérêt du commerce & aux spéculations honnêtes , qu'au maintien de l'ordre public ; que c'est ainsi qu'à l'occasion du dernier emprunt , on a vu négocier jusqu'à l'espérance d'y être admis , & s'élever ensuite des discussions scanda-

leuses sur la prétendue valeur d'engagemens nécessairement illusoires ; qu'aujourd'hui le même esprit & l'animosité qu'il a produite entre ceux que l'avidité de gagner , ou la crainte de perdre ont échauffés les uns contre les autres , est l'unique principe de la fermentation qui existe relativement à la nature & à l'étendue des bénéfices partageables à la fin de chaque semestre pour la fixation des dividendes ; qu'au surplus , quel que doive être le résultat de ces débats , il n'intéresse en rien ni la solidité de l'établissement de la caisse d'escompte qui en est absolument indépendante , ni la valeur des actions que la sage réserve d'une partie des bénéfices ne peut qu'améliorer , mais qu'il est très-important de réprimer un désordre dont la source excite la juste indignation de Sa Majesté , & de rétablir la tranquillité en réprochant les actes qui ont fait naître le trouble. A quoi voulant pourvoir , vu la requête présentée à Sa Majesté par les commissaires députés des actionnaires de la caisse d'escompte , & les pièces y annexées , ensemble la déclaration du 1^{er}. Mars 1781 ; ouï le rapport du sieur de Calonne , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les édits , arrêts , ordonnances & réglemens qui ont prosrit les marchés de primes sur la valeur des

effets publics , les jeux de chances inégales , & tous pactes dont l'événement dépend de la volonté d'autrui , ou qui présentent des avantages certains à l'une des parties au préjudice de l'autre , seront exécutés selon leur forme & teneur , notamment la disposition de l'article II de la déclaration du 1^{er}. Mars 1781 ; en conséquence , Sa Majesté déclare nuls & de nul effet tous marchés , jeux & pactes de ce genre ; fait très-expresse inhibitions & défenses à tous ses sujets d'en faire de semblables à l'avenir , & de donner aucune suite à ceux qui auroient eu lieu jusqu'à ce jour.

I I.

Sa Majesté a pareillement annullé & annulle tous engagements contractés sur des espérances ou prétendues promesses de placemens d'argent ou d'admissions dans l'emprunt du mois de Décembre dernier.

I I I.

Déclare aussi nuls & de nul effet , tous marchés & engagements pour recevoir ou fournir à terme futur , des dividendes d'actions de la caisse d'escompte du semestre de Juillet 1784 , ou la valeur éventuelle d'iceux en especes ; fait défense Sa Majesté à tous vendeurs ou acheteurs d'en suivre l'exécution ; ordonne que les primes qui ont pu être payées d'avance à l'occasion desdits marchés , seront restituées ,

restituées , & que celles promises demeureront sans effet. Evoque Sa Majesté à elle & à son conseil la connoissance de toutes contestations nées & à naître relativement aux objets mentionnés au présent article & au précédent , icelle interdisant à toutes les cours & juges ; enjoint au lieutenant général de police de tenir la main à l'exécution du présent arrêt , qui sera imprimé , publié & affiché par-tout où besoin sera.

Fait au conseil d'état du roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le vingt-quatre Janvier mil sept cent quatre-vingt-cinq.

Signé , LE B^{ON}. DE BRETEUIL.

N^o. XI.

R A P P O R T
DU COMITÉ D'ACTIONNAIRES

De la Caisse d'Escompte institué par l'Assemblée Générale, du 26 Novembre 1783, pour la confection d'un Règlement pour le Régime intérieur.

MESSIEURS,

Le comité chargé de la rédaction d'un plan de règlement pour le régime intérieur de la caisse d'escompte , s'est occupé à connoître en détail ce qui

M

s'est pratiqué jusqu'ici à cet égard, avec le dessein de conserver ce que l'expérience avoit démontré être utile, corriger ce qui paroîtroit défectueux, suppléer à ce qui seroit insuffisant.

Il ne distinguera point entre ce qui étoit déjà, & ce qu'il propose pour l'avenir. Le travail qu'il vous offre, est le résultat de ses opinions après plusieurs discussions contradictoires avec vos administrateurs, & après avoir entendu vos principaux employés.

Sur le fond des articles essentiels à la véritable prospérité de la compagnie, la discussion a bientôt réuni tous les avis; mais dans les détails d'exécution, différens procédés peuvent conduire au même but; le raisonnement seul ne donne pas toujours dans ces matieres des résultats incontestables; la leçon journaliere de l'expérience, & l'habitude continuelle des opérations méritent d'être particulièrement consultées; & il a paru à votre comité que le corps d'administration occupé de la conduite journaliere de vos affaires, seroit plus à portée d'atteindre à la perfection dans ces détails que ne l'est un comité isolé qui ne peut agir, pour ainsi dire, que spéculativement dans ces matieres, & à qui il manque nécessairement des connoissances locales & matérielles, qui sont requises dans la manutention habituelle d'un établissement qui exige à la fois autant d'ordre & autant d'activité que la caisse d'escompte.

D'après ces considérations, le comité a pensé qu'il

devoit plutôt s'occuper à établir des principes qu'à prescrire des procédés ; à constater ce que les actionnaires vouloient , plutôt qu'à définir comment ils le vouloient.

Votre comité a donc estimé qu'il devoit borner son travail à des principes généraux sur chacun des principaux objets soumis à la surveillance des administrateurs , & à des instructions particulières sur quelques points très-importans : ils vont être traités dans les chapitres suivans. Nous pensons que le reste peut & doit être abandonné à la discrétion & à l'expérience de l'administration dépositaire de la confiance des actionnaires.

Si même il se présentoit dans l'exécution de quelques-uns de ces statuts des inconvéniens ou des difficultés que nous n'avons pas prévus , vos administrateurs ne doivent point oublier qu'en convoquant une assemblée générale , ils pourront , sous son autorité , faire les changemens qui paroîtront convenables ; & cette facilité même sera un nouveau garant pour vous de l'exactitude avec laquelle on observera les règles que votre approbation aura consacrées.

Il seroit superflu de dire que cette précision ne regarde que les articles d'une certaine importance : vous n'avez point entendu lier vos administrateurs dans les détails minutieux , nécessairement indifférens en eux-mêmes.

CHAPITRE PREMIER.

Des Administrateurs.

ARTICLE PREMIER.

L'article VIII des statuts & réglemens donne une définition générale des droits des administrateurs : ce sont les véritables gérans de l'affaire.

Ils doivent se regarder comme fondés de la procuration des actionnaires, & autorisés à lier la compagnie, excepté dans les cas qui exigent le concours de l'assemblée générale des actionnaires, ou une autorisation spéciale du gouvernement; mais ils ne pourront, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, solliciter de nouveaux arrêts du conseil, sans en avoir préalablement exposé les motifs & le sujet à une assemblée générale des actionnaires, & sans y être expressément autorisés par elle.

Et à moins d'une semblable autorisation, le commerce des matieres n'aura plus lieu à l'avenir (1).

I I.

Tout doit se décider entre les administrateurs à la pluralité des voix, mais après une ample & libre

(1) Passé 7 voix contre 1.

discussion : il faut que chaque membre ait le droit de motiver , d'inscrire & de signer son avis & ses propositions , & cela indifféremment , soit qu'on les ait approuvées ou rejetées.

I I I.

A cet effet , il sera tenu deux registres , dont l'un , nommé *Journal des assemblées d'administration* , contiendra les noms des administrateurs présens à chaque assemblée : toute proposition sur laquelle on voudra prendre les voix y sera inscrite avant d'aller aux voix , & chaque membre aura la liberté d'y faire insérer son avis détaillé , s'il le juge à propos , moyennant qu'il le signe ; & ce journal devra faire mention du nombre des voix , & des noms des votans pour & contre sur chaque proposition mise en délibération.

Le second registre sera intitulé : *Décisions de l'administration* , & contiendra seulement les décisions qui auront passé , & devront être exécutées.

I V.

Lorsque , par des causes quelconques , il y aura deux places d'administrateurs vacantes , on convoquera une assemblée générale exprès pour les remplacer , à moins que ce ne soit à un terme moins éloigné que six semaines d'une assemblée générale ; mais dans tous les cas d'élections , l'annonce de convocation doit en faire mention.

V.

A chaque élection de nouveaux administrateurs, si neuf des anciens estiment qu'il ne seroit pas convenable de présenter à l'assemblée générale quelques-uns des candidats qui leur auroient été indiqués, ils en auront la liberté (1).

V I.

Les administrateurs ne pouvant dans aucun cas perdre leurs droits d'actionnaires, il est spécialement entendu qu'ils jouiront constamment du nombre de voix proportionné au nombre d'actions dont ils seront propriétaires, & conformément à l'article 14 des statuts ; & dans tous les objets de discussion qui auront un rapport direct ou indirect avec l'administration, on ira aux voix par le scrutin, soit qu'il soit demandé ou non (2).

V I I.

L'assemblée générale des actionnaires ne pouvant, par la nature de cet établissement, accorder aucune pension, il ne sera permis à l'administration de donner à la même personne, en supplément d'appoin-

(1) Passé à l'unanime.

(2) Cet article a été ajouté par l'assemblée générale.

semens ou gratification, qu'une somme qui ne doit jamais excéder trois mille livres par an ; l'assemblée se réservant d'accorder des gratifications plus fortes (1).

C H A P I T R E I I.

Des Assemblées d'Administration.

A R T I C L E P R E M I E R.

L'article II des statuts a décidé qu'il se tiendrait une assemblée d'administration par semaine ; cela doit s'entendre indépendamment de toute assemblée de comité particulier ; & ces comités particuliers, composés de trois membres au moins, qui devront s'occuper plus particulièrement des objets dont ils seront séparément chargés, devront tous rapporter leur travail à l'assemblée de semaine, & avoir la sanction de celle-ci avant que les délibérations des comités puissent être réputées exécutoires.

I I.

C'est dans ces assemblées qu'on nommera le président de chaque mois, & les deux administrateurs de semaine pour le service de l'escompte ; de manière toutefois que chaque administrateur passe à

(1) Cet article a été ajouté par l'assemblée générale.

son tour à ces deux genres de services, & qu'il soit pourvu à l'avance au remplacement de ceux qui, pour des causes quelconques, ne pourroient assister à l'exécution des fonctions dont ils seroient spécialement chargés, lequel remplacement se fera à l'amiable parmi les administrateurs.

I I I.

Ce fera l'assemblée d'administration qui fixera chaque semaine la somme à destiner à l'escompte pour la huitaine suivante; elle pourra accompagner cette fixation de telles conditions, restrictions, exclusions & instructions qu'elle jugera convenables, auxquelles les administrateurs de semaine seront tenus de se conformer.

Pour parvenir à la fixation de la somme à destiner à l'escompte, il sera mis sous les yeux de l'administration, à chaque assemblée sans faute, un état exact du montant des billets en circulation, du solde réellement dû aux comptes courans, des especes en caisse, & de la recette à faire dans la huitaine en effets du porte-feuille pris à l'escompte: ces effets seront successivement rapprochés en tableaux, de manière à présenter l'état progressif de l'affaire; & ce sera d'après l'examen réfléchi & détaillé de ce tableau que les administrateurs détermineront, à la pluralité des suffrages, la somme à donner à l'escompte, & le détail de cette opération fera nécessairement partie du journal d'assemblée de l'administration.

C H A P I T R E III.

Des Directeurs.

A R T I C L E P R E M I E R.

Il y aura désormais deux directeurs, savoir : le caissier général , ayant le titre de Directeur des caisses , qui sera chargé de la surveillance générale des caisses & des billets , & particulièrement de la vérification de la rentrée , invalidation , brûlement & comptabilité des billets de caisse , à l'anéantissement desquels il ne procédera néanmoins qu'en présence des administrateurs du comité.

Le second directeur sera spécialement chargé de la surveillance , & de la comptabilité des comptes courans , des dépôts d'actions , & en général il veillera à ce que les livres & écritures de tous les genres soient convenablement tenus en bon ordre , & constamment à jour.

I I.

Chaque directeur aura entrée & séance dans le comité particulier qui sera spécialement occupé de l'objet dont ce directeur sera chargé : c'est lui qui rédigera les délibérations du comité , & qui en fera le rapport par écrit à l'assemblée d'administration , desquels rapports il sera gardé minute.

I I I.

Les deux directeurs seront chargés de la garde du porte-feuille contenant les lettres de change & autres valeurs prises à l'escompte ; & en cas d'absence, la clef du directeur absent sera remise au secrétaire, ou à telle autre personne que les administrateurs jugeront convenable.

I V.

Le directeur des livres assistera à la prise du papier à l'escompte, & sera chargé de former ou faire former de tous les effets ainsi pris à l'escompte, des états ou registres à l'inspection desquels on puisse aisément reconnoître la quantité d'engagemens payables par chaque maison, ainsi que la quantité d'effets escomptés à chaque maison : ces états devant contenir le nom du tireur, de l'accepteur & du dernier endosseur de chaque effet, & l'indication précise de son échéance, ce registre sera réputé secret, & ne pourra être ouvert qu'à la réquisition des deux administrateurs de semaine, ou de quatre administrateurs, en assemblée d'administration seulement.

V.

Indépendamment des objets de travail qui viennent d'être indiqués à chaque directeur, ils doivent se regarder comme spécialement chargés de veiller

à l'exécution de toutes les décisions des comités ,
& subordonnés en tout aux délibérations des assem-
blées d'administration.

C H A P I T R E I V.

Du Contrôleur.

A R T I C L E P R E M I E R.

Il sera en outre établi un contrôleur des caisses ;
& en conséquence , la garantie actuelle du caissier
général lui sera rendue , & n'aura plus lieu désormais.

I I.

Les fonctions du contrôleur seront de faire tous
les jours la visite & inspection des caisses , de véri-
fier & de signer le visa des bordereaux qui seront
remis au directeur des caisses. Il sera en outre auto-
risé toutes les fois qu'il le jugera à propos , ou quand
un administrateur le demandera , à faire une vérifi-
cation exacte & physique desdites caisses : elle se fera
au moins une fois par mois en présence d'un admi-
nistrateur des caisses , & pour s'y préparer , le contrô-
leur aura la liberté de fermer telle caisse qu'il voudra.

I I I.

Le contrôleur sera aussi particulièrement attaché à

la surveillance de tout ce qui concerne la fabrication, contrôle, sortie & rentrée des billets, & chargé de tout autre travail que l'administration jugera convenable de lui indiquer.

C H A P I T R E V.

Du Secrétaire.

A R T I C L E P R E M I E R.

Le secrétaire aura sous sa garde le registre du procès-verbal des assemblées générales, & ceux des délibérations & consultations des assemblées d'administration.

I I.

Il écrira, lorsqu'il en sera requis, sous la dictée de chaque administrateur, l'avis particulier qu'on voudra faire motiver sur le livre des consultations.

I I I.

Il aura de plus sous sa garde tous les arrêts, titres, mémoires, lettres & autres papiers de cette nature relatifs à la caisse d'escompte.

I V.

Il aura soin que les bureaux soient convenable-

ment fournis de registres , papiers , encre , plumes , &c. , & traitera pour cet effet avec le papetier de la caisse.

V.

Il sera chargé de faire avertir tous les membres de l'administration pour leurs assemblées extraordinaires , ainsi que pour celles des comités convenus.

V I.

Il sera aussi chargé de rédiger & faire imprimer toutes les annonces & affiches , & généralement tous les imprimés quelconques que l'administration aura statué de publier.

V I I.

Il sera en outre spécialement chargé d'assister en personne à tout le procédé de l'impression des billets de caisse , & de la vérification des quantités & sommes ainsi imprimées.

V I I I.

Le secrétaire sera en outre chargé de la garde des différentes clefs dont il sera parlé ci-après , & il pourra recevoir celles de tout administrateur ou directeur qui seroit forcément absent lorsque sa clef seroit nécessaire , de maniere cependant à ce que toutes les clefs d'une même caisse ne se trouvent

pas dans une même main, à l'effet de quoi un directeur &, à son défaut, un principal employé pourra remplacer le secrétaire.

C H A P I T R E V I.

De l'Escompte.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les administrateurs de semaine feront le choix du papier qui sera présenté à l'escompte, & le caissier n'en pourra payer valablement le montant que sur le vu du bordereau paraphé par les administrateurs de semaine.

I I.

Il suffira qu'un seul des administrateurs de semaine refuse de parapher un bordereau quelconque pour qu'il soit rejeté de plein droit, & tout appel à l'administration sur un rejet quelconque est, par le présent règlement, déclaré non-recevable.

I I I.

Il ne sera pris à l'escompte aucun effet qui ne soit revêtu de deux bonnes signatures au moins, & qui ne soit présenté à l'escompte par le dernier endosseur directement : & cette condition nécessi-

tera que chaque personne qui présentera du papier à l'escompte soit tenue de signer un bordereau des effets ainsi présentés ; mais tous les effets réputés bons & solides seront admis indifféremment à l'escompte , soit qu'ils soient présentés par les personnes qui les auront reçus directement du dehors , soit qu'ils aient déjà passé par plusieurs mains à Paris.

I V.

Il ne sera rien pris à l'escompte pour le public , à moins de 15 jours d'échéance ; mais ceux qui tiendront leurs comptes courans à la caisse seront exceptés de cette règle.

V.

L'avantage permanent de la caisse d'escompte ne pouvant résulter que de son utilité plus générale , les administrateurs de semaine répandront l'escompte sans acception de personnes , mais de manière cependant à donner la préférence à ceux qui tiennent leurs comptes courans à la caisse ; & dans les tems où l'on sera obligé de resserrer l'escompte , on préférera communément les petites parties aux grosses , & les parties moins longues à celles qui le feroient davantage.

V I.

La somme à destiner chaque semaine à l'escompte , & les conditions qui doivent l'accompagner devant

être fixées par l'assemblée d'administration, les administrateurs de semaine ne pourront pas s'en écarter ; mais dès qu'ils s'apercevront que l'argent en caisse sera tombé au dessous du tiers du montant total des engagements, tant par billets de caisse que par soldes dûs aux comptes courans, ils diminueront sensiblement l'escompte, & le feront cesser tout-à-fait quand la proportion sera tombée au quart, & ce nonobstant les fixations ou réserves quelconques qui pourroient leur avoir été données par l'assemblée d'administration.

V I I.

Les prêts permanens étant une des causes les plus ordinaires des embarras des banques, il ne s'en fera point de ce genre.

V I I I.

Le capital des actions étant la caution naturelle de nos engagements, il ne sera point fait de nouveaux prêts sur les dépôts d'actions ; & de ceux déjà faits, aucun ne sera renouvelé à des époques postérieures au 30 Juin prochain. Les autres prêts qui peuvent avoir été faits sur le dépôt d'autres effets publics de toute nature, rentreront d'ici à la même époque, & il n'en sera fait de semblable à l'avenir que d'après les principes & sous des formes que les actionnaires auront approuvées dans une assemblée générale.

CHAPITRE

CHAPITRE VII.*Des Caisses.*

ARTICLE PREMIER.

Les administrateurs formeront un comité des caisses, & sur son rapport, ils en fixeront le nombre, & en prescriront la marche & la manutention.

I I.

Tous les caissiers recevront les ordres du directeur des caisses, lui rendront compte journellement de leurs opérations quelconques, & seront en tout assujettis à la surveillance & vérification qu'il jugera à propos de faire ou de prescrire.

III.

Il y aura, à dater du 15 Mars prochain, une caisse particulière à trois clefs, dont deux seront gardées par les deux directeurs, & l'autre par l'administrateur président du mois : dans cette caisse on déposera un nombre de millions en especes égal, au moins, à la cinquieme partie de la somme des engagements de la caisse; on y ajoutera un nouveau million chaque fois que les engagements se feront aug,

mentés de cinq millions, & l'on n'aura recours à ce fonds de réserve que lorsque les besoins des autres caisses, ou une diminution sensible dans la somme des engagements le rendra nécessaire.

CHAPITRE VIII (1).

Des Billets de Caisse.

ARTICLE PREMIER.

Pour éviter le risque inséparable de la création des billets de caisse en trop forte masse, il n'en existera jamais à la fois plus de dix millions au delà de la somme réellement en circulation dans le public.

(1) Au lieu de ce chapitre, il a été délibéré par l'assemblée générale du 24 Janvier 1784 ce qui suit :

Après avoir entendu le chapitre des billets de caisse, tel qu'il a été présenté dans le travail du comité, & après lecture du projet d'un chapitre de billets, présenté par M. Rilliet, un autre par M. de Lessert, & avoir discuté long-tems les avantages & les inconvéniens de chacun de ces systèmes, il a été décidé que le tout seroit référé à l'administration pour en être rendu compte, avec l'avis des administrateurs, à l'assemblée générale de Juillet prochain au plus tard ; qu'en attendant il ne seroit rien changé à la forme des billets actuels, ni à leur signature, mais que la seule instruction à donner pour le moment sera de n'en créer à la fois que la moindre quantité compatible avec la célérité néces-

I I.

Ces billets seront imprimés, & signés d'après une délibération & autorisation spéciale de l'administration, par un des deux directeurs, sous les mots *Pour la compagnie*, ensuite par le caissier *du comptant*, sous les mots *Reçu en especes*, & en troisieme lieu par le contrôleur, qui y mettra le folio du registre.

I I I.

De ces dix millions, trois seront remis aux caissiers particuliers pour le service journalier; trois autres, dans un coffre séparé sous la garde du directeur des caisses & du secrétaire, & les quatre restans dans une troisieme caisse à trois clefs gardées par un

faire au service, & de les partager de maniere à éviter le plus possible leur réunion en trop grande masse, pour obvier aux risques de tout genre.

A l'effet de quoi il n'y en aura jamais plus de dix millions à la fois au delà de la somme réellement en circulation dans le public, & partagés, autant que faire se pourra, de la maniere suivante :

Deux millions dans les mains des caissiers, trois en la caisse séparée des directeurs & contrôleur, & cinq dans la caisse de l'administration.

Les billets ne seront plus que de

L. 1000 }
& 600 } en caracteres noirs.

L. 300 }
& 200 } en caracteres rouges.

des administrateurs de semaine , par le directeur des billets & par le contrôleur.

I V.

Les versemens nécessaires & réciproques se feront par ces caisses de l'une à l'autre d'après l'esprit de l'article ci-dessus , & de maniere que le surplus des dix millions que de fortes rentrées pourroient produire soit invalidé dès le lendemain dans la forme que prescrira le comité des billets , & dont il fera chaque fois dressé procès-verbal , & le contrôleur sera spécialement chargé de veiller à l'exécution de cet article ; & si par la suite l'administration trouvoit une marche à pouvoir invalider les billets à fur & mesure de la rentrée, elle sera préférée.

V.

La garde du papier destiné aux billets de caisse , & tous les caracteres & instrumens quelconques servant à leur impression sera donnée au contrôleur & au directeur des caisses , & aucun billet ne pourra être imprimé , si ce n'est en leur présence & sous leur inspection & contrôle.

V I.

Il n'y aura de billets de caisse pour la circulation que de quatre sortes, savoir :

de L.	1000	}	en caracteres noirs,
L.	600		
L.	300	}	en caracteres rouges.
&			
L.	200		

V I I.

Il pourra être fait, pour faciliter la circulation des billets dans les provinces, des billets à ordre des sommes ci-dessus payables à huit jours fixes après leur représentation, mais à aucune autre échéance; & ce terme de huit jours n'étant donné qu'afin de procurer aux propriétaires des billets qui pourroient avoir été volés ou égarés, les moyens de faire parvenir leurs réclamations à la caisse, aucun de ces billets à ordre ne pourra être payé qu'à son échéance de huit jours pleins : on pourra même fournir ces billets en appoints quelconques, en ajoutant de la main, & au dessus de la signature du caissier général & sur les billets rouges seulement, la somme juste & toujours moindre que 100 l., que le propriétaire desireroit faire insérer, & qui sera indépendante & en sus de la somme imprimée dans le corps du billet.

V I I I.

Le comité des billets vérifiera avec soin les billets retirés & invalidés , & ce comité sera tenu de s'assembler au moins une fois le mois , & tiendra registre de ses séances.

I X.

Les billets ainsi invalidés seront mis dans une caisse ou armoire particulière sous les clefs du directeur des caisses & du directeur des billets , pour être brûlés au moins une fois par an , en présence du comité des billets , qui en certifiera le procès-verbal.

C H A P I T R E I X.*Des Comptes courans.*

A R T I C L E P R E M I E R.

Les administrateurs auront soin d'établir à l'égard des comptes courans un ordre d'écritures & de comptabilité qui ne permette point que les particuliers soient crédités qu'après que les fonds seront réellement rentrés.

I I.

A cet effet , le montant des objets à recevoir donnés par les particuliers pour être portés à leurs

comptes courans ne fera à leur disposition que le lendemain de leur rentrée ; mais ils pourront disposer dès le jour même des fonds qu'ils auront envoyés en especes & en billets de caisse.

I I I.

Les comptes courans seront débités à l'instant même de chaque paiement qui se fera à leur charge : on évitera soigneusement de faire des avances quelconques , & les engagements payables à la caisse d'escompte ne seront jamais acquittés avant le jour même de leur échéance. — Pourront cependant les effets échéant un jour quelconque , & acceptés payables à la caisse d'escompte servir de fonds pour des engagements échéant le même jour , pourvu que les fonds de ces lettres de change aient déjà été faits aux comptes courans.

I V.

Les comptes courans seront additionnés tous les soirs de maniere à fournir au directeur des comptes courans le résultat des foldes.

V.

Le directeur ayant le département des comptes courans veillera directement à la bonne tenue de tous les registres relatifs à cette partie , le tout sous l'inspection du comité des comptes courans , & sous les ordres de l'administration.

C H A P I T R E X.*Du Dépôt d'Actions.*

A R T I C L E P R E M I E R.

Il sera incessamment construit dans l'hôtel une serre, caveau ou autre endroit de sûreté où les papiers seront parfaitement à l'abri du feu, & dont les clefs seront gardées par les deux directeurs.

I I.

Les actions déposées seront gardées dans ce dépôt dans une caisse de fer sous trois clefs, savoir : celle d'un administrateur de semaine, celle du directeur des livres, & celle du secrétaire.

I I I.

Les registres du dépôt seront tenus en parties doubles : les grands livres fermeront à clefs. Chaque dépôt sera signé par la personne qui dépose, & visé ensuite par un administrateur ; mais nul ne pourra décharger le registre des actions déposées ni de leurs dividendes que la personne même au nom de laquelle le dépôt sera fait, ou du fondé de sa procuration en bonne & due forme. On sera libre d'ajouter au compte de chaque déposant les clauses, restrictions

& conditions contenues dans les actes devant notaires & autres qui accompagneront ces dépôts, & l'on fera tenu de s'y conformer.

I V.

Le dépôt sera tenu absolument secret, & nul hors l'administration n'y aura recours, excepté les propriétaires des actions déposées ou leur fondé de procuration, chacun en ce qui le regarde seulement, & ces personnes pourront se faire accompagner d'un notaire à l'effet de constater l'existence de leurs dépôts à une époque quelconque sur les livres de la compagnie.

V.

Il ne sera délivré aucun certificat des actions au dépôt, si ce n'est à l'effet de faire entrer les actionnaires aux assemblées générales. Ces certificats feront mention du nombre des voix que chaque actionnaire pourra donner dans les cas de scrutin, relativement au nombre de ses actions d'après le règlement du 22 Novembre 1783. Ils seront libellés de manière à ne point servir de titre contre la compagnie, & à être nuls & de nul effet, l'assemblée finie.

V I.

Tous les livres relatifs aux actions déposées seront tenus par duplicata. Chaque opération y sera ins-

crite au moment même de sa consommation , & un des deux recueils de ces livres sera transporté tous les soirs dans le dépôt de sûreté dont il est parlé à l'article 18 de ce chapitre , & renfermé dans une boîte exprès dont la clef restera sous la garde du directeur des livres.

C O N C L U S I O N .

Les administrateurs trouveront dans les chapitres précédens le peu de réglemens positifs que la compagnie a jugé à propos de leur prescrire , & desquels elle exige qu'ils ne se départent point , sans y être autorisés par délibération d'une assemblée générale. --- Mais ils remarqueront que l'esprit général de ces réglemens n'est , pour ainsi dire , que préservatif ; qu'on n'a eu en vue que d'éviter les abus , diminuer les risques , & prescrire en général l'ordre , la méthode , la sûreté & la surveillance. Tous ces moyens tendent sans doute essentiellement à la solidité & à la permanence de l'établissement , & en cela à augmenter la confiance du public , si nécessaire aux succès de la caisse d'escompte. Mais il est des vues générales , des précautions , pour ainsi dire , intellectuelles , qui tiennent au véritable esprit de la chose , que nul réglement ne peut prescrire , qu'aucun conseil ne peut suppléer : c'est là ce que les actionnaires attendent principalement du zèle ,

de l'expérience & de la sagacité des administrateurs de leurs affaires. Ils se contenteront de recommander ici à l'administration de regarder la prudence, & la modération comme leurs premières vertus, de se rappeler qu'il n'y a de profit désirable que celui qui promettra permanence & solidité, & qu'on n'est jamais aussi assuré d'être aussi efficacement utile aux autres que lorsque c'est sans risques ni dangers pour soi.

Leur premier & constant devoir sera de concilier l'utilité publique avec celle de la caisse d'escompte : ces intérêts bien entendus sont en effet inséparables, & nous ne devons point oublier que la confiance publique, source de tous nos bénéfices, exige de notre part un retour de vigilance, d'exactitude & de sacrifices même, s'il pouvoit en être besoin, afin de rendre notre établissement de plus en plus utile.

Pour cela, nos administrateurs doivent tendre sans cesse vers l'augmentation progressive de la masse de nos billets en circulation, non-seulement dans Paris, mais dans toutes les provinces du royaume. Cette nouvelle voie de communication facilitera les versements en même tems qu'elle dispensera des transports, & cette double utilité lui méritera les importantes facilités que l'administration publique peut seule lui procurer, celle de faire recevoir nos billets dans toutes les caisses royales.

Il faudra aussi s'occuper continuellement des moyens de multiplier les comptes courans avec les

particuliers de tous les ordres , & avec les grandes caisses , source féconde de jouissance d'argent , & de facilité pour le service intérieur. — Mais pour rendre tous ces avantages permanens & durables , il faut que rien ne puisse altérer la résolution prise par la compagnie de garder toujours en especes réelles en caisse une somme amplement suffisante pour faire face à toutes les demandes.

La proportion fixée à cet égard par les statuts du 22 Novembre doit être regardée comme stricte & de rigueur ; nulle considération ne doit engager l'administration à la diminuer, fût-ce même pour un jour ; ce doit être pour elle une regle inviolable & sacrée. A quelque somme que nos engagements puissent s'élever à l'avenir , sur quelque surface qu'ils puissent être répandus , quelque résultat qu'ait donné l'expérience , il ne faudra jamais laisser baisser la proportion au dessous de celle du tiers au quart fixée par les statuts : non - seulement la sûreté des actionnaires & des porteurs de nos engagements exige que cette réserve soit toujours intacte , l'utilité publique veut encore qu'on accumule la somme des especes en caisse à mesure qu'on augmente la circulation des billets : car il est de principe incontestable que toute circulation de papier faisant office d'especes a une tendance directe à diminuer la quantité des especes réelles en circulation. C'est pour tempérer cet effet du papier circulant que la réserve ordonnée doit être inviolablement maintenue comme principe d'administration publique.

Cette proportion, au reste, n'est établie que pour les tems ordinaires & tranquilles ; il en survient quelquefois d'autres ; nos administrateurs feront plus que nous à portée de les prévoir ou de s'en garantir. Ils sont communément annoncés par des opérations forcées, des mouvemens inusités, des transports d'argent & des soubresauts dans la circulation. Au moindre avertissement de cette espece, à chaque crue ou diminution subite de nos billets, nos administrateurs redoubleront de surveillance, & tâcheront de remonter aux causes ; mais une diminution sensible de l'escompte, tant en masses qu'en échéances, afin de remonter la proportion des especes au dessus de la fixation ordinaire, sera le premier effet de la plus légère inquiétude : le reste dépendra d'eux.

En acceptant d'entrer dans l'administration de la caisse d'escompte, ils doivent à la compagnie leurs soins, leur vigilance, l'emploi de tous leurs talens pour l'utilité commune, & les actionnaires leur devront en retour confiance, reconnoissance, soutien. Ce sera de cette réunion heureuse que résulteront l'oubli des malheurs passés, & le raisonnable espoir d'une prospérité solide dans l'avenir.

FAIT & délibéré par les commissaires nommés par l'assemblée générale du 26 Novembre pour la rédaction du régime intérieur, lesdits commissaires assemblés en comité le 20 Janvier 1784.

Signé, DE LESSERT, LE COUTEUX
DE LA NORAYE, FORNIER,
DE ST. MARTIN, PANCHAUD.

N ^o . XII.	
du 1 ^r . au 5.	1. 1370000 659000 1208000 816000 1247000 875000 869000 724000 959000 1036000 606000 996000 1867000 2203000 2067000 1736000 1567000 1056000 1218000 1345000 1006000 1090000 1747000
17	24730432
18	1783
19	Août
1	1. 1908000 1609000 1621000 1656000 1623000 1489000 1344000 1854000 1753000 1833000 1470000 1428000 1463000 1414000 1353000 2064000 2298000 1949000 1813000 1308000 1454000 1171000 767000 1946000
2	24331080
3	1.
4	7bre.
5	1. 1570000 1555000 1301000 1418000 1310000 1073000 873000 1305000 1165000 960000 968000 776000 896000 1191000 1137000 991000 1088000 1106000 282000 653000 348000 138000 440000 487000 1291000
6	27287396
7	1.
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
Juillet.	

O M I S S I O N.

Il a été oublié à la page 30 une note qui tombe sur cette phrase : » Il faut en convenir , le jeu sur les actions de la » Caisse d'Escompte a tout fait ; il a donné la fureur contagieuse de mépriser le certain pour courir après l'incertain «. — Voici cette note.

(1) » Non content de vendre à Paris les actions de la banque de Madrid, on vient d'y publier un Prospectus pour les actions d'une compagnie des Philippines ; c'est-à-dire , une compagnie dont le but est de » lier par la mer du sud le commerce de l'Amérique méridionale avec » celui de l'Asie ; ou si l'on veut une compagnie dont le siège est à » Madrid , l'administration aux Indes , & le magasin chez les Marrattes. Il ne manquoit plus à cette spéculation d'un genre tout neuf » assurément que des actionnaires Parisiens , & l'on peut se fier à l'harmonie qui regne entre les administrateurs des caisses d'escompte » de Paris & de Madrid , pour qu'il y en ait bientôt ; car la sœur » aînée a déjà pris un intérêt de 12 millions dans les affaires de sa » cadette «.

F I N.

T A B L E.

CHAP. I. *D*E l'utilité de Caisses d'Escompte. Pag. 1

CHAP. II. *Institution de la Caisse d'Escompte.*
Quels sont les droits du Public sur cette banque ? 8

CHAP. III. *Des erreurs qui peuvent diminuer l'utilité de la Caisse d'Escompte, ou même rendre cette Banque dangereuse. Voyez relativement à ce Chapitre l'omission à la suite des Pièces justificatives.* 16

CHAP. IV. *Des Dangers auxquels la Caisse d'Escompte a été exposée par l'oubli des principes qui doivent diriger son administration.* 35

CHAP. V. *Qu'est-ce que la propriété des Actionnaires de la Caisse d'Escompte ?* 48

CHAP. VI. *De l'Inspection du Gouvernement sur l'administration de la Caisse d'Escompte.* 61

CHAP. VII. *Arrêt du 24 Janvier 1785.* 70

CHAP. VIII. *Examen des motifs sur lesquels l'Arrêt du Conseil du 24 Janvier 1785 a été rendu.* 82

CHAP. IX. *Des objets sur lesquels doivent porter les Réglemens qui doivent diriger l'administration de la Caisse d'Escompte.* 110

Pièces Justificatives. 125

Omission. 207

Fin de la Table.

POST-SCRIPTUM.

Forcés de porter notre ouvrage à des presses étrangères, nous étions parvenus à le faire imprimer en huit jours ; déjà il étoit prêt à franchir la frontière, toujours si bien gardée par les ennemis de la liberté & de la vérité, lorsque nous avons appris par une lettre en date du 15 Mai, que les commissaires chargés de dresser les nouveaux réglemens de la caisse d'escompte devoient faire leur rapport le 16 au contrôleur général.

Ils ont, à ce qu'on dit, déterminé un dividende fixe & permanent de 160 liv, les bénéfices excédans seront partagés à chaque semestre, en deux parts, l'une pour les actionnaires, l'autre pour un fonds de réserve, & l'on s'attend en conséquence à un dividende de 190 liv. au moins ; car on ne daigne pas même mettre en question si le contrôleur général approuvera ou n'approuvera pas cet arrangement. Que dis-je ? On annonce qu'il faudra bien qu'il se

foumette, s'il ne veut pas perdre sa place.

Nous osons en augurer autrement, nous qui savons que le roi lit, qu'il veut le bien, & que l'opinion & la confiance publiques, lorsqu'elles ne sont point égarées (or, elles ne le sont jamais long-tems), secondent sa volonté personnelle contre l'intrigue & les partis qui ne le voudroient roi que pour eux. Nous osons l'inviter, en cette occasion comme en toute autre, à voir par ses yeux, à juger par ses lumieres, à combattre la très-estimable, mais trop grande méfiance qu'il a de lui-même, & à regarder comme un axiome cette vérité : qu'avoir du caractère, c'est toujours avoir assez de talens, surtout pour regner & pour regner en grand & bon roi : or, c'est là ce qu'un souverain doit être, ou le métier de gouverner les hommes est assurément le plus triste des métiers.

Quant au nouveau plan des commissaires, c'est le premier de Juin qu'il doit être sanctionné : ainsi nous n'avons que le tems d'observer que l'on n'y statue rien pour la stabilité de la banque de secours ; que ce nouvel arrangement est la preuve la

plus complete qu'on est véritablement enivré par les escomptes prodigieux que gagne la caisse en ce moment , sans faire attention que pas un commerce proprement dit , pas une manufacture ne l'alimente aujourd'hui & n'est alimentée par elle ; que tout porte sur le jeu des actions ; que cette frénésie acquiert à tout instant des forces incalculables ; que chaque jour la province vomit des joueurs & de l'argent pour jouer... C'est là , selon M. de Forbonnais , dont l'ouvrage vraiment admirable sur les finances devroit d'autant mieux être aujourd'hui dans toutes les mains , qu'il n'est pas même nommé dans celui de M. Necker , *c'est là , selon M. de Forbonnais , le plus grand mal que l'on pût attribuer au Système.*

Quoi qu'il en soit , il paroît un *Plan d'association* pour soutenir le prix des actions, qui a été déposé chez M. Lormeau , notaire ; nous allons le donner ici avec les réflexions qu'il nous a fait naître : nous tenterons ainsi tous les moyens qui sont en notre pouvoir de faire échouer ce plan vrai-

ment extravagant & funeste , & de sauver , s'il est possible , le chagrin , nous avons presque dit l'opprobre , de le voir exécuter , au ministre actuel des finances , à l'administration duquel nous ne saurions nous empêcher de porter un vif intérêt , séduits que nous sommes par ses qualités aimables , & convaincus des talens qu'il peut déployer , s'il veut une fois s'abandonner à ses propres forces , n'estimer sa place que pour sa gloire , oser rendre sa confiance à ses vrais amis , & dédaigner de courber un géant devant des pygmées.

PROSPECTUS D'ASSOCIATION

A une Spéculation sur les Actions de la Caisse d'Escompte de Paris , dans laquelle ceux qui voudront s'intéresser , jouiront de l'intérêt de leurs fonds à cinq pour cent , trouveront l'assurance complète de leur capital , & participeront à des bénéfices certains.

La caisse d'escompte est un de ces établissemens qui , en vivifiant le commerce par une augmentation considérable de signes représentatifs du numé-

R É F L E X I O N S

Sur un *Prospectus* d'association déposé chez M. Lormeau, notaire, rue du Petit-Lion, pour prévenir ingénieusement la baisse des actions de la caisse d'escompte au dessous de 6,700 livres.

Personne ne doute de l'utilité de la caisse d'escompte : les services qu'elle peut rendre sont parfaitement connus ; & , sans avoir recours à l'autorité de M. Necker, on comprend que les lettres de change qu'elle prend à l'escompte, considérées en masse, peuvent être pour elle un emploi parfaitement solide des fonds de ses actionnaires, & des

raire , étoit de nature à mériter l'appui du gouvernement : aussi , depuis sa fondation , a-t-elle toujours reçu des marques signalées de la bonté du prince qui l'a créée , qui la protège & qui s'intéresse à ses progrès.

La nature de cet établissement , supérieure à celle de tous les autres fonds , est de ne pouvoir exister sans s'accroître , & de se préparer , tous les jours à elle-même , de nouveaux moyens de vie par les aliments qu'elle donne au commerce , par les établissemens en tout genre qu'elle facilite en France , & par les ressources qu'elle procure au public. Déjà une infinité de particuliers ont à la caisse d'escompte des comptes ouverts ; elle se charge sans frais du recouvrement de leur recette , ainsi que de leur dépense sur des mandats que chacun donne à fur & mesure de besoin ; ce qui évite d'une part au public les frais d'un dépôt , les embarras des recouvremens , & de l'autre , le garantit de la perte des billets , des vols , ainsi que des erreurs. La certitude des bénéfices qu'elle promet , efface absolument la proportion que le premier coup d'œil établit entre le prix de l'action & sa mise première.

Telle est la juste définition de cet établissement fondé par le vœu du gouvernement & du commerce ; consacré par la confiance de la nation ; affermi par la protection du souverain ; recommandable par ses services ; précieux par ses relations avec

billets de confiance qu'elle répand dans le public.

Mais les méprises sur le choix de ces lettres de change ne sont pas impossibles, & le témoignage que M. Necker rend à leur solidité, n'empêche pas que la cause qui produit ces lettres de change, & les circonstances qui les multiplient, ne puissent inquiéter, même les vrais amis de la caisse d'escompte, ceux qui s'embarassent peu de l'agiotage sur les actions. En Angleterre, où l'on attache le plus haut prix à l'intégrité du crédit des billets de la banque, qui sont, selon M. Necker, les plus grands appuis de la puissance politique; en Angleterre, dis-je, rien n'est plus soigneusement écarté du choix de la banque que toutes les lettres de change, quelles qu'en soient les signatures, quand elles sont soupçonnées par les directeurs d'appartenir à des circulations sur des papiers publics. Il s'en faut bien qu'il en soit de même à Paris, & ces bénéfices qu'on procure à la caisse d'escompte pour soutenir la valeur fictive des actions seroient bien moins considérables, si l'on y portoit dans le choix des lettres de change le même scrupule qu'à Londres.

Suivant le Prospectus, on croiroit que la caisse d'escompte a facilité en France des établissemens de tout genre, & procuré de grandes ressources au public.

Cela viendra sans doute; mais jusqu'ici l'on peut demander où sont ces établissemens, & même où sont ces ressources, à moins qu'on ne veuille compter au rang de ces établissemens utiles & de ces vastes ressources, cette fureur de jouer sur les effets publics, cette

le crédit public & les crédits particuliers intéressés à sa conservation. Sous de pareils rapports , son utilité seule , aux yeux des spéculateurs les plus réservés , comme pour le gouvernement le plus sage , est un garant immuable de sa durée. A ces considérations générales , nous ajouterons qu'elle soutient & étend le crédit national , en facilitant les emprunts & en en soutenant le prix par l'aisance qu'ont les spéculateurs de se procurer de l'argent à bon marché ; ce qui leur évite ces embarras momentanés qui mettent dans la nécessité de vendre précipitamment & avec perte des effets publics. Aussi l'Angleterre attache-t-elle le plus haut prix à l'intégrité du crédit de ses billets de banque , qui sont , selon M. Necker , les plus grands appuis de la puissance politique.

Pour prouver la solidité de cette caisse , & écarter toute idée de crainte sur les opérations qu'elle embrasse , on ne croit pouvoir rien faire de mieux que de rapporter ici littéralement ce qu'écrivait à ce sujet ce grand administrateur :

» Les billets de caisse , dit-il , répandus dans la
» circulation ont pour caution , & les lettres de
» change qui ont été prises à escompte , & le ca-
» pital entier fourni par les actionnaires. Ces let-
» tres de change considérées en masse sont un em-
» ploi parfaitement solide «.

Convaincu de toutes ces vérités , & sur-tout des bénéfices considérables qu'on doit attendre de cet

âpreté de gain qui fait désertir les provinces pour venir jouer à Paris sur les actions de la caisse d'escompte, sur les actions d'Espagne, sur tout ce qui porte le nom d'Actions.

Demandez aux fabricans de Lyon comment ils se trouvent de ce que les négocians, & les particuliers de cette ville ne pensent plus qu'au jeu sur les fonds publics, ne rêvent plus que hausse & que baisse, & n'ont d'attention que pour imaginer, combiner des ruses, & faire aller & venir des couriers extraordinaires pour tenir en activité l'agiotage, qu'ils préfèrent maintenant au commerce.

Et de bonne foi, qui profite jusqu'à présent du bas intérêt auquel la caisse escompte les lettres de change? Pourroit-on montrer une seule manufacture, un seul commerce d'objets de consommation qui en aille mieux? Pourroit-on montrer des domaines mieux cultivés par les heureux effets de la caisse d'escompte; l'agriculture est-elle plus en honneur, graces à ses billets de confiance?...

L'Etat a peut-être trouvé plus de facilité dans ses emprunts. C'est cependant un bien dont il est encore permis de douter; quand on compare les objets que les joueurs embrassent avec fureur, aux fonds de l'Etat pour lesquels ils restent indifférens.

La vérité est que l'intérêt de l'argent n'a diminué que pour un certain ordre de banquiers, ou de gens d'affaires. Ils vendent tout aussi chèrement que jamais au public leurs services, quoique la caisse leur en rende, & à bon marché.

établissement par l'accroissement que lui préparent la sagesse de son administration & la bienveillance du ministre éclairé qui dirige les finances de l'État, un spéculateur, après avoir attentivement réfléchi sur le concours de tant de causes qui assurent d'une manière permanente les succès de la caisse d'escompte, propose aux capitalistes de former avec lui une association sur les actions de cette caisse, aux conditions suivantes.

A R T I C L E P R E M I E R.

La durée de cette association sera de trois années, à compter du 1^{er} Juillet 1785 ; néanmoins elle pourra finir avant ce terme, si les circonstances mettent le spéculateur à portée de réaliser plutôt les bénéfices qui doivent être l'objet de son opération.

I I.

Le prix de chacune des actions qui entreront dans l'association sera invariablement fixé au regard des actionnaires & du spéculateur, à 7,700 liv. chacune, fin Juin 1785.

I I I.

Ce dernier fera seul chargé de faire acheter les actions destinées à la spéculation, toutes garnies de cinq dividendes dont le premier sera celui des fix derniers mois 1785 ; &, quel que soit le prix de l'achat, les actionnaires ne fourniront ni au dessous

grace à la partialité de l'administration dans le choix des personnes qui doivent jouir de la faveur de l'escompte. Il s'est établi une nouvelle industrie qui consiste à revendre à $5, 5\frac{1}{2}$ pour 100, & plus, ce que la caisse donne à $4\frac{1}{2}$, & devroit donner plus généralement à 4. Il est difficile de trouver dans cet état de choses un grand avantage pour le public.

On peut mettre en fait que la caisse a infiniment multiplié la masse des lettres de change qui se paient dans Paris, mais qu'elle y a plutôt diminué qu'augmenté celles qui naissent d'un vrai commerce, d'une industrie qui reflue immédiatement sur les objets intéressans pour la nation... C'est une vérité dont seroit bientôt convaincu l'homme instruit & expérimenté à qui l'on confieroit un examen critique du porte-feuille.

S'ensuit-il qu'il faille regarder la caisse d'escompte comme inutile, comme un établissement fâcheux? Non sans doute, mais bien, qu'il faut se défier de ceux qui l'exaltent, qui ne parlent que de ses bénéfices, qui n'annoncent & ne veulent que leur accroissement, qui cherchent à détourner l'attention du gouvernement de la situation vraiment critique cachée sous cette prospérité si vanitée, & à répandre une illusion propre à voiler les dangers évidens du mouvement excessif donné par la caisse à un grand nombre de têtes peu instruites.

Quel est le moyen de ralentir ce mouvement,

ni au dessus de 7,700 liv. par chaque action payable par eux à la fin de Juin.

I V.

On pourra s'intéresser à l'association pour tel nombre d'actions qu'on jugera à propos, même pour une seule, pour une moitié, un tiers, un quart, un cinquieme ou un fixieme d'action.

V.

Chacun de ceux qui voudra y prendre intérêt, se fera inscrire chez M. Lormeau, notaire, rue du Petit-Lion, & lui déposera son billet, payable à la fin de Juin prochain fixe, toujours à raison de 7,700 liv. pour l'action entiere. Ce notaire, que le spéculateur nomme pour séquestre de l'association, donnera ses reconnoissances des promesses à lui déposées.

V I.

Le spéculateur, pour tranquilliser les actionnaires sur la perte qu'ils pourroient craindre, résultant d'une diminution sur le prix des actions, fournira un cautionnement de toute satisfaction de 1,000 liv. par action, ou de 100,000 liv. par cent, ou déposera à la volonté des actionnaires, comptant la somme de 1,000 liv. par action entre leurs mains à la charge par eux de lui payer à chaque semestre 25 liv. d'intérêt, laquelle somme de 1,000 liv. il ne

d'imprimer des idées saines & des vues modérées aux joueurs qui veulent tout entraîner dans leur tourbillon ? Je ne prétends pas déterminer ce moyen ; mais , à coup sûr , ce n'est pas d'écouter leurs sophismes , de se rendre au vœu de leur cupidité.... Tant mieux , que la caisse d'escompte gagne ; mais jusqu'à ce que la solidité de ses ressources soit mieux connue , ses bénéfices doivent bien plutôt servir à amasser des provisions , & même des provisions considérables pour les décomptes futurs , qu'à faire monter le prix des actions.

Et au fond , l'auteur du Prospectus d'association ne paroît pas lui-même avoir une grande confiance dans les brillans succès de la caisse , puisqu'il craint si fort qu'on n'en ait pas une assez haute idée.

Ne pourroit-on pas lui demander pourquoi il a imaginé cette association , si , comme il l'avance , le propre de la caisse d'escompte est de ne pouvoir subsister sans s'accroître ? Pourquoi le spéculateur en actions qui doivent toujours croître , iroit-il les engager dans une société à laquelle il paieroit l'assurance d'un risque qu'il ne court point ?

Au reste , l'auteur ou les auteurs de ce Prospectus auront sans doute la touchante bonté d'en donner un commentaire qui le rende intelligible.

On y voit très-bien dans le préambule un amas de lieux communs dont le résultat est une instante prière au gouvernement de permettre à l'administration de répartir un gros dividende ; une prière

pourra répéter qu'après que chaque actionnaire aura été remboursé du capital fourni par lui , & qu'il aura joui chaque année de *cinq pour cent* d'intérêt , sans retenue ; de maniere que l'actionnaire qui aura reçu du spéculateur 1,000 liv. par action , pour lui servir de garantie , en cas qu'elle vînt à éprouver quelque diminution , n'aura à déboursier que 6,700 liv. pour le prix de chacune.

V I I.

A mesure que les actions auront été achetées de l'ordre du spéculateur , ce dernier les déposera entre les mains du séquestre , qui lui en paiera le prix tant avec les deniers déposés audit séquestre , qu'avec ceux que fournira le spéculateur , pour compléter ce prix , si elles avoient coûté plus de 7,700 liv. chacune ; & ces actions , ainsi déposées , seront affectées par privilege , au paiement des sommes déboursées par les intéressés.

V I I I.

Le séquestre sera autorisé ,

1^o A recevoir , tous les six mois , pendant la durée de l'association , le montant des dividendes jusques & compris celui des six premiers mois 1788.

2^o Et à remettre le montant jusqu'à due concurrence desdits dividendes aux actionnaires , cha-

non moins fervente , de se persuader que la caisse d'escompte est supérieurement administrée , que les avantages que la nation en retire sont infinis , & que les bénéfices sont tellement certains , que la proportion établie par le premier coup-d'œil entre le prix de l'action & sa mise première doit être effacée ; & comme M. Necker fait apparemment autorité auprès du gouvernement , on le fait prudemment parler & répondre sur ce qui n'est pas en question ; on applique même ses paroles à une manière d'envisager la caisse d'escompte qu'il n'a jamais eue.

Quant à ceux qui voudroient avoir une idée claire de l'organisation de cette nouvelle compagnie d'assurance , dont la durée est fixée à trois ans , & se démêler de la confusion des treize articles qui ne laissent rien à désirer aux actionnaires , ni pour leurs sûretés , ni pour les avantages que présente la spéculation proposée , nous les exhortons à la patience jusqu'à ce que le commentaire sur les treize articles vienne les illuminer... Ce n'est pas que l'obscurité n'ait son mérite ; & si l'auteur du Prospectus avoit pensé à créer tout de suite des actions pour cette compagnie de trois ans , il est très-probable qu'elles se vendroient déjà à la Bourse aussi avantageusement que les actions de St. Charles & celles des eaux de Paris. Comment est-il possible que cette heureuse idée lui soit échappée ?

17 Mai 1785.

cun en proportion de sa mise , pour les remplir de l'intérêt à *cinq pour cent* par an , sans retenue.

I X.

Dans le cas où le dividende n'équivaldrait pas aux intérêts à *cinq pour cent* sans retenue de chaque mise , calculés à compter du premier Juillet 1785 , le spéculateur s'engage à fournir entre les mains du séquestre somme suffisante de ses deniers , & sans répétition contre les actionnaires , pour compléter les intérêts à *cinq pour cent* , laquelle somme leur sera répartie en proportion de leurs mises. Mais si au contraire , le dividende excède lesdits intérêts , ce qui en restera sera joint aux bénéfices de l'opération.

X.

Le spéculateur aura seul la faculté de faire vendre , quand il jugera le moment favorable , par l'agent de change qu'il aura choisi , les actions qui auront été déposées au séquestre , lesquelles , à mesure des ventes , seront délivrées par celui-ci à l'agent de change , en vertu d'un mandat du spéculateur ; & l'agent de change remettra avec ce mandat son bordereau de négociation , daté & de lui certifié véritable au séquestre , en lui déposant en même tems le prix en argent de chaque négociation.

XI.

X I.

Après la révolution de chaque semestre , & dans le courant des mois de Janvier & Juillet , il sera , sur la représentation des bordereaux de négociation , fait un compte général du produit des ventes qui auront eu lieu pendant le semestre révolu ; & ce qui restera de ce produit , sera réparti entre les actionnaires , en proportion de leurs mises respectives , & opérera d'autant le remboursement de ces mises.

X I I.

Lorsque , par l'effet de ces contributions successives , lesdites mises auront été remboursées en totalité , ce qui se trouvera entre les mains du séquestre , tant en argent qu'en actions existantes , composera les bénéfices de l'association ; mais la répartition n'en sera faite qu'après que les actions restantes auront été vendues dans la forme marquée en l'article 10. Alors la totalité des bénéfices nets appartiendra , savoir : pour la moitié au spéculateur , & pour l'autre moitié aux actionnaires , entre lesquels le montant de cette moitié sera réparti par contribution , en proportion de leurs mises.

X I I I.

Au mois de Juin 1788 , terme de l'association , s'il restoit encore des actions entre les mains du

séquestre, & que le spéculateur ne jugeât pas à propos de les vendre, le prix en seroit fixé sur le pied du cours à cette époque; le montant de ce prix sera versé par le spéculateur entre les mains du séquestre & réuni aux deniers comptants qui se trouveroient alors entre les mains de ce dernier, qui fera la répartition du tout entre les actionnaires, dans la proportion de ce qui leur resteroit dû de leurs mises; le surplus, formant définitivement le bénéfice, appartiendra & sera réparti de la manière indiquée par l'article précédent.

OBSERVATIONS.

Ces conditions ne laissent rien à désirer aux actionnaires, ni pour leurs sûretés, ni pour les avantages que présente la spéculation proposée.

Quant aux sûretés, elles sont complètes.

1^o. Privilège pour leur remboursement sur les actions déposées.

2^o. Une caution de 1,000 liv. par action, ou la même somme déposée entre les mains de chaque actionnaire, de manière que pour que l'actionnaire fût sujet à aucune perte, il faudroit que l'action tombât dès la fin de Juin à 6,700.

Les avantages ne sont pas moins évidens.

1^o Celui de partager, à titre de bénéfices, tout ce qui, du prix des négociations, excédera 70,700 liv. par action, formant la mise de chacun, quand même le spéculateur auroit acheté les actions au-

delà de ce prix , sans qu'il puisse prélever l'excédant.

2^o. L'assurance d'avoir l'intérêt de sa mise à *cinq pour cent* sans retenue.

3^o. Enfin la facilité de faire un placement solide , avantageux , & dégagé de tous soins , pour un court espace de trois années que des circonstances favorables peuvent abréger encore , & de faire ce placement pour des portions d'actions ; ce qui peut convenir à une multitude de personnes.

Tous ceux à qui cette spéculation conviendra , & qui desireront s'y associer , pourront s'adresser à M. Lormeau , notaire , rue du petit - Lion - Saint-Sauveur.

O M I S S I O N.

Il a été oublié à la page 30 une note qui tombe sur cette phrase : » Il faut en convenir , le jeu sur les actions de la » Caisse d'Escompte a tout fait ; il a donné la fureur con- » tagieuse de mépriser le certain pour courir après l'incer- » tain «. — Voici cette note.

(1) » Non content de vendre à Paris les actions de la banque de Ma- » drid, on vient d'y publier un *Prospectus*, pour les actions d'une com- » pagnie des Philippines, c'est-à-di. e, une compagnie dont le but est de » lier par la mer du sud le commerce de l'Amérique méridionale avec » celui de l'Asie, ou, si l'on veut, une compagnie dont le siege est à » Madrid, l'administration aux Indes, & le magasin chez les Ma- » rattes. Il ne manquoit plus à cette spéculation d'un genre tout neuf » assurément que des actionnaires Parisiens, & l'on peut se fier à l'har- » monie qui regne entre les administrateurs des caisses d'escompte » de Paris & de Madrid, pour qu'il y en ait bientôt : car la sœur » aînée a déjà pris un intérêt de 12 millions dans les affaires de sa » cadette «.

F I N.

T A B L E.

<i>A</i> VIS IMPORTANT. Préface.	Pag. iv & v
CHAP. I. <i>De l'utilité des Caisses d'Escompte.</i>	1
CHAP. II. <i>Institution de la Caisse d'Escompte.</i> <i>Quels sont les droits du Public sur cette banque ?</i>	8
CHAP. III. <i>Des erreurs qui peuvent diminuer l'utilité de la Caisse d'Escompte, ou même rendre cette Banque dangereuse. Voyez relativement à ce Chapitre, l'omission à la suite des Pièces justificatives.</i>	16
CHAP. IV. <i>Des Dangers auxquels la Caisse d'Escompte a été exposée par l'oubli des principes qui doivent diriger son administration.</i>	35
CHAP. V. <i>Qu'est-ce que la propriété des Actionnaires de la Caisse d'Escompte ?</i>	48
CHAP. VI. <i>De l'Inspection du Gouvernement sur l'administration de la Caisse d'Escompte.</i>	61
CHAP. VII. <i>Arrêt du 24 Janvier 1785.</i>	70
CHAP. VIII. <i>Examen des motifs sur lesquels l'Arrêt du Conseil du 24 Janvier 1785 a été rendu.</i>	82
CHAP. IX. <i>Des objets sur lesquels doivent porter les Réglemens qui doivent diriger l'administration de la Caisse d'Escompte.</i>	110
<i>Pièces Justificatives.</i>	125
<i>Post-Scriptum.</i>	207
<i>Omission.</i>	226

Fin de la Table.

T A B L E.

CHAP. I. De l'usage des loix, & de la justice.	1
CHAP. II. De la justice naturelle, & de la justice civile.	15
CHAP. III. De la justice civile, & de la justice criminelle.	31
CHAP. IV. De la justice criminelle, & de la justice civile.	47
CHAP. V. De la justice civile, & de la justice criminelle.	63
CHAP. VI. De la justice civile, & de la justice criminelle.	79
CHAP. VII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	95
CHAP. VIII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	111
CHAP. IX. De la justice civile, & de la justice criminelle.	127
CHAP. X. De la justice civile, & de la justice criminelle.	143
CHAP. XI. De la justice civile, & de la justice criminelle.	159
CHAP. XII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	175
CHAP. XIII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	191
CHAP. XIV. De la justice civile, & de la justice criminelle.	207
CHAP. XV. De la justice civile, & de la justice criminelle.	223
CHAP. XVI. De la justice civile, & de la justice criminelle.	239
CHAP. XVII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	255
CHAP. XVIII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	271
CHAP. XIX. De la justice civile, & de la justice criminelle.	287
CHAP. XX. De la justice civile, & de la justice criminelle.	303
CHAP. XXI. De la justice civile, & de la justice criminelle.	319
CHAP. XXII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	335
CHAP. XXIII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	351
CHAP. XXIV. De la justice civile, & de la justice criminelle.	367
CHAP. XXV. De la justice civile, & de la justice criminelle.	383
CHAP. XXVI. De la justice civile, & de la justice criminelle.	399
CHAP. XXVII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	415
CHAP. XXVIII. De la justice civile, & de la justice criminelle.	431
CHAP. XXIX. De la justice civile, & de la justice criminelle.	447
CHAP. XXX. De la justice civile, & de la justice criminelle.	463

Mirabeau, Honoré-Gabriel de Riquetti <<de>>,

De La Caisse D'Escompte

[S.l.] 1785

Gall.g. 660

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10481337-1

VD18 15306763-001